

CHAPITRE XVI

LES TURCS ENVISAGENT

L'ÉVACUATION DE CONSTANTINOPLE
ET LE TRANSPORT DE LA CAPITALE
EN ASIE MINEURE.

LES ALLIÉS BOMBARDENT LES DARDANELLES

Il est fort probable que les événements, tels qu'ils se présentaient alors aux Dardanelles, étaient une des raisons qui poussaient l'Allemagne à désirer la paix. Lorsqu'au commencement de janvier, Wangenheim m'eut persuadé d'écrire à Washington, une agitation extrême régnait dans la capitale de la Turquie. On racontait que les alliés avaient rassemblé une flotte de quarante navires de guerre à l'entrée du détroit, dans l'intention d'en forcer le passage. D'autre part, la situation s'aggravait encore du fait que l'on croyait généralement dans la ville au succès d'une telle entreprise. L'ambassadeur allemand partageait cette opinion avec von der Goltz, de façon différente il est vrai ; mais celui-ci, ayant été pendant des années l'instructeur militaire de la Turquie, connaissait tout aussi bien que n'importe qui les ouvrages de défense du détroit. Je retrouve dans mon *Journal* son opinion exacte sur ce point, telle qu'elle me fut rapportée par Wangenheim et que je cite textuellement : « Bien que je doute, dit-il, qu'il soit possible de forcer les Dardanelles, toutefois si l'Angleterre y voit une manœuvre importante se rattachant à la guerre, elle pourrait réussir en sacrifiant dix navires et arriver jusqu'à la mer de Marmara en moins de dix heures ! » Le jour même où Wangenheim

me rapporta ces propos, il me pria de mettre en sûreté à l'ambassade américaine quelques caisses de valeurs lui appartenant. J'en conclus qu'il se préparait lui aussi à partir.

Dans le rapport de Cromer sur le bombardement des Dardanelles, je m'aperçois que l'amiral Sir John Fisher, (à cette époque premier lord de l'Amirauté), avait évalué le succès à douze navires, estimation qui ne différait pas beaucoup de la précédente.

Au moment où se propageaient les premiers bruits d'un bombardement allié, la Turquie était dans une position presque désespérée ; la peur et la panique sévissaient de tous les côtés chez le peuple comme dans les milieux officiels ; il semblait que des calamités sans nombre dussent s'abattre sur le pays.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1915, l'Empire Ottoman n'avait encore rien fait pour justifier son entrée dans la guerre ; au contraire, il n'avait subi que des revers. Djemal, comme je l'ai déjà dit, avait quitté Constantinople à la tête d'une expédition qui devait « conquérir l'Égypte » — entreprise qui n'aboutit qu'à un échec sanglant et humiliant — d'autre part, les tentatives d'Enver, pour délivrer le Caucase du joug russe, l'avaient conduit à une défaite encore plus désastreuse. Les Allemands lui avaient conseillé de laisser les Russes s'avancer jusqu'à Sivas, où il devait établir sa résistance ; mais n'en faisant qu'à sa tête il s'était lancé à la conquête de territoire russe dans le Caucase. L'armée y avait été complètement battue et n'était point au bout de ses souffrances, car le service sanitaire était dans un état lamentable, le typhus et la dysenterie étaient signalés dans tous les camps et les décès atteignaient 100.000 individus ; des histoires effrayantes circulaient sur les maux endurés en particulier par cette armée.

On savait également que l'Angleterre préparait une expédition en Mésopotamie et personne, à ce moment, ne pouvait douter de son succès. La Sublime Porte s'attendait à une déclaration de guerre de la part des Bulgares, lesquels marcheraient incontinent sur la capitale, ce qui sans doute

entraînerait fatalement la Grèce et la Roumanie. Ce n'était point non plus un secret diplomatique que l'Italie, dès le beau temps, se joindrait aux alliés. A ce moment même, la flotte russe avait bombardé Trébizonde, dans la mer Noire, et on s'attendait à la voir surgir à l'entrée du Bosphore. A l'intérieur, la situation n'était pas moins lamentable : des milliers de gens du peuple mouraient de faim ; presque tous les hommes valides avaient été appelés sous les drapeaux, de sorte qu'il n'en restait qu'un nombre insuffisant pour cultiver la terre ; les réquisitions injustes et criminelles avaient pratiquement détruit tout commerce, le trésor était plus épuisé que jamais — la fermeture des Dardanelles et le blocus des ports méditerranéens empêchant toute importation et la perception de tous droits d'entrée. De plus, il semblait que la colère croissante du peuple contre Talaat et ses associés éclaterait sous le premier prétexte venu. Et voilà que pour couronner leurs malheurs, la puissante Armada de l'Angleterre et de ses alliés approchait, avec l'intention de renverser les défenses de la cité et de s'en emparer ! Rien alors ne faisait trembler les Turcs comme la flotte britannique, dont les victoires successives au cours de plusieurs siècles avaient charmé leur imagination ; elle leur semblait surnaturelle, la seule force écrasante contre laquelle toute lutte était impossible.

De l'avis de Wangenheim et de presque tous les officiers allemands de l'armée et de la marine, l'entreprise était, non seulement possible, mais encore inévitable. C'était un sujet courant de discussions et l'on penchait généralement pour les forces alliées. Talaat me dit lui-même que, si l'Angleterre était prête à sacrifier quelques navires, la chose était certaine. Il ajouta que le motif véritable de l'expédition d'Egypte avait été de faire une diversion et de prévenir ainsi une attaque contre la péninsule de Gallipoli.

Un fait significatif dépeindra l'état d'esprit des milieux officiels ; le gouvernement turc avait dès le 1^{er} janvier pris des mesures pour la formation de deux trains ; l'un qui devait emmener le Sultan et sa suite en Asie Mineure, l'autre

destiné à Wangenheim, Pallavicini et les autres membres du corps diplomatique. Le lendemain, je rencontrai Pallavicini qui me renseigna davantage sur la situation. Il me montra un sauf-conduit que lui avait remis Bedri, le Préfet de Police, l'autorisant à prendre, lui, ses secrétaires et ses domestiques l'un de ces trains de secours. Il ajouta qu'on lui avait réservé des places pour lui et ses collaborateurs, que les trains n'auraient que trois voitures pour les rendre plus rapides et qu'on l'avait prié de se tenir prêt à partir à la première alerte. Wangenheim, de son côté, n'essayait guère de dissimuler ses craintes. Il avait pris ses dispositions pour envoyer sa femme à Berlin et invita même Mrs. Morgenthau à l'accompagner, pour l'éloigner ainsi de la zone dangereuse. Il craignait, comme d'ailleurs tout le monde, qu'un bombardement continu ne mit fatalement Constantinople et le reste de la Turquie à feu et à sang. Si, dit-il, la flotte alliée passe les Dardanelles, pas un Anglais n'aura la vie sauve, on les massacrera tous. Et comme on ne les distingue que très difficilement des Américains, il me suggéra l'idée de distribuer à mes compatriotes une marque distinctive, destinée à les protéger contre la violence des Turcs. Mais comme je connaissais son intention secrète d'exposer plus directement les Anglais aux mauvais traitements des Turcs, je refusai.

Un autre incident soulignera la nervosité qui régnait alors, ce même mois de janvier. J'avais, par hasard, remarqué que quelques-uns des volets de l'ambassade anglaise étaient ouverts ; j'allai donc inspecter les lieux, accompagné de Mrs. Morgenthau ; les scellés avaient été posés au début de la guerre, j'en avais la responsabilité et c'était la première fois qu'on les brisait. Environ deux heures après notre visite, Wangenheim arriva dans mon bureau, agité et nerveux comme c'était maintenant son habitude, et me raconta que notre promenade à l'ambassade anglaise avait fait le tour de la ville et qu'on ajoutait même que c'était dans le but de la préparer pour l'arrivée prochaine de l'amiral anglais.

Tout cela semble quelque peu insensé maintenant, car, en vérité, les flottes alliées n'avaient point encore attaqué ; et alors que Constantinople tout entier attendait dans la fièvre les navires de guerre anglais, le cabinet de Londres n'en était encore qu'à examiner si la chose était faisable et prudente. Les notes diplomatiques nous apprennent que Petrograd télégraphia le 2 janvier au gouvernement britannique, demandant que quelque mesure fût prise contre les Turcs, qui attaquaient les Russes au Caucase. Mais en dépit d'une réponse immédiate et favorable, ce ne fut pas avant le 28 janvier que le cabinet de Londres donna des ordres précis en vue de l'expédition. Ce n'est plus un secret, que l'on doutait fort alors de son succès. D'après l'amiral Carden, « il ne fallait pas compter prendre le détroit d'assaut ; seules des opérations prolongées et de grande envergure, avec un nombre suffisant de navires, pourraient y parvenir ».

Il ajoutait qu'un échec ruinerait le prestige et l'influence de l'Angleterre en Orient. J'aurai d'ailleurs bientôt l'occasion de montrer la véracité de cette prophétie. Jusqu'à ce jour, l'un des principaux axiomes couramment admis, concernant les opérations navales, était que des navires de guerre ne devaient pas attaquer des travaux de fortification sur terre ; or les Allemands, en détruisant les emplacements de Liège et de Namur avaient démontré le pouvoir des canons mobiles et modifié ainsi ce principe. M. Churchill à cette époque, chef de l'Amirauté, avait pleine confiance et espoir en la force destructive d'un nouveau superdreadnought qu'on venait de terminer, le *Queen Elisabeth* et qui était en route pour rejoindre la flotte de la Méditerranée.

Quant à nous, à Constantinople, nous ignorions toutes ces délibérations et ne pûmes en constater les résultats que dans la seconde moitié de février. Dans l'après-midi du 19, Pallavicini vint me voir pour me communiquer d'importantes nouvelles.

Le marquis, homme très digne et toujours maître de lui-même, paraissait ce jour-là dans un état de fièvre indis-

cutable, qu'il ne faisait d'ailleurs aucun effort pour dissimuler. « Les flottes alliées, me dit-il, ont repris leur attaque contre les Dardanelles et le bombardement a été d'une violence extrême. » D'autre part, les Autrichiens se trouvaient en mauvaise posture à ce moment-là : les armées russes avançaient victorieusement ; la Serbie les avait rejetées au delà de la frontière, et la presse européenne était pleine de déclarations prophétiques sur l'effondrement prochain de la double monarchie.

L'attitude de l'ambassadeur autrichien, cet après-midi là, ne faisait en somme que refléter les dangers nombreux qui entouraient son pays. C'était un homme sensible et fier, fier de son empereur et de sa patrie, et la crainte de voir s'écrouler rapidement le vaste édifice des Habsbourg, qui avait résisté aux assauts de tant de siècles, semblait l'accabler comme un poids trop lourd. Il avait besoin de sympathie, comme presque tout le monde dans l'infortune ; il n'en aurait point trouvé chez Wangenheim qui le traitait, non en confident, mais comme le représentant d'une nation qui devait nécessairement plier sous le joug suprême de l'Allemagne. Ce fut peut-être pourquoi il m'avait choisi pour confident de son désarroi, qu'augmentait le bombardement des Dardanelles.

A cette époque, les Puissances Centrales croyaient avoir bloqué la Russie, surtout du côté des Dardanelles, par où elle ne pouvait plus expédier son blé sur les marchés européens, ni importer le matériel de guerre nécessaire à la conduite des opérations. L'Allemagne et son alliée touchaient donc au nerf vital de leur ennemie et si leur étreinte pouvait se prolonger encore, la Russie devait fatalement s'effondrer. Je dois dire qu'à ce moment les armées du Czar étaient victorieuses, fait suffisant pour alarmer l'Autriche ; mais leurs réserves actuelles en matériel, en s'épuisant, rendaient inutile leur supériorité numérique ; c'en était alors fini d'elles. Dans le cas où la Russie s'emparerait de Constantinople et du contrôle des Dardanelles, la situation changerait, et les Puissances Centrales seraient vaincues,

défaite qui, Pallavicini le savait, serait beaucoup plus grave pour l'Autriche que pour son alliée. Il savait aussi — Wangenheim me l'apprit lui-même — que si l'empire austro-hongrois venait à se désagréger, l'Allemagne se proposait d'incorporer ses 12.000.000 de sujets allemands. Par conséquent, l'attaque franco-anglaise aux Dardanelles impliquait, pour lui, la ruine de sa patrie, car pour bien comprendre son état d'esprit il faut nous rappeler qu'il croyait fermement, comme d'ailleurs la plupart des hommes éminents de Constantinople, au succès de l'entreprise.

Wangenheim n'était pas plus heureux. Ainsi que j'ai essayé de le montrer, l'embouteillage de la Russie était presque exclusivement son œuvre. Il avait amené le *Gœben* et le *Breslau* jusqu'à Constantinople et, par ce fait, avait précipité la Turquie dans la guerre. Le détroit forcé, la Russie, non seulement devenait un facteur puissant et permanent de la guerre, mais encore, et ceci était important pour lui — réduisait à néant tous ses efforts personnels. Cependant il manifestait ses craintes d'une manière bien différente de celle de son collègue autrichien. Fidèle aux procédés de sa race, il avait recours aux menaces et à la bravade. Rien sur son visage ne révélait sa détresse intime, mais tout son corps frémissait de rage contenue ; il ne se lamentait point sur son sort, mais cherchait des expédients pour se venger. Il venait s'asseoir dans mon bureau et, entre deux bouffées rapides de sa cigarette, me faisait part des supplices qu'il se promettait d'infliger à son ennemi. Une chose l'obsédait particulièrement, c'était la position dangereuse de son ambassade. Perchée sur une haute colline, un des édifices les plus en vue de la ville, c'était un objectif tout indiqué pour les canons de la flotte anglaise, laquelle ne pourrait certainement pas résister à l'envie de bombarder cet affreux bâtiment, propriété des Hohenzollern. « Qu'ils essaient d'y toucher, disait Wangenheim, je me vengerai ; s'ils tirent un seul coup, nous ferons sauter les ambassades française et anglaise. Allez le dire à l'amiral anglais et dites lui aussi que notre dynamite est toute prête ! »

Il se montra également anxieux à l'idée du départ du gouvernement pour Eski-Shehr. Au début de janvier, lorsque tout le monde s'attendait à voir surgir la flotte alliée, on avait pris des dispositions à cet effet, et maintenant, au premier bruit de canon, on parlait à nouveau de la formation de trains spéciaux. Wangenheim et Pallavicini me confièrent tous deux leur répugnance à suivre le Sultan et son gouvernement en Asie-Mineure, car si les Alliés venaient à s'emparer de Constantinople, toute communication serait coupée avec leurs pays ; en outre ils seraient par là au pouvoir absolu des Turcs, « qui se serviraient d'eux comme otages », disait l'ambassadeur allemand. Ils essayèrent de décider Talaat à transporter, en cas de besoin, le gouvernement à Andrinople d'où ils pouvaient venir et sortir de Constantinople, en automobile, et d'où, si la ville était prise, ils pouvaient fuir chez eux ; mais les Turcs refusèrent de se rendre à leur requête, craignant une attaque du côté bulgare. Nos gens se trouvaient donc entre deux feux ; ou ils restaient dans la capitale pour être prisonniers des Anglais et des Français, ou ils suivaient le gouvernement à Eski-Shehr, pour tomber probablement dans les mains des Turcs.

J'avais déjà eu plusieurs preuves de la base fragile sur laquelle reposait l'alliance germano-turque ; cette dernière finit de m'éclairer. Wangenheim savait, comme tout le monde, que si les Français et les Anglais s'emparaient de Constantinople, les Turcs feraient payer cher leur défaite, non seulement à l'Entente, mais encore aux Allemands qui les avaient entraînés dans la guerre.

Comme elle semble étrange maintenant cette croyance au succès des flottes alliées et à la conquête facile de Constantinople ! Je me souviens d'une discussion animée qui eut lieu à l'ambassade américaine, dans l'après-midi du 24 février. C'était le jour de réception hebdomadaire de Mrs. Morgenthau, réunion qui constituait pour les diplomates presque la seule occasion de se retrouver. Ils y étaient presque tous ce jour-là. Le premier grand bombardement des Dardanelles avait eu lieu cinq jours auparavant

et avait pratiquement détruit les forts à l'entrée du détroit. L'unique sujet de conversation était donc de savoir si les flottes alliées passeraient, et ce qu'il adviendrait. Chacun exprimait son opinion : Wangenheim ; Pallavicini ; Garoni, l'ambassadeur italien ; d'Anckarsward, le ministre suédois ; Koloucheff, le ministre bulgare ; Kühlmann ; et Scharfenberg, premier secrétaire de l'ambassade allemande ; tous étaient d'avis que l'attaque réussirait. Je me souviens surtout de l'expression de Kühlmann, en parlant de la prise de Constantinople comme d'un fait accompli. L'ambassadeur de Perse était très inquiet ; car son ambassade ne se trouvait pas loin de la Sublime Porte et il craignait que, cette dernière étant bombardée, quelques obus égarés ne missent le feu à sa propre résidence et il me demanda la permission de mettre ses archives en sûreté dans nos caves. Les bruits les plus insensés circulaient ; on racontait que l'agent de la *Standard Oil Company* avait compté aux Dardanelles 17 transports chargés de troupes, que les navires de guerre avaient déjà tiré 800 coups et avaient rasé toutes les collines (*sic*) à l'entrée du détroit et que le garde du corps de Talaat avait été tué, ce qui sous-entendait par conséquent que la balle avait manqué son but. On ajoutait que toute la populace turque bouillait à l'idée que les Anglais et les Français, en approchant de la côte, ne célébrent leur victoire par une raffe générale des femmes turques. Bruits évidemment stupides, répandus par les Allemands et leurs affiliés turcs. Le fait est que la majorité du peuple à Constantinople faisait des vœux pour le succès des Alliés, qui les délivreraient du joug de la bande d'usurpateurs qui gouvernait alors le pays.

Et au milieu de cette agitation fébrile, je remarquai un personnage délaissé et abattu : Talaat. Chaque fois que j'eus l'occasion de le voir en ces temps critiques, je constatai qu'il était l'image de la désolation et de la défaite. Les Turcs, comme la plupart des races primitives, ne dissimulent point leurs émotions, et passent facilement de la joie au désespoir. Il était visible que le bruit des canons anglais, ton-

nant dans le détroit, semblait sonner son propre glas. L'ancien facteur d'Andrinople croyait toucher à la fin de sa carrière. Il me confia à nouveau sa conviction que l'Angleterre s'emparerait de la capitale et son regret que son pays fût entré en guerre, car il savait ce qui se passerait à l'arrivée de la flotte alliée dans la mer de Marmara. D'après le rapport rédigé par la Mission Cromer, il est établi que Lord Kitchener, en donnant son consentement à l'expédition navale, avait escompté une révolution en Turquie qui en faciliterait le succès. On l'a fortement critiqué pour le rôle qu'il joua dans cette affaire ; mais je dois cependant rendre justice à sa mémoire et dire qu'en l'occurrence il eut parfaitement raison. Si l'entreprise avait réussi, la prépondérance des Jeunes Turcs se serait écroulée dans le feu et le sang. Au premier bruit des canons, on couvrit les palissades d'affiches dénonçant Talaat et ses associés, comme étant les auteurs responsables de tous les malheurs qui s'abattaient sur le pays. Bedri, le préfet de police, avait fort à faire pour ramasser les jeunes gens sans travail et les envoyer hors de la ville, dans l'intention de purger Constantinople de tout élément susceptible de fomenter une révolution contre les Jeunes Turcs. Tout le monde savait que ceux-ci la redoutaient beaucoup plus que la flotte britannique. Et c'était la même Némésis qui persécutait Talaat, sans trêve ni merci.

Un simple fait donnera le diapason de la surexcitation générale. Le Dr Lederer, correspondant de la *Berliner Tageblatt*, au retour d'une courte visite qu'il fit aux Dardanelles, raconta à certaines dames du milieu diplomatique que les officiers allemands craignant à toute heure, disaient-ils, d'être ensevelis, s'étaient déjà enveloppés de leur linceul. Ces paroles se répandirent avec la rapidité de l'éclair et le coupable fut menacé d'être arrêté. Il vint me supplier de le tirer de ce mauvais pas ; je le conduisis donc auprès de Wangenheim qui refusa d'avoir affaire à lui, objectant que Lederer, bien que correspondant d'un journal allemand, était sujet autrichien. Il ne lui pardonnait pas son

indiscrétion. Je réussis enfin à le faire recevoir à l'ambassade d'Autriche, où le journaliste impopulaire passa la nuit. Quelques jours plus tard, il dut quitter la ville.

Il y avait cependant un homme que les événements ne semblaient point troubler. Bien qu'ambassadeurs, généraux et politiciens eussent prédit les pires calamités, Enver conservait un ton calme et rassurant. Jamais semblable occasion n'avait jusqu'alors mieux fait ressortir son sang-froid et sa force de caractère. A la fin de décembre et en janvier, alors que Constantinople redoutait pour la première fois le bombardement allié, Enver faisait campagne contre les Russes au Caucase ; mais ses prouesses militaires n'y furent point glorieuses, ainsi que je l'ai dit ailleurs. Il avait quitté la ville en novembre pour rejoindre son armée en futur conquérant, et il revint, vers la fin de janvier, à la tête de troupes complètement défaites et démoralisées. C'était assez pour ruiner le prestige de tout autre chef militaire et Enver se sentait tellement déchu qu'il s'abstint de paraître en public. Je le vis à son retour, pour la première fois, à un concert donné au bénéfice du Croissant Rouge. Il y assista, assis au fond d'une loge comme s'il eût voulu se cacher et ne fût point sûr de l'accueil du public. Tous les personnages éminents de Constantinople, le Prince héritier, les membres du Cabinet et les Ambassadeurs étaient présents, et, selon la coutume, le Prince fit appeler ses dignitaires l'un après l'autre pour les saluer et les féliciter. Puis alors on se rendit visite de loge à loge. Enver fut demandé comme les autres et, cette marque d'attention lui redonnant du courage, il se mêla aux diplomates qui le traitèrent également avec beaucoup d'affabilité et de courtoisie. Ainsi réhabilité, il assumait — à nouveau — un rôle important dans la situation critique du moment. Quelques jours après, il en discuta avec moi, et se montra très étonné des craintes générales et dégoûté à l'idée qu'on s'apprêtait à envoyer le Sultan et le gouvernement en Asie-Mineure, laissant la ville en proie aux Anglais. Il ne croyait pas que les flottes alliées réussissent à forcer les

Dardanelles ; il en avait dernièrement inspecté les forts qui, à son avis, étaient imprenables. Et même dans le cas contraire, Constantinople devait être défendue jusqu'au dernier homme.

Toutefois ces déclarations optimistes ne rassuraient point ses associés, qui étaient prêts à toute éventualité. Si, malgré une résistance héroïque de la part des armées turques, la ville devait tomber au pouvoir des Alliés, les chefs du gouvernement avaient pris leurs dispositions et devaient faire de leur capitale ce que les Russes avaient fait de la leur à l'approche de Napoléon.

« Ils ne l'auront point vivante, me dirent-ils, ce ne sera plus qu'un amas de cendres et de ruines. » Je puis assurer que la menace n'était point factice, car j'appris que des bidons de pétrole avaient déjà été placés dans tous les postes de police et autres endroits, prêts à mettre le feu à la ville, à la première alerte ; besogne en vérité facile, attendu que Constantinople est en partie construite en bois. Mais ils étaient décidés à ne pas s'arrêter à la destruction de ces bâtiments provisoires : leur intention était d'anéantir également les chefs-d'œuvre d'architecture, bâtis par les Chrétiens, bien avant l'occupation musulmane, et tout d'abord la mosquée de Sainte-Sophie. Ce monument, qui fut une église chrétienne avant de devenir une mosquée mahométane, est un des édifices les plus magnifiques de l'empire byzantin, aujourd'hui disparu. Nous fûmes naturellement indignés à l'idée d'un tel acte de vandalisme et j'adressai une requête à Talaat à ce sujet, qui d'ailleurs semblait faire fi de tous ces projets de destruction et ne point s'arrêter à de telles considérations.

« Il n'y a pas six hommes dans le Comité Union et Progrès, me dit-il, qui se saucient d'art antique. Nous aimons tous le moderne. » Et ce fut tout ce que j'obtins pour le moment.

D'autre part, l'insistance d'Enver à assurer que les Dardanelles pouvaient résister, fit que ses associés perdirent confiance en son jugement.

Environ un an plus tard, Bedri Bey, préfet de police, me donna des détails supplémentaires. Alors qu'Enver était encore au Caucase, Talaat, me dit-il, avait convoqué une sorte de conseil de guerre, au sujet des Dardanelles, auquel étaient présents Liman von Sanders, le général allemand qui était inspecteur général des fortifications de la côte ottomane, et Bronssart, chef de l'État Major de l'armée turque, et plusieurs autres. Tous furent d'avis que les flottes anglaise et française pouvaient forcer le détroit ; le seul point discutable, ajouta Bedri, était de savoir si les navires mettraient huit ou vingt heures pour atteindre Constantinople, après avoir détruit les forts. Et bien que la position du Ministre de la guerre fût prépondérante, le conseil décida d'ignorer Enver, de faire les préparatifs nécessaires à son insu et de l'éliminer, temporairement tout au moins, de leurs délibérations secrètes.

Au début de mars, Bedri et Djambolat, directeurs de la sûreté publique, vinrent me voir. A ce moment, l'exode de la capitale avait commencé ; on emmenait femmes et enfants vers l'intérieur, les banques avaient ordre d'envoyer leur or en Asie-Mineure, on transportait les archives de la Sublime Porte à Eski-Shehr, pendant que presque tous les Ambassadeurs et leurs suites et les fonctionnaires prenaient leurs dispositions, en cas d'évacuation urgente. On avait enterré dans des caves, ou protégé d'une façon quelconque, un grand nombre des œuvres d'art de Constantinople, à l'instigation du conservateur du Musée, que Talaat comprenait dans les six amateurs « d'antiquités » de l'Union et Progrès.

Bedri venait arranger les détails de mon départ. En ma qualité d'ambassadeur, je devais, à son avis suivre le Sultan où qu'il allât ; le train étant organisé, il venait s'enquérir du nombre de personnes qui me suivraient afin de leur réserver des places. Mais je refusai net, objectant que ma responsabilité exigeait ma présence dans la ville et que seul un ambassadeur de pays neutre pouvait empêcher les massacres et la destruction, ce que d'ailleurs je

devais au monde civilisé ; quant à ma position d'ambassadeur, j'étais prêt à démissionner et à n'être que simple consul général honoraire, plutôt que de suivre le Sultan.

Bedri et Djambolat étant plus jeunes et moins expérimentés que moi, j'en profitai pour les avertir qu'il leur fallait un homme d'âge plus avancé pour les conseiller dans une crise internationale de ce genre ; d'autre part, je prenais un réel intérêt à protéger, non seulement les institutions étrangères et américaines, mais encore pour des raisons d'humanité, à sauvegarder la population turque contre les excès auxquels on s'attendait en général, d'autant plus que la question des nationalités augmentait encore les causes d'anxiété, plusieurs de celles-ci inclinant par nature au pillage et au massacre. Je proposai donc à mes visiteurs de former à nous trois une sorte de Comité, prêt à faire face à la crise imminente. Ils y consentirent et nous décidâmes de la marche à suivre. Nous primes une carte de Constantinople et marquâmes les quartiers et bâtiments qui, d'après les règles stratégiques modernes, tomberaient sous le tir allié, tels que les ministères de la guerre, de la marine, les bureaux du télégraphe, les gares et presque tous les monuments publics. Puis nous délimitâmes certaines zones, qui devaient à tout prix rester indemnes, comme Péra, le centre le plus habité où se trouvent toutes les ambassades, situé sur la côte nord de la Corne d'Or, ainsi que plusieurs îlots très peuplés, Stamboul et Galata, les quartiers turcs. Là-dessus, je télégraphiai à Washington, demandant au Département d'Etat de ratifier ces plans et de conclure un accord avec les gouvernements britannique et français pour que ces zones de sûreté fussent respectées. Je reçus une réponse favorable.

Tous les préparatifs étaient achevés ; à la gare, les trains qui devaient emmener en Asie-Mineure le Sultan, le Gouvernement et les Ambassadeurs étaient sous pression, prêts à partir à la première alerte et nous attendions tous l'arrivée triomphale de la flotte alliée.

CHAPITRE XVII

COMMENT ENVER PROUVA « QUE LA FLOTTE
BRITANNIQUE N'ÉTAIT PAS INVINCIBLE ». —
LES VIEUX FORTS DES DARDANELLES

Au milieu de cette fièvre générale, Enver me proposa de visiter les Dardanelles ; il n'admettait point qu'on crût en la vulnérabilité de leurs fortifications, ni ne comprenait la panique qui régnait alors dans la ville. Il avait en personne fait l'inspection des lieux, examiné chaque canon et son emplacement ; il était convaincu que ses hommes pourraient tenir la flotte alliée en échec indéfiniment. Talaat l'avait accompagné et était revenu presque complètement tranquilisé. Il voulait que je m'en rendisse compte moi-même, convaincu que je pourrais alors apaiser les esprits surexcités. J'acceptai avec empressement, sans me demander si un ambassadeur avait le droit d'exposer sa vie aux dangers de la situation, car les navires bombardaient le détroit presque quotidiennement.

Nous partîmes donc à bord du *Yuruk* dans la matinée du 15. Enver nous accompagna jusqu'à Panderma, ville asiatique sur la mer de Marmara. Plusieurs autres éminents personnages se trouvaient être des nôtres : Ibrahim Bey, le ministre de la Justice, Husni Pacha, le général qui dans la Révolution des Jeunes Turcs commandait l'armée qui déposa Abdul Hamid, et le sénateur Cheriff Djafer Pacha, un Arabe, descendant direct du Prophète. Je rencontrai, en la personne de Fuad Pacha, un vieux maréchal dont la vie avait été pleine d'aventures, un compagnon infiniment

sympathique ; malgré son âge, il était d'une gaieté exubérante, buvait et mangeait beaucoup, et comme Othello, pouvait conter maintes histoires d'exil, de bataille et de hasards miraculeux. Tous étaient plus âgés qu'Enver et de naissance supérieure à la sienne, et cependant ils se montraient pleins de déférence envers lui.

Enver semblait ravi de pouvoir discuter la situation. Aussitôt après le petit déjeuner, il me prit à part et m'emmena sur le pont. Le soleil brillait dans un ciel bleu foncé qu'on ne trouve nulle part ailleurs, tandis que tout était calme et silencieux autour de nous. Notre bateau était presque le seul en vue, et cette mer, à l'intérieur des terres, l'une des grandes routes commerciales du monde, n'était plus alors qu'une étendue immense et désolée ; tout enfin semblait n'être que le symbole du grand triomphe remporté en Orient par la diplomatie allemande. Depuis près de six mois, pas un seul navire de commerce russe n'avait traversé le Détroit ; tout le trafic entre la Roumanie, la Bulgarie et l'Europe, qui autrefois s'effectuait par cette mer, avait disparu depuis longtemps et le sens suprême de cette stagnation était que la Russie se trouvait bloquée et entièrement isolée de ses alliées. Fait dont la répercussion devait être si grande dans l'histoire du monde de ces trois dernières années ! Et maintenant l'Angleterre et la France voulaient remédier à cette infériorité, en s'efforçant d'unir leurs propres ressources militaires à celle de leur grande alliée de l'Est, et de rendre aux Dardanelles et à la mer de Marmara les milliers de navires qui étaient l'existence même de la Russie, en tant que puissance militaire, économique, politique, ainsi que le prouvèrent les événements ultérieurs. Nous approchions du théâtre où allait se dérouler l'une des grandes opérations de la guerre.

Et tandis que nous nous promenions de long en large sur le pont, la discussion se concentra sur deux points essentiels : l'entreprise des Alliés réussissait-elle ? et rendrait-elle à la Russie son rôle de facteur important de la guerre ? Enver reparla de la « panique insensée » qui sé-

vissait parmi toutes les classes de la population de la capitale. « Même si la Bulgarie et la Grèce se tournent contre nous, dit-il, nous défendrons Constantinople jusqu'au bout. Nous avons des canons et des munitions en quantité, des batteries installées sur la terre ferme, tandis que les Anglais et les Français sont sur mer (par conséquent instables) : enfin les avantages naturels du détroit s'opposent à une grande avance de l'ennemi. Je me soucie fort peu de ce que les autres pensent, j'ai étudié la question mieux qu'aucun d'eux et je sens que j'ai raison ; tant que je serai ministre de la Guerre, nous ne nous rendrons pas. Je me demande quel peut bien être le but de ces navires de guerre anglais et français ! Supposez qu'ils forcent les Dardanelles, pénètrent dans la mer de Marmara et atteignent Constantinople, qu'en tireront-ils ? Ils peuvent, il est vrai, bombarder la ville et la détruire, mais quant à la prendre, je les en défie : ils n'ont pas de troupes à débarquer, et, à moins d'amener une armée importante, ils se trouveront pris dans un véritable piège. Ils pourront, au besoin, stationner ici deux ou trois semaines, jusqu'à épuisement de leurs provisions et alors il faudra qu'ils repartent, repassent le détroit et courent à nouveau le risque d'être anéantis. Pendant ce temps, nous aurons réparé les forts, concentré des réserves et pris toutes nos dispositions. L'aventure me semble bien risquée, en vérité ! »

Comme je l'ai déjà dit, Enver avait adopté Napoléon comme modèle ; dans cette affaire, il voyait une occasion d'en jouer le rôle. Tandis que nous arpentions le pont, il s'arrêta soudain et me regardant d'un air grave : « Je passerai à la postérité, prononça-t-il, pour avoir démontré la vulnérabilité de l'Angleterre et de sa flotte. Je veux prouver que sa marine n'est pas invincible. Je me trouvais en Angleterre quelques années avant la guerre et j'ai discuté avec plusieurs hommes influents, tels que Asquith, Churchill, Haldane, la position de leur pays, et je leur dis qu'ils n'étaient pas sur la bonne voie, car Winston Churchill déclarait que l'Angleterre pouvait se défendre avec sa ma-

rine seule et qu'elle n'avait nul besoin d'une grosse armée. A quoi je répondis, que l'existence d'un grand empire ne pouvait être assurée qu'à la condition d'avoir une armée et une marine. Je m'aperçus que sa façon de voir était l'opinion générale du pays. Je ne trouvai qu'une personne de mon avis : Lord Roberts. Churchill vient d'expédier sa flotte ici, peut-être dans l'intention de me montrer ce dont il la croit capable ; nous verrons bien. »

Il semblait qu'Enver regardât cette expédition navale comme un défi de la part de Churchill, ou comme la suite de leur discussion de Londres.

« Vous aussi, vous devriez avoir une grosse armée, continua Enver, faisant allusion aux États Unis. Je ne crois pas que l'Angleterre essaie de forcer les Dardanelles sur la demande de la Russie. J'ai également discuté avec Churchill la possibilité d'une guerre générale et il me demanda ce que ferait alors la Turquie, ajoutant que si nous nous mettions du côté de l'Allemagne, la flotte anglaise forcerait les Dardanelles et s'emparerait de Constantinople. Churchill n'essaie donc pas d'aider la Russie, il ne fait qu'exécuter sa menace. »

Enver parlait d'une façon convaincue et déterminée : il m'apprit que la plupart des dégâts subis par les forts extérieurs avaient été réparés et que les Turcs avaient des moyens de défense que l'ennemi ne soupçonnait pas. Il se montra plein d'amertume vis-à-vis des Anglais, les accusant de corrompre les officiers turcs et de tramer un complot contre sa propre existence. D'un autre côté, il ne manifesta pas des sentiments particulièrement tendres envers l'Allemagne. Les façons arrogantes de Wangenheim l'exaspéraient et les Turcs ne s'entendaient pas trop bien avec les officiers du Kaiser.

« Les Turcs et les Allemands, ajouta-t-il, ne s'aiment pas. Nous sommes leurs alliés parce que c'est notre intérêt. Quant à l'Allemagne, elle nous aidera tant qu'elle aura besoin de nous ; et vice versa. »

Cet entretien, où nous venions de nouer des rapports

plus intimes, semblait avoir fait impression sur mon interlocuteur. Croyant sans aucun doute que lui, le grand Enver, le Napoléon de la révolution turque, s'était abaissé en discutant les affaires de son pays avec un simple ambassadeur, il voulut me faire sentir combien j'en devais être honoré car, ainsi que je l'ai dit, un des traits saillants de son caractère était la vanité.

« Savez-vous, reprit-il, que l'Empereur d'Allemagne ne conversa jamais avec personne d'une façon aussi intime que je viens de le faire aujourd'hui avec vous ? »

Nous arrivâmes à Panderma vers 2 heures, où Enver débarqua ainsi que sa voiture, et nous repartîmes ; notre bateau n'arrivant à Gallipoli que tard dans l'après-midi, nous jetâmes l'ancre au port pour passer la nuit à bord, d'où nous entendions les canons qui bombardaient les forts ; mais ce grondement, qui rappelait la guerre et faisait songer à la mort, ne troublait guère mes hôtes turcs. C'était d'ailleurs pour eux un voyage d'agrément, survenant à propos après plusieurs mois de dur labeur ; ils se sentaient comme des écoliers en vacances extraordinaires, plaisantant, racontant des histoires, chantant les chansons les plus bizarres ou se faisant des niches les uns aux autres comme de vrais enfants.

Le vénérable Fuad, malgré ses quatre-vingt-dix ans, se révéla véritable boute-en-train, tout heureux même de servir de cible aux railleries de ses compagnons ; le « grand clou de la soirée » fut lorsque l'un d'eux lui versa un verre d'eau de Cologne à la dérobée. Le vieillard contempla un instant cette nouvelle boisson, puis y versa de l'eau. On m'apprit que la meilleure façon de reconnaître le vrai *raki* (la boisson populaire turque) est de le mélanger avec de l'eau, et s'il devient blanc on peut le boire sans crainte. L'eau ayant agi d'une manière analogue sur l'eau de Cologne, Fuad avala son verre sans une grimace — à la grande joie des assistants.

Nous repartîmes le lendemain matin ; nous étions presque arrivés aux Dardanelles ; à Gallipoli, nous devions prendre le

bateau pour Tehanak Kalé, situé à une distance d'environ vingt-cinq milles. Cette partie du détroit n'a pas grande importance au point de vue militaire : large d'environ deux milles, ses bords en contre-bas et marécageux ne sont animés que par quelques villages disséminés çà et là. On me dit qu'il y avait quelques anciens forts, aux canons rouillés pointés vers la mer de Marmara, dont la construction remontait au début du XIX^e siècle, et avaient pour but de prévenir une irruption ennemie du côté nord. Mais je ne pus les découvrir et mes hôtes convinrent qu'ils n'avaient aucune puissance combative et que rien dans la partie nord du détroit, de la pointe Nagara à la mer de Marmara, ne pouvait offrir de résistance à une flotte moderne ; l'intérêt que j'y pris fut donc purement historique et légendaire.

L'ancienne ville de Lampsacus se retrouve dans la moderne Lapsaki, située juste en face de Gallipoli, et la pointe de Nagara est l'emplacement de l'ancien Abydos, d'où Léandre avait coutume de traverser nuitamment l'Hellespont à la nage, pour aller retrouver Hero, exploit que répéta Lord Byron il y a un siècle environ. De cet endroit aussi, Xerxès passa d'Asie en Grèce, sur un pont de bateaux, en route pour la célèbre expédition qui devait en faire le maître du monde et je pensai que la race du héros n'était pas encore complètement éteinte ! Mais les Allemands et les Turcs, méprisant tous ces souvenirs romantiques, avaient tendu ici un câble et un barrage de mines contre les sous-marins, ainsi que des filets, expédient qui n'empêcha point des sous-marins anglais et français d'entrer dans la mer de Marmara et d'atteindre le Bosphore. Ce ne fut qu'après avoir doublé la pointe de Nagara, fameuse dans l'histoire, que les tristes rives monotones et plates firent place à un paysage plus varié. Du côté de l'Europe, les falaises descendent en pente rapide vers le courant, semblables à nos « palissades » le long de l'Hudson, tandis que je découvrais aussi les collines et les chaînes de montagnes, contre lesquelles plus tard les vaillantes armées alliées vinrent se heurter de façon si tragique. La con-

figuration du sol, très accidentée au sud de Nagara, convenait admirablement à dissimuler des ouvrages de défense. Nous approchions maintenant du point d'où l'on domine tout le détroit, la cité de Tchanak ou des Dardanelles, pour lui donner son nom européen et moderne.

C'était, en temps normal, un port d'environ 16.000 habitants, construit en bois, le centre d'un gros commerce de laine et autres produits, et qui, pendant des siècles, avait été une place militaire importante. Mais à cette époque, à part les soldats, la ville était déserte, le gros de la population étant passée en Anatolie. La flotte britannique, nous dit-on, l'avait bombardée, mais je n'en crus rien, une seule maison avait été touchée et sans doute par un obus perdu, destiné aux forts alentour.

Djevad Pacha, le commandant en chef turc aux Dardanelles, vint à notre rencontre et nous conduisit au quartier général. C'était un homme cultivé, aux manières agréables et affables, parlant allemand d'une façon parfaite, de sorte que je n'eus pas besoin d'interprète. Je fus très étonné de la déférence que lui témoignaient les officiers allemands, et c'était bien lui le véritable commandant en chef de ce théâtre des opérations, à qui obéissaient les généraux du Kaiser. En entrant dans son bureau, Djevad s'arrêta en face d'un débris de torpille, suspendu au milieu du hall comme un trophée :

« Voilà le coupable », dit-il, en attirant mon attention sur cet objet. C'était à peu près le moment où les journaux vantaient l'exploit d'un sous-marin anglais qui, venu d'Angleterre aux Dardanelles, avait passé sous le champ de mines et torpillé le navire de guerre turc, le *Messidié*.

« Voilà la torpille qui coula notre vaisseau, continua Djevad, vous verrez ses épaves en descendant. »

Le premier fort que je visitai fut celui d'Anadolu Hamidié (ce qui signifie : Hamidié asiatique), situé juste en dehors de Tchanak. J'eus tout d'abord l'impression d'être en Allemagne : les officiers étaient presque tous Allemands et leurs hommes étaient occupés à élever des contreforts avec des

sacs de terre, ou à renforcer les emplacements de canons. On parlait allemand et non point turc. Le colonel Wehrle prit un plaisir extrême à m'expliquer les travaux de défense, dont il était aussi fier qu'un artiste de son chef-d'œuvre. Il me conta sa joie à la nouvelle de l'entrée en guerre de son pays ; il avait, me dit-il, consacré toute son existence aux exigences de la vie militaire et, comme la plupart de ses compatriotes, il était las des manœuvres, de la petite guerre et autres imitations. Cependant il approchait de la cinquantaine, était passé colonel, et tremblait de peur que sa carrière ne se terminât sans de réelles expériences, quand ses rêves s'étaient enfin réalisés et maintenant il se battait contre un ennemi véritable, les Anglais, avec de vrais canons et de vrais obus ! C'était un gentleman *gemütlich* de Baden, aux manières douces, et parfaitement aimable, mais il était imbu de l'esprit du jour, et n'était en somme que le résultat d'une vie passée à apprendre un métier que les circonstances permettaient enfin d'exercer ; un exemple frappant du militarisme allemand et des forces qui furent les véritables causes de la guerre. Je me croyais si peu en Turquie que je le priai de m'expliquer l'absence de Turcs dans cette partie du détroit. « Vous ne me poserez pas la même question cet après-midi, me dit-il en souriant, lorsque vous passerez sur l'autre rive. »

L'emplacement de Anadolu Hamidié me parut idéal, au bord de l'eau et protégé par dix canons, au moins à ce moment, qui dominaient le détroit tout entier. Du rempart, je découvrais nettement les Dardanelles, à l'entrée desquelles, Kum Kalé, à une distance d'environ quinze milles, se détachait à l'horizon. Aucun navire de guerre n'aurait pu entrer dans ces eaux sans être immédiatement repéré par les artilleurs. Cependant, le fort en lui-même, pour un profane comme moi, n'était pas particulièrement impressionnant. Le parapet et les traverses n'étaient que de simples remparts de terre, qui sont aujourd'hui encore tels que les ont laissés les constructeurs français en 1837. On croit en général que les Allemands ont entièrement modernisé les

forts des Dardanelles ; à cette époque ce n'était point encore vrai. Les canons, qui défendaient le fort Anadolu Hamidié, du type Krupp 1885, avaient plus de trente ans d'existence, ce que révélait d'ailleurs leur surface rouillée. La limite du tir n'était que de neuf milles, tandis que celle des navires de guerre ennemis était d'environ dix milles et celle du *Queen Elizabeth* non loin de onze. Et comme presque tous les canons des autres forts utilisables étaient analogues à ceux de Anadolu Hamidié, la flotte alliée avait donc, sur ce point, une supériorité incontestable, le *Queen Elizabeth* à lui seul les ayant presque tous en son pouvoir. Les stocks de munitions dans ces forts n'étaient point non plus considérables, bien que les journaux d'Europe et d'Amérique racontassent que des trains chargés de canons et d'obus venant d'Allemagne arrivaient aux Dardanelles par la Roumanie : pures inventions, démenties par des faits qui vinrent à ma connaissance après et pendant ce jour même. On avait bien amené d'Andrinople une petite quantité d'obus à « têtes rouges », sortes de projectiles inefficaces contre le blindage, emmagasinés à Hamidié à cette époque, mais qu'on pouvait utiliser seulement en cas de débarquement de troupes et qui auraient été sans effet contre les navires. Je m'attarde à propos de ce fort, car c'était le plus important des Dardanelles ; il fut plus que tout autre le point de mire du tir allié et infligea au moins 60 % des dégâts et pertes subis par les navires d'attaque. Ce fut lui encore qui, pendant le violent bombardement du 18 mars, coula le *Boutet*, vaisseau de guerre français, et désempara plusieurs autres unités. Tous les officiers étaient Allemands et 85 % des hommes de service venaient de l'équipage du *Göeben* et du *Breslau*.

Remontant en automobile, nous filâmes à toute vitesse le long de la route stratégique qui mène à Dardanos, d'où nous vîmes les épaves du *Messidié*. La défense de Dardanos était turque, dans les mêmes proportions que celles d'Hamidié étaient allemandes. Les canons en étaient plus modernes, du modèle Krupp de 1903. Là encore se trouvait la

seule batterie neuve que les Allemands eussent installée avant l'époque de ma visite : elle comprenait plusieurs canons, pris à des navires de guerre allemands et turcs mouillés dans le Bosphore. Quelques jours avant notre inspection, la flotte alliée était entrée dans la baie d'Erenkim, et avait soumis Dardanos à un bombardement violent dont j'eus des preuves de tous côtés. Dans un rayon d'environ un demi-mille, le sol semblait avoir été entièrement battu et retourné et me rappelait les photographies des champs de bataille en France. Mais chose curieuse, les batteries elles-mêmes étaient intactes ; pas un seul canon n'avait été détruit, me dirent mes guides, par les obus ennemis.

« Après la guerre, ajouta le général Mertens, nous nous proposons de faire de ce coin un rendez-vous de touristes avec un hôtel, et nous vous vendrons des trophées de nos combats. Nous n'aurons pas besoin de faire de grandes fouilles, car la flotte anglaise est en train de nous faciliter le travail ! »

Boutade sans doute, mais qui n'était que trop vraie. Dardanos fut l'une des plus célèbres villes de l'antiquité et aux temps d'Homère faisait partie de la principauté de Priam. On y voit encore des fragments de chapiteaux et de colonnes, et les projectiles de la flotte alliée déterraient mainte relique ensevelie depuis des milliers d'années. Un de mes amis découvrit une aiguière datant peut-être du temps de Troie. Je fus frappé par la contradiction des faits : le tir de canons modernes exhumant ces témoignages d'une civilisation lointaine, non sans quelquefois les endommager.

Les généraux turcs étaient extrêmement fiers de la lutte que la batterie de Dardanos avait soutenue contre les navires anglais, et voulurent à tout prix me mener près des canons qui s'étaient rendus particulièrement utiles, les caressant avec affection.

En mon honneur, Djevad fit appeler le lieutenant Hassan, l'officier qui avait défendu cette position. C'était un petit homme, aux cheveux noirs comme du jais, aux yeux également noirs, infiniment modeste et timide en présence de

ces grands personnages. Djevad lui donna une tape amicale sur la joue, tandis qu'un autre officier supérieur lui passait la main sur les cheveux : on aurait dit un chien fidèle qui vient de rendre quelque service méritoire.

« Ce sont des hommes comme vous dont on fait des héros », lui dit le général Djevad, en lui demandant de décrire ce qui s'était passé. Ému presque jusqu'aux larmes par les paroles élogieuses de ses chefs, il nous raconta lentement son histoire. « L'armée vous réserve un bel avenir », lui dit encore Djevad en le quittant.

Le bel avenir du pauvre Hassan ne se fit pas attendre, car, deux jours plus tard, lorsque la flotte alliée effectua sa plus formidable attaque, un obus tomba sur son abri qui, en s'écroulant, anéantit l'infortuné héros. Il avait prouvé qu'à ses yeux les louanges de son général compensaient amplement toutes ses souffrances passées et à venir.

Je m'étonnai de ce que la flotte alliée, en dépit de ses larges dépenses de munitions, n'eût pas été capable d'endommager l'emplacement de Dardanos. Je crus naturellement qu'un tel échec témoignait d'un tir mal réglé ; mes guides allemands m'expliquèrent que ce cas illustrait une fois de plus l'axiome bien connu qu'un vaisseau de guerre en manœuvre rapide, tirant sur un ouvrage de défense stable, se trouve dans une position notoirement défavorable. Il y avait une autre chose encore : ils attirèrent mon attention sur l'emplacement même du fortin, perché au sommet d'une colline, dominant les navires, il semblait ne faire qu'un avec la ligne d'horizon. Dardanos n'avait pas plus de cinq tours d'acier, munie chacune d'un canon et entourée d'une tranchée sinueuse. « C'est, me dirent-ils, l'ouvrage le plus difficile au monde à toucher. On se figure le contraire parce qu'on le distingue nettement, ce n'est qu'un mirage. »

Je ne suis pas très au courant des phénomènes d'optique, mais il semble que la ligne d'horizon crée une sorte de mirage, rendant en effet cette position presque invincible. Le tir peut être bien réglé en apparence, sans que l'obus

atteigne le but véritable. Et jusqu'au 18 mars, les navires avaient lancé environ quatre mille obus contre ce fort, record fantastique ; un seul avait atteint une des tours et enlevé la peinture, une autre avait été légèrement inclinée, une troisième également touchée à sa base, dont un morceau gros comme le poing s'était détaché ; mais tous les canons étaient intacts. Parmi les hommes, huit avaient été tués, dont le lieutenant Hassan, et environ quarante blessés. Là, s'arrêtaient les dégâts.

« C'est le phénomène de l'illusion optique qui a sauvé Dardanos », remarqua un des Allemands.

CHAPITRE XVIII

A LA VEILLE DE LA VICTOIRE
LA FLOTTE ALLIÉE LÈVE LE SIÈGE

Nous remontâmes en automobile pour suivre la côte et mon cicerone me fit remarquer les champs de mines qui s'étendaient au sud de Chanak, sur une distance d'environ sept milles; là, Allemands et Turcs avaient disséminé environ quatre cents engins, la plupart fournis par les Russes eux-mêmes, souligna-t-il avec un plaisir évident. En effet, alors que chaque jour les destroyers russes les semaient à l'entrée de la mer Noire du côté du Bosphore, dans l'espoir que le courant les y entraînerait, chaque matin les dragueurs allemands et turcs remontaient le courant, les repêchaient et les plaçaient dans les Dardanelles.

La batterie d'Erenkeui avait été également soumise à un bombardement violent, mais en avait peu souffert. Différente de celle de Dardanos, elle était située au dos d'une colline, entièrement cachée à la vue. On m'apprit que pour fortifier cet endroit, les Turcs avaient été pratiquement forcés de démanteler les ouvrages du détroit intérieur, c'est-à-dire la partie qui s'étend de Chanak à la Pointe de Nagara, ce qui explique pourquoi cette fraction des Dardanelles était alors à peine protégée; les canons qu'on y avait amenés étaient de l'ancien modèle Krupp de 1883.

Au sud d'Erenkeui, sur les collines qui bordaient la route, les Allemands avaient fait une innovation: ayant mis la main sur plusieurs obusiers Krupp de la guerre des Balkans, ils les avaient installés sur des plateformes en béton,

et chaque batterie comprenait quatre ou cinq de ces emplacements, de sorte qu'en approchant je m'aperçus que plusieurs d'entre eux n'étaient pas munis de canons; mon étonnement fut à son comble lorsque je vis un troupeau de buffles — j'en comptais environ seize — en train de porter un de ces obusiers d'une plateforme à l'autre. Cette manœuvre faisait, semblait-il, partie du plan de défense, car dès que les obus ennemis indiquaient que le réglage du tir était juste, une paire de buffles déménageaient l'obusier de place.

« Nous avons encore une meilleure ruse que celle-ci », remarqua un des officiers, en appelant un sergent qui nous mit au courant. Il avait la charge d'une sorte d'appareil, qui de loin ressemblait à un véritable canon, mais qui n'était en somme qu'une section allongée de tuyau de conduite, alors que le canon auquel il se rattachait était installé derrière une colline, hors de la vue des navires ennemis. Un fil téléphonique reliait les deux emplacements. Quand l'ordre de tirer arrivait, le canonnier de service déchargeait l'obusier, tandis que son collègue du canon camouflé mettait le feu à quelques kilos de poudre d'où s'élevait un énorme nuage de fumée noire. Tout naturellement les Anglais et les Français, à bord des navires, présumaient que les obus lancés dans leur direction provenaient de ce nuage et concentraient toute leur attention sur ce point; et en effet le sol tout autour était littéralement bouleversé; le sergent, me dit-on, avait ainsi fait dériver plus de cinq cents coups, alors que la véritable pièce d'artillerie n'avait point encore été repérée.

D'Erenkeui, l'auto nous reconduisit au Grand Quartier du général Djavid, où nous déjeunâmes. Ensuite, mon hôte me fit monter à un poste d'observation, d'où je découvris l'étendue immense et bleue de la mer Égée et des Dardanelles; le soleil se jouait sur les eaux clapoteuses, dont Sedd-ul-Bahr et Kum Kalé gardaient les portes. Au loin, j'aperçus les vaisseaux majestueux de l'Angleterre et de la France, se dirigeant vers l'entrée, et plus loin encore j'entrevis l'île de Tenedos qui, nous le savions, abritait une flotte encore

plus puissante. Tout naturellement ce paysage raviva en moi mille souvenirs historiques et légendaires, car je doute qu'il y ait un coin au monde portant à plus de poésie et de rêverie. Mon guide turc, le général Djevad en sentit aussi le charme, car prenant un télescope qu'il pointa vers une étendue déserte, à une distance d'environ dix milles, il me dit en me passant l'instrument : « Regardez. Savez-vous ce que c'est ? » Mais comme je ne pouvais mettre un nom sur cette grève sablonneuse, il reprit : « Ce sont les plaines de Troie, et la rivière qui serpente, tantôt cachée, tantôt à découvert, et que nous Turcs appelons Mendere est la Scamandre d'Homère. Derrière nous, à quelques milles d'ici, se trouve le mont Ida. » Puis regardant de nouveau du côté de la mer, au delà de l'endroit où se trouvait la flotte anglaise, il me fit voir un magnifique navire de guerre britannique, tout appareillé pour le combat, qui naviguait tranquillement comme une sentinelle de garde. « Ça, dit le général Djevad, c'est l'*Agamemnon* ; faut-il tirer ? me demanda-t-il.

— Oui, à la condition de le manquer, répondis-je.

Nous déjeunâmes au Quartier Général en compagnie de l'amiral Usedom, du général Mertens et du général Pomianowsky, l'attaché militaire autrichien à Constantinople. Tous exprimaient leur confiance absolue dans l'avenir, et en dépit des diplomates et des politiciens, ils semblaient convaincus, du moins en apparence, que les navires alliés ne passeraient pas ; ils désiraient, par-dessus tout, une autre attaque de l'ennemi. « Si nous pouvions toucher le *Queen Elizabeth*, dit l'un des Allemands enthousiaste, en faisant allusion au plus grand navire de la marine anglaise, mouillé au delà de l'entrée. Et le vin du Rhin émoustillant leur ardeur guerrière : « Si seulement ces s... imbéciles débarquaient des troupes ! » s'exclama un autre, dont je cite les paroles textuelles. C'était en somme à qui se montrerait le plus belliqueux, sans doute par bravade, en mon honneur, car je savais pertinemment qu'ils étaient beaucoup moins rassurés sur la situation qu'ils n'en avaient l'air. Toutefois,

ils déclaraient que c'était la première fois que la guerre eût fourni aux navires allemands et anglais l'occasion de se mesurer, et par conséquent ils l'accueillaient avec joie.

Après avoir visité toutes les places importantes de la côte d'Anatolie, nous gagnâmes en chaloupe la péninsule de Gallipoli, où nous faillîmes être victimes d'un fâcheux accident. En approchant de la côte, nous demandâmes au pilote s'il pouvait gouverner la chaloupe en évitant le champ des mines, mais malgré sa réponse affirmative, il s'y dirigea tout droit. Heureusement, ses compagnons s'en aperçurent à temps et nous pûmes arriver à bon port à Kilid-ul-Bahr. Les batteries de ce côté-ci étaient semblables aux autres et formaient un des principaux ouvrages de défense du détroit. Le tout semblait être en excellente condition (autant qu'un profane pût en juger !), si ce n'est que les pièces d'artillerie étaient de l'ancien modèle et que les munitions n'étaient point abondantes. Bien qu'aucune de ces pièces n'eût été détruite, les nombreux trous d'obus témoignaient d'un violent bombardement et mes hôtes turcs et allemands contemplaient ces marques évidentes de destruction, en s'extasiant sur la précision du tir allié. « Comment ont-ils bien pu régler le tir d'une façon aussi juste ? » se demandaient-ils les uns aux autres. C'était en effet d'autant plus remarquable que les obus venaient, non point des navires alliés du dehors, mais de ceux mouillés dans la mer Egée, de l'autre côté de la péninsule de Gallipoli. Les canonnières n'avaient certainement jamais vu leur objectif, devant tirer à une distance de dix milles environ par-dessus de hautes collines, et cependant plusieurs obus avaient manqué de peu les batteries de Kilid-ul-Bahr.

Au moment où je m'y trouvais, tout était calme, car on ne se battait point ce jour-là. En mon honneur, les officiers firent manœuvrer l'une des batteries pour me donner une idée exacte de la conduite des Turcs pendant l'action. Aussitôt ces artilleurs virent en imagination les navires anglais s'avancer à portée de leur tir, leurs canons pointés pour anéantir les disciples du Prophète ; le clairon sonna, et cha-

un se précipita à sa place respective ; les uns portant des obus, les autres ouvrant la culasse du canon, ou réglant le tir, tandis que d'autres serraient des poulies et que leurs compagnons mettaient les charges en place, le tout exécuté d'une façon rapide et alerte. Sans aucun doute, leurs instructeurs s'étaient montrés des maîtres parfaits, mais il y avait chez ces hommes autre chose que l'exactitude militaire allemande, car leur visage rayonnait de ce fanatisme profond qui fait la force morale des soldats turcs. Pour un moment, ils croyaient tirer à nouveau contre l'Anglais infidèle et ils y mettaient toute leur âme ; je pouvais distinguer au milieu des cris, la voix monotone de leur chef, entonnant la prière qui, pendant treize siècles, les avait entraînés au combat : « Allah est grand, il n'y a qu'un seul Dieu et Mahomet est son Prophète. »

Contemplant ces Orientaux en délire, je lus visiblement écrit sur leur visage leur implacable aversion des Infidèles et je me rappelai ce que mes hôtes avaient dit le matin même, touchant la nécessité de ne pas mêler leurs troupes aux soldats turcs, car je suis persuadé que dans ce cas au moins, la « Guerre sainte » l'eût emporté sur l'autre et que les Turcs, oubliant leur alliance, auraient assouvi sur les Allemands leur haine des Chrétiens.

Je rentrai à Constantinople dans la soirée ; deux jours plus tard le 18 mars, la flotte alliée effectua sa plus forte offensive qui, comme tout le monde le sait, eut un résultat désastreux : la perte du *Bouvet*, de l'*Océan* et de l'*Irrésistible*, plus quatre autres navires endommagés. Des seize bâtiments engagés dans cette bataille, il y en eut sept mis hors de combat, soit temporairement, soit d'une façon définitive. Allemands et Turcs se montrèrent ostensiblement heureux de cette victoire. La police passa dans les maisons, invitant les propriétaires à pavoiser en cet honneur ; les Turcs sont si peu enclins aux démonstrations patriotiques, qu'ils ne décoreraient jamais leurs demeures sans que l'ordre n'en fût donné. En réalité, les uns et les autres, Allemands ou Turcs, attachaient beaucoup de sérieux à cette fête, car

ils n'étaient pas encore convaincus de la victoire. La plupart croyait encore que la flotte alliée réussirait à passer. La seule question était de savoir, disaient-ils, si l'Entente était prête à sacrifier un nombre suffisant de navires. Wangenheim et Pallavicini eux-mêmes ne pensaient pas que l'expérience navrante du 18 mars mettrait fin au combat naval, et pendant des jours, ils attendirent le retour de la flotte ennemie, comme tous d'ailleurs, car personne ne s'imaginait que les Alliés, après cette démonstration, se considéreraient comme battus avec la perte minime de trois bâtiments. Cette tension se prolongea pendant des jours et des semaines. Mais la puissante « Armada » ne revint plus.

Dans le cas contraire aurait-elle pu vraiment s'emparer de Constantinople ? me demande-t-on sans cesse. Mon opinion de profane ne saurait être de grande valeur ; j'ai donné celle des généraux et amiraux allemands, ainsi que celle des Turcs ; presque tous croyaient au succès de l'entreprise, à l'exception d'Enver qui, à mon avis, riait pour ne pas pleurer. Je répète, qu'à ce sujet, je ne fais que reproduire les vues des officiers alors en Turquie les mieux qualifiés, et non point les miennes.

Enver, dans notre entretien sur le pont de l'*Yuruk*, m'avait déclaré « qu'il avait des canons et des munitions en abondance », déclaration qui était fausse. Un simple examen de la carte indiquera pourquoi la Turquie ne recevait à cette époque, aucune munition d'Allemagne ni d'Autriche. A la vérité, elle était presque aussi isolée de ses alliés, que l'était alors la Russie. Deux lignes de chemin de fer rattachaient Constantinople à l'Allemagne. L'une passait par la Bulgarie et la Serbie ; à ce moment, la Bulgarie était neutre et eût elle-même fermé les yeux sur les transports de canons et d'obus, cette voie ne pouvait être employée, car la Serbie avait toujours le contrôle du tronçon qui va de Nich à Belgrade, n'étant pas encore envahie. L'autre ligne passait par la Roumanie, via Bucarest ; indépendante de la Serbie, elle aurait pu relier directement, si le gouvernement l'eût permis, l'usine Krupp aux Darda-

nelles ; et le fait que du matériel de guerre pouvait être expédié avec une telle complicité, explique peut-être les soupçons qu'on en eut. Les ministres français et anglais ne cessèrent de protester contre cette prétendue violation de la neutralité, mais leurs plaintes ne reçurent que démentis irrités. Il n'y a plus de doute maintenant que le Cabinet de Bucarest fut parfaitement honnête, et il est fort probable que les Allemands eux-mêmes inventèrent cette histoire, dans le seul but de faire croire à l'Entente que leurs réserves étaient inépuisables.

Supposons un instant que les Alliés soient revenus, par exemple, le 19 au matin ; que serait-il arrivé ? Les forts manquaient incontestablement de munitions, étaient à bout de résistance, lorsque la flotte anglaise s'éloigna dans l'après-midi du 18. J'avais fait autoriser M. Georges A. Schreiner, le correspondant américain bien connu de l'*Associated Press* à visiter les Dardanelles. Le 18 au soir, il discuta la situation avec le général Mertens, alors Chef du Service Technique du détroit, qui avoua que les perspectives de défense étaient rien moins qu'encourageantes. « Nous nous attendons à ce que les Anglais reviennent de bonne heure demain matin et dans ce cas, il se peut que nous ne puissions tenir que quelques heures. » Le général ne s'étendit point sur le manque presque total de munitions, que M. Schreiner fut bientôt à même de constater. En effet le fort Hamidié, le plus puissant point de défense sur la côte d'Asie, n'avait plus exactement que dix-sept obus perforants, tandis que Kilid-Ul-Bahr, l'ouvrage principal du côté de l'Europe, en avait juste dix.

« Je vous conseille de vous lever à 6 heures, demain matin, poursuivit le général Mertens, et de vous rendre sur les collines d'Anatolie. C'est ce que nous allons faire. » Partout, les troupes avaient reçu l'ordre de charger les canons jusqu'au dernier obus, puis d'abandonner leur poste. Les forts, devenus impuissants, auraient certainement facilité la tâche de la flotte alliée. Le seul obstacle à l'avance aurait été le champ de mines, qui s'étendait à deux milles au

nord d'Erenkeui jusqu'à Kilid-Ul-Bahr ; il est vrai que les dragueurs pouvaient déblayer la voie en quelques heures. Au nord de Tchanak, ainsi que je l'ai déjà expliqué, il y avait quelques canons, modèle 1878, inaptes à l'emploi de projectiles perforant des blindages modernes. D'autre part, au nord de la pointe de Nagara, il n'y avait que deux batteries, datant de 1835. Par conséquent, après avoir réduit au silence les forts du détroit extérieur, plus rien ne barrait la route de Constantinople, à l'exception des bâtiments de guerre allemands et turcs dont le *Göeben* était la plus puissante unité, et il n'aurait d'ailleurs pas résisté longtemps au *Queen Elizabeth*.

Ainsi donc la flotte alliée aurait pu surgir devant Constantinople le 20 au matin ; que serait-il arrivé ? On a beaucoup discuté sur la possibilité d'une attaque purement navale. Enver, dans l'entretien qu'il eut avec moi, l'avait nettement qualifiée d'absurde, à cause de l'insuffisance des troupes de débarquement et la plupart des critiques, formulées depuis lors, ont reposé sur ce point.

Quant à moi, je base mon opinion sur ce que la situation politique de la Turquie, à cette époque, avait d'anormal ; dans n'importe quelle autre circonstance, semblable entreprise aurait été insensée. Il faut répéter qu'il n'y avait pas alors de gouvernement établi sur une base solide ; un comité politique, comprenant quarante membres dirigé par Talaat, Enver et Djemal, avait le contrôle du gouvernement central, sans que son autorité fût reconnue dans le reste de l'Empire. En réalité, celui-ci était sur le point de s'effondrer, lorsqu'au 18 mars 1915 la flotte alliée leva le siège ; les chefs de clans, guidés par l'ambition, avaient surgi de tous côtés, guettant la chute et l'occasion de saisir leur part de l'héritage. Djemal, comme l'on sait, avait déjà pratiquement institué un régime indépendant en Syrie. De son côté, Rahmi Bey, le gouverneur général de Smyrne s'était soustrait à plusieurs reprises à l'autorité du Ministère. Dans Andrinople, Hadji Adil, un des Turcs les plus entreprenants, cherchait à se séparer de l'Empire ; l'Arabie

en avait déjà presque fait autant et parmi les races asservies, il soufflait un vent de révolte, les Arméniens entre autres auraient saisi avec bonheur l'occasion d'aider les Alliés. Enfin l'état actuel des finances et de l'industrie ne rendait que trop possible un mouvement révolutionnaire. Un grand nombre de fermiers donnèrent l'exemple ; ils n'avaient pas de semences et ne voulaient à aucun prix en accepter gratuitement de la part du gouvernement, parce que, disaient-ils, dès que leurs récoltes seraient rentrées, l'armée les réquisitionnerait aussitôt. A Constantinople même, le peuple et les meilleurs éléments des classes moyennes, loin de s'opposer à l'arrivée de la flotte alliée, l'auraient accueillie avec enthousiasme ; en réalité, presque tous souhaitaient de voir les Anglais et les Français s'emparer de leur cité, afin d'être délivrés de la bande d'usurpateurs et d'Allemands détestés qui les régentaient, car la paix signifiait la fin de leurs misères. Talaat le comprit mieux que tout autre et ne voulut point courir le risque de s'enfuir précipitamment ; dans cette conjecture, il se fit octroyer deux automobiles mises sous séquestre, se procura de l'essence, des pneus de rechange, monopolisa deux chauffeurs ; tout était de la sorte prévu pour se diriger vers l'intérieur de l'Asie à la première alerte.

Mais la grande Armada alliée ne renouvela pas son attaque !

Une semaine environ après cette défaite momentanée, j'entrai par hasard à l'ambassade d'Allemagne où Wangenheim recevait un visiteur distingué, qu'il désirait me faire connaître. Je passai donc dans son cabinet particulier où je retrouvai von der Goltz Pacha, de retour de Belgique où il avait été gouverneur. Je dois avouer que, dans cette rencontre sans cérémonie, j'eus de la peine à reconnaître en lui le héros des contes qui nous venaient alors de Bruxelles. Ce matin-là, ce gentleman portant lunettes, aux manières douces, me parut assez calme et inoffensif ; il ne portait guère ses soixante-quatorze ans ; tout au plus, lui en aurais-je donné soixante-cinq à cause de ses cheveux gris

et de quelques rides. Il n'avait point l'aspect austère et brusque, la dignité pondérée caractéristique des Allemands de haut rang. Sa voix avait des accents profonds et harmonieux et ses manières étaient tout à fait affables et amicales. Il était en grand uniforme de Maréchal, orné de décorations étincelantes et de galons dorés, marque d'apparat qu'il expliqua — en s'excusant presque — disant qu'il venait de chez le Sultan à qui il avait remis une médaille de la part du Kaiser, et qu'en retour il était chargé de porter à son Souverain un témoignage analogue de considération, en plus d'un présent impérial de 10.000 cigarettes.

Nous nous attardâmes tous trois buvant du café, mangeant des gâteaux allemands et fumant des cigares de Berlin. Je ne parlais pas beaucoup ; mais la conversation de von der Goltz et de Wangenheim m'éclaira sur la mentalité allemande et en particulier sur l'exactitude des communiqués de Ludendorff. Dans l'affaire des Dardanelles, ce qui les intéressait le plus à ce moment, c'était l'entière franchise de l'Angleterre à annoncer ses pertes : ils ne concevaient pas que le Cabinet de Londres eût officiellement publié que trois navires avaient été coulés et quatre autres très endommagés. Pour moi, j'y voyais une nouvelle preuve de la loyauté avec laquelle les Anglais ne cachent pas même leurs plus mauvaises nouvelles, tactique que nous, Américains considérons la meilleure en temps de guerre ! Semblables explications catégoriques dépassaient l'entendement de mes interlocuteurs ; d'après eux, l'Angleterre avait dû obéir à quelque arrière-pensée ; qu'est-ce que cela pouvait bien être ?

— *Es ist ausserordentlich* (c'est extraordinaire) ne cessait de répéter von der Goltz.

— *Es ist unerhört* (c'est inouï) confirmait en écho Wangenheim étonné.

Ces savants diplomates passèrent en revue, l'un après l'autre, les différents mobiles d'une telle conduite et finalement conclurent de façon à satisfaire Machiavel lui-même. L'Angleterre, décidèrent-ils à l'unisson, n'avait en réalité

aucun enthousiasme pour l'entreprise des Dardanelles, parce qu'en cas de succès elle devait céder Constantinople à la Russie, ce qui n'était point dans ses intentions. En accusant ses pertes, elle montrait à son alliée les difficultés énormes d'une tâche, en somme irréalisable; elle lui faisait en outre comprendre qu'après une tentative aussi laborieuse, il ne fallait pas attendre d'elle de nouveaux sacrifices.

L'hiver 1915-1916 vit la fin de ce premier épisode. Entre temps, la Bulgarie se rangea aux côtés des Empires Centraux; la Serbie avait été écrasée, ce qui valut aux Allemands la possession du chemin de fer reliant Constantinople à Vienne et Berlin, sur lequel circulaient maintenant de gros canons Krupp à destination des Dardanelles. Seize grandes batteries du deriner type furent installées près de l'entrée, dominant entièrement Sedd-El-Bahr. Les Allemands prêtèrent aux Turcs 500 millions de marks, dont la plus grande partie fut employée à hérissier de défenses cette précieuse voie de communications; et le détroit si peu fortifié, tel que je le vis en mars 1915, fut désormais aussi inexpugnable qu'Heligoland; on se demandait même si toutes les flottes du monde réunies pourraient forcer les Dardanelles!

CHAPITRE XIX

LE SORT DE TROIS MILLE CIVILS

Le 2 mai 1915, Enver m'envoya son aide-de-camp avec un message, qu'il me pria de transmettre aux gouvernements français et britannique.

Environ une semaine auparavant, les Alliés avaient brusquement débarqué dans la péninsule de Gallipoli. Ils étaient évidemment arrivés à cette conclusion, qu'une attaque navale seule ne pourrait anéantir les défenses du détroit et leur ouvrir la route de Constantinople; ils avaient maintenant adopté la méthode d'alternance, en expédiant de puissants corps d'armées que devaient soutenir les canons de leurs vaisseaux de guerre. Déjà plusieurs milliers d'Australiens et de Néo-Zélandais s'étaient retranchés à la pointe de la péninsule, et l'agitation qui régnait à Constantinople égalait presque celle provoquée par l'apparition de la flotte, deux mois auparavant.

Enver m'informait maintenant que les navires des Alliés bombardaient de façon insensée, sans respect des règlements internationaux, qui défendent avec justice de viser d'autres endroits que les places fortifiées; les obus britanniques et français, disait-il, tombaient partout, détruisaient des villages musulmans sans protection, et tuaient des centaines de non-combattants inoffensifs. Le ministre me demandait de prévenir les gouvernements alliés d'arrêter immédiatement le tir de leurs canons. Il avait décidé de prendre tous les citoyens britanniques et français qui se trouvaient alors à Constantinople, de les faire descendre dans

la péninsule de Gallipoli et de les disséminer dans les villes et villages musulmans. Les assaillants ne lanceraient pas alors leurs projectiles contre des Musulmans pacifiques et sans défense, mais aussi contre leurs propres compatriotes. Il estimait que cette menace, communiquée par l'ambassadeur américain aux susdits gouvernements, mettrait bientôt un terme aux « atrocités » en question ; un délai de quelques jours m'était accordé pour la transmettre à Londres et à Paris.

A ce moment, environ 3.000 citoyens britanniques et français résidaient à Constantinople. La majorité appartenait à la classe, connue sous le nom de Levantins ; presque tous étaient nés en Turquie, et dans de nombreux cas, leurs familles se trouvaient établies dans ce pays depuis deux ou plusieurs générations. La conservation de leurs droits de citoyens européens constitue, pour ainsi dire, leur unique lien avec la nation dont ils sont issus. Il n'est pas rare de rencontrer dans les principales villes turques des hommes et des femmes, qui sont de race et de nationalité britanniques, mais ne parlent pas anglais, le français étant le langage habituel des Levantins. La plupart n'ont jamais mis le pied en Angleterre ou dans une autre contrée européenne ; ils n'ont qu'une demeure : la Turquie. Le fait qu'ils conservent habituellement droit de cité dans leur pays d'origine semblait maintenant les désigner à la vengeance turque. Outre ces Levantins, un grand nombre d'Anglais et de Français vivaient alors à Constantinople, comme professeurs dans les écoles, comme missionnaires, hommes d'affaires et commerçants importants. Le gouvernement ottoman proposait de rassembler tous ces résidents, aussi bien les ressortissants immédiats de la Grande-Bretagne et de la France que les autres, et de les placer aux endroits les plus exposés de la péninsule de Gallipoli, comme cibles à la flotte alliée.

Bien entendu, ma première question, en recevant cette effrayante information, fut de demander si les vaisseaux de guerre bombardaient réellement des villes ouvertes. Assassinaient-ils avec une pareille indifférence des non-combat-

tants, hommes, femmes et enfants, un acte de représailles tel qu'Enver le suggérait maintenant, eût sans doute été justifié. Il me semblait incroyable, toutefois, que les Anglais et les Français pussent commettre pareilles cruautés !

J'avais déjà reçu de nombreuses plaintes de ce genre, de la part de fonctionnaires turcs, qui, après enquête, s'étaient révélées sans fondement. Tout récemment, le Dr Meyer, premier assistant de M. Suleyman Nouman, le chef du service de Santé, était venu m'annoncer que la flotte britannique avait bombardé un hôpital turc et tué 1.000 malades ; renseignements pris, l'édifice n'avait été que légèrement endommagé et un seul homme avait été tué.

Je soupçonnai naturellement aujourd'hui ce dernier conte de ressembler aux précédents. Je découvris bientôt, en effet, que c'était le cas. La flotte des Alliés ne bombardait aucun des villages musulmans. Un certain nombre de vaisseaux de guerre britanniques stationnaient dans le golfe de Saros, échancre de la mer Egée, sur le côté ouest de la péninsule, et de ce point favorable, ils lançaient des obus sur la ville de Gallipoli. Tout le bombardement des villes, auquel ils se livraient actuellement, était limité à cette unique cité ! Ce faisant, la flotte britannique ne violait pas les règlements de guerre civilisée, car Gallipoli avait depuis longtemps fait évacuer sa population civile, et les Turcs avaient installé des Quartiers-Généraux militaires dans différentes maisons, devenues avec raison l'objet de l'attaque des Alliés. Je ne connaissais certes aucune loi martiale prohibant une attaque contre un établissement militaire. Quant aux histoires de civils assassinés, hommes, femmes et enfants, leur exagération flagrante était déjà démontrée par l'évacuation mentionnée ; les victimes du bombardement ne pouvaient qu'appartenir aux forces armées de l'Empire.

Je discutai la situation longuement avec M. Ernest Weyl, considéré en général comme le représentant des citoyens français à Constantinople, et avec M. Hoffman Philip, conseiller de notre ambassade ; il fut convenu que je me

rendrais immédiatement à la Sublime Porte pour protester auprès d'Enver.

Le Conseil des Ministres tenait séance à ce moment, mais Enver quitta la délibération. Son attitude était moins calme qu'à l'habitude. En décrivant l'agression de la flotte britannique, il devint furieux; ce n'était plus l'imperturbable Enver que je connaissais si bien.

« Ces lâches Anglais! s'écria-t-il. Ils ont longtemps essayé de forcer le passage des Dardanelles et nous les gênions! Et voyez quel genre de revanche ils prennent! Leurs navires se glissent furtivement dans la baie extérieure, où nos canons ne peuvent les atteindre, et tirent par delà les collines sur nos petits villages, tuant des vieillards inoffensifs, des femmes, des enfants, et démolissent nos hôpitaux. Vous imaginez-vous que nous allons le leur permettre? Et que pouvons-nous faire? Nous n'avons pas de canons à longue portée, dont le tir dépasse les collines pour les tenir en respect. Si c'était le cas, nous les chasserions comme nous les avons expulsés des Détroits, il y a un mois. Nous ne disposons pas d'une flotte que nous puissions envoyer en Angleterre bombarder leurs villes ouvertes, comme ils bombardent les nôtres. Aussi avons-nous décidé de transporter à Gallipoli tous les Anglais et Français que nous pourrions trouver. Qu'ils tuent leurs nationaux en même temps que les nôtres. »

Je répondis que si ces déclarations étaient conformes à la vérité, son indignation était motivée; puis je lui fis remarquer qu'il avait tort et accusait les alliés de crimes que ceux-ci ne commettaient pas.

« Voilà à quoi se borne la chose la plus cruelle que vous ayez jamais vue, dis-je. Les Britanniques sont parfaitement en droit d'attaquer des Quartiers Généraux militaires comme Gallipoli. »

Mon argument ne fit pas d'impression sur mon interlocuteur. J'acquis la conviction qu'il n'avait pas décrété cette mesure comme représailles pour assumer la protection de ses compatriotes, mais que lui et ses compagnons cher-

chaient en réalité à se venger. Le fait que des forces australiennes et néo-zélandaises avaient opéré un heureux débarquement, réveillait leurs instincts les plus barbares. Il le mentionna au cours de notre entretien, le déclara sans importance, disant qu'il jetterait bientôt à la mer Français et Anglais; je vis toutefois que cet événement lui causait beaucoup d'inquiétude. Au point de vue psychologique, le Turc est primitif, comme je l'ai déjà dit; il semblait parfaitement logique à Enver de répondre au débarquement britannique par le meurtre de centaines d'Anglais sans défense, se trouvant en son pouvoir. Comme résultat de cette conversation, j'obtins quelques concessions seulement. Enver consentit à différer la déportation jusqu'au jeudi — c'était alors dimanche — à exclure de la mesure les femmes et les enfants, et à ne prendre aucun Anglais ou Français, attaché actuellement aux institutions américaines.

« Tous les autres partiront » fut son dernier mot. « De plus, nous n'avons pas l'intention de laisser les canons anglais tirer sur les transports que nous envoyons aux Dardanelles. Dans l'avenir, nous placerons quelques Anglais et Français sur chaque bâtiment que nous expédierons là-bas, pour protéger nos propres soldats. »

De retour à l'Ambassade, j'appris que la nouvelle de la déportation projetée avait été publiée. La stupeur et le désespoir qui s'ensuivirent furent sans précédent, même dans cette ville perpétuellement en émoi. En vivant de longues années en Orient, les Européens finissent par devenir aussi émotifs que les Turcs, par être comme eux dominés par la crainte, surtout si la protection de leurs ambassadeurs leur fait défaut. Un flot de gens en délire commença maintenant à envahir l'ambassade. A en juger par leurs larmes et leurs cris, on eût pensé qu'ils devaient être emmenés et tués immédiatement; ils ne semblaient pas croire même à la possibilité d'être préservés. Cependant, ils ne cessaient de m'implorer pour que j'obtinsse des exemptions individuelles. L'un ne pouvait partir, étant soutien de famille, un autre avait un enfant malade, un autre encore était malade lui-

même. Mon antichambre était pleine de mères exaspérées, me priant de faire libérer leurs fils, et d'épouses demandant des faveurs spéciales pour leurs maris. Ces malheureux émettaient toutes sortes de suggestions impossibles : que je résigne mes fonctions d'ambassadeur, en signe de protestation ; que je menace la Turquie de la guerre avec les États-Unis ! Ils assiégeaient constamment ma femme, qui passa des heures à écouter leurs histoires et à les consoler. Parmi toute cette masse de gens excités, certains envisageaient froidement la situation. Au lendemain de ma conversation avec Enver, Bedri, le préfet de police, commença à arrêter quelques-unes des victimes.

Le matin suivant une idée, qui à l'ordinaire eût paru toute naturelle, me fut soumise par l'un de mes visiteurs. C'était un Allemand. Il me dit que l'exécution du plan turc nuirait beaucoup à la réputation de l'Allemagne, que personne ne voudrait croire qu'il n'eût pas été tramé par elle. Il me conseilla de m'adresser aux ambassadeurs allemand et autrichien qui, il en était certain, appuieraient mes efforts en vue d'obtenir un traitement décent pour ces malheureux. Ayant eu inutilement recours à Wangenheim, plusieurs fois auparavant en faveur des étrangers, je n'avais pas pensé que ce fût la peine de lui demander derechef sa coopération ; en outre, la tactique consistant à s'abriter derrière les non-combattants était si familière à ses compatriotes, que je n'étais pas autrement certain que les Turcs ne l'eussent pas adoptée à l'instigation de l'État-Major allemand. Je résolus, pourtant, de suivre l'avis de mon visiteur et de réclamer l'assistance de Wangenheim. Je dois admettre que je tentai cette démarche sans beaucoup d'espoir, mais je trouvai juste de donner à ce diplomate au moins une chance de me seconder.

Je lui rendis visite dans la soirée, à dix heures, et demeurai avec lui une heure environ. Pendant la plus grande partie de l'entrevue, je m'efforçai vainement de l'intéresser à la situation de ces malheureux. Il me déclara de but en blanc qu'il ne m'aiderait pas. « Il est parfaitement naturel, soute-

nait-il, que les Turcs installent un camp de concentration à Gallipoli. Il est également juste qu'ils placent des résidents anglais et français sur leurs transports, afin de se garantir contre une attaque. »

Je me dépensai en efforts désespérés, pour traiter cette affaire, mais il changeait adroitement le sujet de la conversation. D'après mes notes, rédigées aussitôt après notre entretien, il discuta presque toutes les questions, sauf celle pour laquelle j'étais venu le trouver.

— La mesure prise par les Turcs fera grand tort à l'Allemagne, commençai-je.

— Savez-vous que les soldats anglais à Gaba Tepe manquent de vivres et de boissons ? répondait-il. Ils ont voulu s'emparer d'un puits, mais ont été repoussés ; ils ont fait partir leurs navires afin d'empêcher leurs soldats de battre en retraite.

— Revenons à l'affaire de Gallipoli, interrompais-je. Les Allemands eux-mêmes ici à Constantinople disent que l'Allemagne devrait empêcher...

— Les Alliés ont débarqué 45.000 hommes dans la péninsule, répliquait Wangenheim, et 10.000 de ceux-ci ont été tués. Dans quelques jours, nous attaquerons ceux qui restent et les anéantirons.

Si je tâchai d'aborder le sujet d'une autre façon, il commençait à discuter la Roumanie et la possibilité de faire passer des munitions par ce pays. « Votre secrétaire d'État, Bryan, dit-il, vient de publier une déclaration, démontrant que les États-Unis se départiraient de leur neutralité, s'ils refusaient de vendre des munitions aux alliés. Aussi avons-nous employé ce même argument à l'égard des Roumains ; si la neutralité d'un pays permet la vente de munitions, elle ne peut certes pas s'opposer à leur transport ! »

Le paradoxe de ce raisonnement plaisait à Wangenheim ; mais je lui rappelai que j'étais ici pour discuter la vie de deux ou trois mille non-combattants. Comme je revenais à mon sujet, il répartit que les États-Unis ne seraient plus maintenant agréés par l'Allemagne comme médiateur, en

raison de notre amitié pour l'Entente. Il insista pour me communiquer en détails les récents succès des Allemands dans les Carpathes et les dernières nouvelles sur la situation italienne.

— Nous préférierions lutter contre l'Italie que de l'avoir comme alliée, observa-t-il.

A tout autre moment, ceci m'eût fort divertie. Or, il était bien évident que Wangenheim ne discuterait pas la déportation projetée, si ce n'est pour dire que les Turcs étaient autorisés à cette mesure. Sa déclaration relative à l'établissement d'un « camp de concentration » à Gallipoli expliquait toute son attitude. Jusqu'alors, les Turcs n'en avaient installé nulle part. Je leur avais sérieusement conseillé de s'en abstenir, et ce avec succès. D'autre part, les Allemands protestaient que la Turquie était « trop indulgente » et insistaient sur l'établissement de tels camps à l'intérieur. L'emploi, par Wangenheim, des mots « camps de concentration à Gallipoli » montrait que le point de vue allemand l'emportait finalement et que le succès de mon entreprise était plus que douteux.

Dans les circonstances les plus favorables, un camp d'internement est un lieu de misère, mais qui, sauf un Allemand ou un Turc, pensa jamais à en édifier sur un champ de bataille ? Supposons que les Anglais et les Français eussent rassemblé tous leurs ennemis, les eussent conduits au front, et installés dans des baraquements sur le *No Man's land*, entre le feu des deux armées ? Tel était précisément le genre de « camp de concentration » que les Turcs et les Allemands se proposaient aujourd'hui d'organiser pour les résidents étrangers de Constantinople, car mon entretien avec Wangenheim ne permettait aucune équivoque quant à la participation allemande à ce complot. Craignant que l'attaque par terre, des Dardanelles, ne réussît, exactement comme ils avaient redouté le succès de l'attaque navale, les deux alliés se préparaient à employer toute arme en leur pouvoir, même la vie de plusieurs milliers de non-combattants.

Ma conversation avec Wangenheim n'aboutit à rien de pratique, sinon à affermir ma détermination de remporter la victoire. J'allai trouver Pallavicini ; il déclara spontanément que la déportation en perspective était « inhumaine ».

— Je vais m'en occuper avec le Grand Vizir, dit-il, et voir si je peux arrêter les choses.

— Parfaitement inutile, répliquai-je. Le Grand Vizir n'a aucun pouvoir, ce n'est qu'un comparse. Un seul homme peut empêcher cet acte, c'est Enver.

Pallavicini avait des sentiments plus délicats et une nature plus compatissante que Wangenheim ; je savais qu'il désirait sincèrement empêcher ce crime. Mais il caractérisait le diplomate de la vieille école autrichienne. Rien n'était aussi important à ses yeux que l'étiquette diplomatique ; les convenances exigeaient qu'il conduisit toutes ses négociations avec le Grand Vizir, qui était aussi ministre des Affaires Étrangères. Il ne discutait jamais les affaires d'État avec Talaat et Enver ; de fait, il n'avait que de strictes relations officielles avec les véritables maîtres de la Turquie. Et à présent, le salut de 3.000 existences n'était pas, pour son esprit timoré, une raison suffisante de s'écarter de la routine traditionnelle. Il parla donc à Saïd Halim, exemple que suivit Wangenheim. Ce dernier d'ailleurs ne protesta que pour la forme.

— Vous pouvez berner certaines personnes, lui dis-je, vous savez que parler au Grand Vizir à ce sujet n'a pas plus de conséquence que de tirer un coup de fusil en l'air.

Cependant, un membre du corps diplomatique seconda mon entreprise de tout son pouvoir : M. Kolouchéff, le ministre bulgare. Dès qu'il eut vent de ce dernier outrage à la civilisation, il vint immédiatement m'offrir ses services. Il ne proposa pas de perdre son temps auprès du Grand Vizir, mais annonça son intention de remonter à la source, de voir Enver lui-même.

A ce moment précis, Kolouchéff était une personnalité marquante, la Bulgarie étant neutre et les deux partis recherchant son alliance.

Dans l'intervalle, Bedri et ses acolytes arrêtaient les Anglais et les Français désignés à la déportation, laquelle devait s'accomplir le jeudi matin. Le mercredi, l'excitation touchait à la démente ; c'était à croire que toute la population étrangère de Constantinople s'était réunie à l'ambassade américaine. Des vingtaines de femmes éplorées, d'hommes hagards, se rassemblèrent devant notre porte, tandis que trois cents autres envahissaient nos bureaux, s'accrochant désespérément à moi et au personnel. Beaucoup s'imaginaient que je tenais leur sort dans mes mains ; dans leur douleur certains m'accusaient, soutenant que je n'employais pas toute mon influence en leur faveur. Chaque fois que je quittais mon cabinet et passais dans le hall, j'étais presque malmené par des groupes de mères et d'épouses échevelées et terrifiées. La tension nerveuse était effrayante. Je saisis le récepteur du téléphone, appelai Enver et lui demandai une entrevue. Il répondit qu'il serait heureux de me recevoir jeudi ; à ce moment, les prisonniers auraient déjà pris le chemin de Gallipoli.

— Non, répliquai-je. Il faut que je vous voie cet après-midi même.

Enver alléguait toutes sortes d'excuses pour se dérober.

— Je suppose que vous désirez me voir à propos des Anglais et des Français, dit-il. Si c'est le cas, je peux vous déclarer dès maintenant que ce sera inutile. Nos décisions sont arrêtées et des ordres ont été donnés à la police pour rassembler tous les étrangers cette nuit, afin de les embarquer demain matin pour Gallipoli.

Je n'en persévérerai pas moins à vouloir lui parler l'après-midi même, et enhardi par la pensée de la foule féminine envahissant tous les locaux de l'Ambassade, je pris un parti sans précédent.

— Je n'admets pas qu'une entrevue me soit refusée, répliquai-je. Je serai à quatre heures au Ministère. Si vous ne me recevez pas, j'entrerai dans la salle du Conseil et je discuterai la question avec vos collègues ; je suis curieux

de voir quelle sera leur attitude vis-à-vis de l'Ambassadeur américain.

Il me sembla presque entendre Enver haleter à l'autre bout du fil. Je suppose que jamais proposition aussi stupéfiante ne fut faite à un ministre responsable d'aucun pays.

— Soit, trouvez-vous à la Sublime Porte à 3 h. 30, répondit-il après une pause prolongée, je m'arrangerai pour vous recevoir.

Quand j'arrivai au rendez-vous, on m'annonça que le ministre bulgare conférait avec Enver, et que leur entretien se prolongeait. J'attendis volontiers, connaissant le sujet de leur discussion. M. Koloucheff parut bientôt, ses traits étaient bouleversés et sa physionomie soucieuse révélait clairement l'épreuve qu'il venait de subir.

— Il n'y a aucun espoir d'ébranler Enver, me dit-il ; il est absolument déterminé à exécuter son projet. Je ne peux vous souhaiter bonne chance, car vous n'en avez aucune.

L'entrevue qui s'ensuivit fut la plus importante de toutes celles que j'eus avec Enver ; nous débattîmes le sort des étrangers près d'une heure. Je trouvai le « Héros de la Révolution » d'une politesse parfaite, mais inflexible. Avant même que j'eusse pris la parole, il me déclara que toute discussion était inutile, la question étant tranchée. Je persistai à lui rappeler l'admiration causée à l'étranger par la manière dont la Turquie avait traité ses ennemis. « Vous vous êtes montrés supérieurs, sur ce point, aux autres nations belligérantes, dis-je. Vous n'avez pas institué de camps de concentration, les résidents ennemis ont pu demeurer ici et vaquer à leurs occupations comme auparavant, et vous vous êtes ainsi conduits, bien qu'une forte pression vous poussât à faire le contraire. Pourquoi détruisez-vous ce bon effet et projetez-vous une action aussi criminelle ? »

Enver soutint que les flottes alliées bombardaient des villes ouvertes, tuaient des femmes, des enfants et des blessés.

— Nous avons averti l'adversaire par votre entremise d'abandonner cette tactique, dit-il, pourquoi continue-t-il

Cette déclaration — il va de soi — était inexacte, mais je ne pus convaincre Enver qu'il avait tort. Il reconnut volontiers tout ce que j'avais fait, regrettant, par égard pour moi, de ne pouvoir se conformer à mon avis. Obéissant à une suggestion des victimes elles-mêmes, plaidai-je, je devrais renoncer à défendre les intérêts britanniques et français.

— Rien ne nous conviendrait mieux, répondit-il aussitôt, cela étant, de vous à nous, notre unique cause de difficultés et d'ennuis.

A mon tour, je lui demandai si un seul de mes conseils leur eût jamais occasionné de mécomptes. Il convint aimablement qu'ils n'avaient point regretté de s'être inspirés de mes suggestions.

— Eh bien ! écoutez-moi aussi dans ce cas, répliquai-je. L'avenir vous prouvera que vous n'aurez pas eu tort. Je vous affirme que votre Cabinet commet une faute terrible en prenant cette mesure.

— Mais j'ai donné des ordres à cet effet, répartit Enver. Je ne peux les contremander. Si je le faisais, je perdrais toute mon influence sur l'armée. Quand j'ai pris une décision, je la maintiens toujours. Ma femme elle-même m'a demandé de faire exempter ses domestiques du service militaire et j'ai refusé. Je n'annule jamais mes instructions et je ne le ferai pas davantage cette fois encore. Si vous avez quelque moyen d'exécuter cette mesure, tout en épargnant vos protégés, j'en prendrai connaissance avec plaisir.

Déjà auparavant, j'avais découvert que le trait saillant du Turc est sa tendance aux compromis et arrangements ; la demande d'Enver me fournit une occasion d'en tirer parti.

— Très bien, approuvai-je, voici ce que je crois possible, selon moi, sans transgresser à la consigne que vous avez imposée ; vous pouvez ne pas envoyer à Gallipoli *tous* les résidents français et anglais, mais seulement quelques-uns. Vous atteindriez quand même votre but, tout en maintenant la discipline dans l'armée et ce petit nombre arrêterait

les flottes alliées aussi efficacement que la totalité des résidents.

Ma proposition sembla visiblement à Enver l'unique moyen de sortir du dilemme.

— Combien m'autorisez-vous à en envoyer ? » demanda-t-il vivement.

Cette interrogation me révéla que la cause était gagnée.

— Je suis d'avis que vous preniez vingt Français et vingt Anglais. Quarante en tout.

— Donnez m'en cinquante, contesta-t-il.

— Soit, nous n'éterniserons pas le débat, répondis-je. Cependant, faites moi une dernière concession. Laissez-moi choisir les dix qui devront partir.

Cet arrangement relâcha la tension, et Enver se montra de nouveau sous son aspect le plus sympathique.

— Non, Monsieur l'Ambassadeur, répliqua-t-il. Vous m'avez empêché de faire une faute cet après-midi, permettez-moi de vous rendre le même service. En choisissant les cinquante hommes qui doivent partir, vous vous ferez simplement cinquante ennemis. Je fais trop grand cas de vous pour vous laisser agir ainsi. Je vous prouverai que je suis réellement votre ami. N'avez-vous rien autre à me proposer ?

— Pourquoi ne pas prendre les plus jeunes ? Ils peuvent mieux supporter la fatigue.

— C'est juste, conclut Enver.

Il suggéra que Bedri, actuellement au Ministère désignât les « victimes ». Ceci me causa un certain malaise ; je savais que la modification de l'ordre d'Enver lui déplairait et, xénophobe comme je le connaissais, qu'il trouverait un expédient afin de s'y soustraire.

Je priai Enver de le mander et de lui donner ses nouvelles instructions en ma présence. Le préfet arriva, et, comme je l'avais prévu, manifesta sa désapprobation. En apprenant que cinquante étrangers seulement partiraient, et les plus jeunes, il leva les bras et commença à arpenter la pièce de long en large.

— Non, non, cela ne se passera pas ainsi ! dit-il. Je ne veux pas les plus jeunes, il me faut les notables !

Mais Enver maintint sa décision, et lui intima de s'y conformer. De toute évidence, il me fallait ménager Bedri, aussi l'invitai-je à m'accompagner jusqu'à l'ambassade, où nous prendrions le thé et arrêterions le détail de cette affaire. Mon invitation eut un effet magique, difficile à comprendre pour un Américain ; l'un de nous ne trouverait rien d'extraordinaire à être vu publiquement en voiture avec un ambassadeur, ou à prendre le thé avec lui ; or, c'est une distinction dont ne jouit jamais un fonctionnaire subalterne, tel que le préfet de police dans la capitale turque. Cette dérogation aux usages m'eût sans doute rabaisé aux yeux de Pallavicini ; j'y gagnai, car Bedri fut plus souple qu'il ne l'eût été autrement.

Nous trouvâmes à l'ambassade la même foule, attendant les résultats de mon intercession. Lorsque j'annonçai aux assiégeants que cinquante personnes seulement, et choisies parmi les plus jeunes, partiraient, ils parurent un instant stupéfiés. Au début, ils ne comprenaient pas ; à peine, avaient-ils osé espérer une modification à l'arrêt gouvernemental ; quand la vérité leur apparut, je me trouvai le centre d'une multitude, devenue momentanément folle — c'était évident — cette fois non de douleur, mais de joie. Des femmes, le visage inondé de larmes, voulaient se jeter à mes genoux, s'emparaient de mes mains et les couvraient de baisers. Des hommes d'âge mûr, malgré mes violentes protestations, m'étreignaient et m'embrassaient sur les deux joues. Pendant quelques minutes, je luttai contre cette foule, gêné par ses démonstrations de gratitude, puis finalement, je réussis à m'échapper et me cachai avec Bedri dans une pièce intérieure ; nous y reprîmes aussitôt nos pourparlers interrompus.

— Ne puis-je avoir quelques notables ? demanda-t-il.

— Je vous en donnerai un seul, répondis-je,

— Est-ce que je ne pourrais pas en avoir trois ? implora-t-il.

— Vous pouvez avoir tous ceux au-dessous de cinquante ans, fut ma réponse.

Cela ne le satisfaisait pas, car il n'y avait aucune personne de distinction au-dessous de cet âge. Bedri avait jeté son dévolu sur MM. Weyl, Rey et le D^r Frew. Je disposai d'un « notable » que j'étais prêt à concéder, le D^r Wigram, pasteur anglican, un des hommes les plus éminents de la colonie étrangère, qui m'avait souvent demandé à accompagner les otages afin de leur offrir les consolations de la religion. Je savais qu'il serait ravi d'être jeté à Bedri en guise d'appât, pour calmer sa passion de « notables ».

— Le D^r Wigram est le seul que vous puissiez avoir, dis-je à Bedri. Il accepta, ne pouvant obtenir mieux dans cet ordre d'idées.

M. Hoffman Philip, notre conseiller d'ambassade — aujourd'hui ministre à Columbia — avait exprimé le même désir que le D^r Wigram, ce qui était chez lui une manifestation spontanée de pur humanitarisme. Bien que ne jouissant pas d'une bonne santé, il était revenu à Constantinople après que la Turquie fût entrée en guerre, afin de m'assister dans mon œuvre de protection aux réfugiés. Dans toute cette période difficile, il prodigua avec une délicatesse innée la plus chaude sympathie à ces malheureux, les malades et les pauvres. Il n'était pas absolument régulier pour un représentant diplomatique de s'engager dans une entreprise aussi hasardeuse que celle-ci. M. Philip plaida sa cause avec une telle ardeur que finalement je donnai, à regret, mon consentement. J'obtins la même autorisation pour M. Arthur Ruhl, de la Société *Colliers*, et M. Henry West Suydam, de l'*Eagle* de Brooklyn.

A la fin, il fallut que Bedri eût sa revanche. Les cinquante déportés avaient été informés que le bateau les emmenant à Gallipoli partirait le lendemain matin à 6 heures ; le préfet et ses collaborateurs passèrent dans leurs maisons à minuit, les tirant de leur lit. La foule, assemblée sur le dock le lendemain matin, paraissait tant soit peu découragée et harassée. Bedri était là, surveillant les formalités et quand

il m'aborda, il me reprocha de nouveau avec bonhomie de ne lui accorder qu'un « notable ». En somme, il se comporta très décemment, bien qu'il ne pût s'empêcher de dire aux otages que les avions britanniques lançaient des bombes sur Gallipoli ! Des vingt-cinq Anglais réunis là, deux seulement étaient nés en Angleterre et des vingt-cinq Français deux avaient vu le jour en France ! Ils portaient des petits sacs contenant des aliments et autres choses essentielles ; leurs parents assemblés avaient d'autres paquets et Mrs. Morgenthau envoya plusieurs grandes caisses de vivres au vaisseau. Les adieux de ces jeunes gens et de leurs familles furent touchants, mais tous se montrèrent braves.

Je retournai à l'Ambassade, un peu las en raison du surmenage des derniers jours et je n'étais évidemment pas d'une humeur appropriée à l'honneur qui m'attendait. A peine quelques minutes s'étaient-elles écoulées depuis mon retour, que S. E. l'Ambassadeur allemand se faisait annoncer.

Après avoir débité quelques lieux communs, il aborda le véritable objet de sa visite et me demanda de télégraphier à Washington la part importante qu'il avait prise à la réduction du nombre des otages ! Cette requête était si extravagante que je lui ris presque au nez. J'avais bien compris, qu'en m'envoyant chez le Grand Vizir, il s'était ménagé un alibi pour un usage futur, mais j'étais loin de m'attendre à ce qu'il s'en servît aussi vite.

« Eh bien ! continua-t-il, télégraphiez au moins à votre gouvernement que je n'ai pas *hetzen* les Turcs dans cette question. »

Le verbe allemand « *hetzen* » a presque la même signification que le mot anglais « *sic* », dans le sens de stimuler un chien. Je n'étais pas davantage d'humeur à donner à Wangenheim un tel certificat de bonne conduite et je le lui dis. De fait, j'informai catégoriquement Washington qu'il avait refusé de m'aider. Un jour ou deux plus tard, Wangenheim m'appela au téléphone ; il paraissait excité et irrité. Son département lui avait télégraphié au sujet de mon rapport

à Washington. Je lui répondis que s'il désirait des louanges, il devait faire quelque chose pour les mériter.

Les otages passèrent de durs moments à Gallipoli ; on les parqua dans deux baraquements sans lits, sans nourriture autre que celle qu'ils avaient emportée avec eux ; les jours et les nuits furent empoisonnés par l'abondante vermine qui est chose vulgaire en Turquie. Si M. Philip n'était pas parti avec eux, ils auraient sérieusement souffert. Quand les infortunés eurent séjourné là quelques jours, j'entrepris de nouveau Enver pour les faire revenir. Sir Edward Grey, alors ministre des Affaires Etrangères, m'avait fait tenir, par l'intermédiaire de notre Département d'État, un message avec prière de le communiquer à Enver et à ses collègues. Le gouvernement britannique les avertissait qu'il les rendrait personnellement responsables de tout mal fait aux otages. Je présentai cette requête à Enver le 9 mai. Je l'avais déjà vu sous les aspects les plus différents, mais la rage effrénée dans laquelle il se mit était quelque chose de tout nouveau pour moi. Quand je lui lus le télégramme, son visage devint livide, et il fut absolument incapable de se maîtriser. Le vernis qu'il avait laborieusement acquis tomba comme un masque, il se montra alors ce qu'il était en réalité : un sauvage, un Turc altéré de sang. « *Ils ne reviendront pas !* cria-t-il. Je les laisserai là-bas jusqu'à ce qu'ils pourrissent ! Je voudrais voir que ces Anglais me touchent, continua-t-il. »

Je constatai que la méthode dont j'avais usé à l'égard d'Enver, celle de la persuasion, était la seule possible avec lui. Je m'efforçai à présent d'apaiser le ministre, et après un instant, il se calma.

— Mais ne me menacez jamais plus ! dit-il.

Après avoir séjourné une semaine à Gallipoli, les otages revinrent. Les Turcs avaient déplacé leur Quartier Général militaire de Gallipoli, et la flotte anglaise, en conséquence, cessa de bombarder l'endroit. Tous les jeunes gens rentrèrent en bonne santé et furent accueillis chez eux avec transport.

CHAPITRE XX

AUTRES AVENTURES DES RÉSIDENTS ENNEMIS

La déportation de Gallipoli donne une idée des difficultés que j'avais à surmonter pour défendre les intérêts alliés dans l'Empire ottoman. Cependant malgré ces conflits accidentels, les fonctionnaires officiels se comportaient convenablement ; ils m'avaient promis au début de traiter leurs ennemis avec justice et de leur permettre, soit de rester en Turquie et d'y poursuivre leurs occupations accoutumées, soit de quitter l'Empire. Ils estimaient apparemment qu'on les jugerait, une fois la guerre terminée, non d'après leurs procédés à l'égard de leurs propres nations asservies, mais d'après leur attitude vis-à-vis des sujets des Puissances ennemies ; si bien qu'un Français, un Anglais, ou un Italien, jouissait d'une plus grande sécurité en Turquie qu'un Arménien, un Grec, ou un Juif. Toutefois une sourde hostilité essayait souvent de l'emporter sur ce penchant humanitaire. J'ai signalé dans ma correspondance avec Washington l'existence de cet antagonisme et le rôle de Wangenheim. « L'ambassadeur allemand, écrivais-je en substance, continue à démontrer au Gouvernement ottoman l'opportunité et des mesures de répression, et de détenir comme otages les sujets des puissances belligérantes, s'opposant de façon persistante à leur départ et contrecarrant mes démarches. » De temps en temps, les fonctionnaires turcs se vengeaient sur ces malheureux, soi-disant en représailles d'un outrage (outrage imaginaire) infligé à un de leurs compatriotes en pays ennemis ; ce qui suscitait des scènes épiques, cer-

taines tragiques, d'autres comiques, toutes mettant en lumière le vilain côté du caractère turc et des méthodes allemandes.

Un après-midi, je me trouvais chez Talât, discutant avec lui de questions courantes, quand la sonnerie du téléphone retentit :

— *Pour vous*¹, dit le ministre, me tendant le récepteur.

C'était un de mes secrétaires. Il m'informait que Bedri venait d'arrêter Sir Edwin Pears, de le jeter en prison et avait saisi tous ses papiers. Sir Edwin était l'un des résidents britanniques les plus connus de Constantinople ; pendant quarante ans, il y avait exercé la profession d'avocat et de journaliste ; tout ce qu'il avait publié, tant dans la presse qu'en volumes, avait consacré son autorité en matière d'histoire et de politique orientales. Au début de la guerre, j'avais exigé de Talaat et de Bedri l'engagement formel qu'en aucun cas, Sir Edwin Pears — vieillard de quatre-vingts ans, aussi distingué que vénérable — et le professeur Van Millingen, de *Robert College*, ne seraient inquiétés. Par une singulière coïncidence, en présence de Talaat, j'apprenais que cette promesse venait d'être violée. Je me tournai aussitôt vers le ministre, et sans chercher à dissimuler mon mécontentement, lui demandai : « Est-ce ainsi que vous tenez votre parole ? N'avez-vous rien de mieux à faire que de tourmenter un vieillard respectable comme Sir Edwin Pears ? Qu'avez-vous à lui reprocher ? — Allons, allons, ne vous échauffez pas, répartit Talaat. Il n'est en prison que depuis quelques heures et je vais le faire relâcher. »

Il essaya de mander Bedri au téléphone, sans succès. Je ne connaissais que trop les artifices de Bedri ; le préfet de police désirait-il réellement répondre à un appel téléphonique, il était l'homme le plus accessible du monde ; craignait-il un ennui, les plus laborieuses recherches ne pouvaient révéler l'endroit où il se trouvait. Bedri m'ayant

1. En français dans le texte.

catégoriquement assuré que Sir Edwin ne serait pas inquiet, il préférait se dérober.

« Je resterai ici jusqu'à ce que vous ayez rejoint Bedri » dis-je alors à Talaat. Le grand Boss prit la chose avec enjouement. Nous attendîmes très longtemps, toujours en vain. Finalement, j'appelai un de mes secrétaires et lui commandai de retrouver le préfet perdu.

« Dites à Bedri, ordonnai-je, que je tiens Talaat aux arrêts dans son propre bureau, et ne le libérerai pas avant qu'il ait pu lui commander de relâcher Sir Edwin Pears. » Talaat s'amusait du côté comique de la situation : il connaissait les expédients de notre homme mieux encore que moi, et cela l'intéressait énormément de savoir si je réussis à le découvrir. Bientôt la sonnerie du téléphone se faisait entendre, c'était Bedri. Je dis à Talaat de l'informer que je me rendais à la prison dans mon automobile pour y prendre Sir Edwin Pears.

— Je vous en prie, ne lui laissez pas faire cela, répondit Bedri. Un incident pareil me ridiculiserait et ruinerait mon influence.

— Très bien, fut ma réponse ; j'attendrai jusqu'à 6 h. 15. Si le prisonnier n'est pas rendu à sa famille à ce moment, j'irai à la Préfecture de police, et j'obtiendrai son élargissement.

En retournant à l'ambassade, je m'arrêtai chez Sir Edwin Pears, et je m'efforçai de tranquilliser sa femme et sa fille.

— Si votre père n'est pas ici à 6 h. 15, dis-je à Miss Pears, je vous prie de m'en informer immédiatement.

Exactement à cette heure, Miss Pears m'avertissait par téléphone de son retour.

Le lendemain, Sir Edwin vint à l'ambassade me remercier de mes efforts en sa faveur. Il m'annonça que l'ambassadeur allemand s'était également employé à sa libération. J'en fus quelque peu surpris ; je savais que personne autre que moi n'avait eu l'occasion d'intervenir, tandis que j'attendais dans le cabinet de Talaat, car j'en aurais eu connais-

sance, toutes les nouvelles y aboutissant. Une demi-heure plus tard, je rencontrai Wangenheim lui-même ; il arriva inopinément à la réception de Mrs. Morgenthau. Je m'éten- dis sur le cas de Pears et lui demandai s'il avait eu une part quelconque à sa libération. Ma question l'étonna beaucoup.

— Quoi ? s'exclama-t-il, je vous aurais aidé à obtenir son élargissement ! *Der alte Gauner !* (Le vieux coquin !) Comment ! mais c'est moi qui l'ai fait arrêter !

— Qu'avez-vous contre lui ? répliquai-je.

— En 1876, répondit Wangenheim, cet homme était pour les Russes, contre la Turquie !

Voilà jusqu'où remonte la mémoire d'un Allemand ! En 1876, Sir Edwin envoya plusieurs articles au *Daily News* de Londres, décrivant les massacres des Bulgares. A cette époque, on n'ajoutait pas foi en général aux récits de ces atrocités ; les lettres de Sir Edwin, en plaçant sous les yeux des nombreux peuples qui lisent l'anglais quelques-uns des faits les moins contestables, contribuèrent puissamment à l'émancipation de la Bulgarie du joug turc. Cet acte d'humanité et de politique avait valu à son auteur sa juste célébrité, et aujourd'hui, après quarante ans, l'Allemagne voulait le punir en le jetant dans une prison turque ! De nouveau les Turcs se montrèrent plus avisés que leurs alliés, car non seulement ils laissèrent Sir Edwin en liberté et lui rendirent ses papiers, mais lui permirent de retourner à Londres.

Cependant Bedri était un peu mortifié de mon heureuse intervention dans cette affaire et il résolut d'égaliser la partie. Après Sir Edwin Pears, l'avocat parlant anglais le plus distingué de Constantinople était le D^r Mizzi, un Maltais âgé de soixante-dix ans. Les membres du Gouvernement lui gardaient rancune de la publication dans le *Levant Herald*, journal dont il était propriétaire, d'articles critiquant le Comité Union et Progrès. La nuit même de l'épisode Pears, Bedri se rendit chez le D^r Mizzi, le chassa de son lit, l'arrêta, et le mit dans un train en partance pour Angora (Asie-

Mineure) où sévissait alors une terrible épidémie de typhus ; ce n'était pas un lieu de séjour pour un homme de cet âge. Le lendemain matin, quand me parvint la première rumeur de l'incident, le vieillard faisait bel et bien route pour son pays d'exil.

« Cette fois-ci, je vous ai devancé » m'annonça Bedri, en riant triomphalement. Il disait cela avec bonhomie, et semblait heureux comme un gamin. A la fin, il avait « gagné un point » sur l'ambassadeur américain, qui dormait imprudemment dans son lit, pendant que l'avocat prenait le chemin d'un camp infesté par la fièvre. La victoire de Bedri ne fut pas de longue durée. Sur ma requête, Talaat envoya le D^r Mizzi à Konia, et non à Angora. Un missionnaire américain, le D^r Dodd, y avait installé un hôpital magnifique ; je pris des mesures pour que l'exilé y eût une jolie chambre, et il y passa plusieurs mois, jouissant de la société de compagnons sympathiques, bien nourri, dans une atmosphère salubre, ayant tous les livres qu'il désirait, et une distraction sans laquelle il eût été tout à fait malheureux, un piano. Aussi pensais-je qu'en définitif la balance penchait de mon côté.

Quand les autorités anglaises arrêtaient le Consul ture et son personnel à Salonique, les Turcs emprisonnèrent aussitôt neuf des principaux membres de la colonie française. Il fallut presque trois semaines pour les faire relâcher. Au début de janvier 1916, on apprit que les Anglais avaient maltraité des prisonniers de guerre turcs en Egypte. Bientôt après, deux Australiens, le Commandant Stoker et le lieutenant Fitzgerald, m'informèrent qu'ils avaient été enfermés pendant onze jours dans un misérable cachot humide, au Ministère de la Guerre, sans autre société que l'affreuse vermine qui y pullulait. Ces deux officiers de marine étaient venus à Constantinople en sous-marin ; ils s'étaient embarqués en Angleterre pour ce voyage audacieux, et plongeant au-dessous des mines posées dans les Dardanelles, avaient atteint la mer de Marmara, terrorisant pendant plusieurs semaines toute l'étendue de cette

mer intérieure et arrêtant pratiquement toute navigation. Le sous-marin spécial sur lequel mes correspondants se trouvaient, le *E 15*, avait été saisi dans les Dardanelles, et son équipage et ses officiers envoyés à la prison militaire turque à Afium Kara Hissar, en Asie-Mineure. Quand parvint la nouvelle des prétendus traitements infligés en Egypte à des prisonniers turcs, on tira au sort deux captifs afin de les envoyer à Constantinople où, par représailles, ils seraient emprisonnés. Stoker et Fitzgerald, étant tombés sur les mauvais numéros, avaient été enfermés onze jours dans une horrible cellule souterraine.

Je discutai immédiatement l'affaire avec Enver, et suggérai qu'un docteur et un officier neutres fissent une enquête sur le sort des Turcs en Egypte. Nous fûmes promptement avisés que les renseignements étaient faux et, qu'en réalité, les prisonniers tombés aux mains des Anglais étaient admirablement traités.

Vers cette époque, je fis une visite à Mgr Dolci, le délégué apostolique en Turquie. Il me parla par hasard d'un lieutenant Fitzgerald qui, dit-il, était prisonnier de guerre à Afium Kara Hissar.

— Je m'intéresse beaucoup à lui, me confia-t-il, parce qu'il est fiancé à la fille du ministre britannique près le Vatican. J'ai parlé à Enver à son sujet et il m'a promis qu'il jouirait d'un traitement de faveur.

— Quel est son prénom ? demandai-je.

— Jeffrey.

— Il jouit effectivement d'un traitement de faveur, répondis-je. Savez-vous, qu'en ce moment même, il est dans un cachot à Constantinople ?

Mgr Dolci fut très affecté par cette nouvelle ; je le rassurai, affirmant que son protégé serait relâché d'ici peu.

— Vous comprenez que vous avez agi honteusement à l'égard de ces jeunes gens, déclarai-je maintenant à Enver, vous devriez faire quelque chose en réparation.

— Très bien, que proposez-vous ?

Stoker et Fitzgerald étaient prisonniers de guerre et,

d'après les règlements généraux, ils devraient être renvoyés dans un camp, une fois sortis de cachot. Je suggérai à Enver de les autoriser à passer huit jours à Constantinople, entièrement libres. L'idée lui plut et les officiers furent relâchés.

Ils offraient un aspect lamentable, après vingt-cinq jours de cellule, sans avoir pu se baigner ou se raser, ni changer de linge, ni se procurer aucun adoucissement à leur sort. M. Philip se chargea d'eux, leur fournit tout ce qui leur manquait, et, en quelques heures, nous eûmes devant nous deux jeunes et beaux officiers de la marine britannique. Leur « permission » ne fut marquée que d'incidents agréables, bien qu'ils fussent toujours accompagnés d'un officier ture parlant anglais. Mgr Dolci, puis moi-même, nous les reçûmes à dîner : je leur fis en outre visiter le *Lycée de jeunes filles*. Quand vint le moment de retourner à leur camp, ils déclarèrent qu'ils passeraient volontiers un autre mois dans un cachot s'ils pouvaient jouir, une fois élargis, d'une période correspondante de liberté.

Nonobstant les événements ultérieurs, je conserverai toujours à Enver quelque gratitude pour la manière dont il traita Fitzgerald. Je lui avais raconté que le lieutenant était fiancé. « Ne trouvez-vous pas qu'il a été suffisamment puni ? demandai-je. Pourquoi ne laissez-vous pas ce jeune homme rentrer chez lui et épouser sa fiancée ? » Ma proposition éveilla le côté sentimental de la nature d'Enver. « Je le ferai, répliqua-t-il, s'il veut me donner sa parole d'honneur de ne plus combattre contre la Turquie. »

Il va de soi que Fitzgerald y consentit ; ainsi son séjour, relativement court, au cachot, eut pour résultat de lui rendre et la liberté et le bonheur. Le pauvre Stoker, n'ayant pas contracté d'engagement de ce genre, ne pouvait prétendre au même traitement de faveur ; il retourna à sa captivité d'Asie-Mineure, non sans montrer une réelle sérénité d'esprit, digne des meilleures traditions de la marine britannique.

CHAPITRE XXI

MISE AUX ENCHÈRES DE L'ALLIANCE BULGARE

L'échec de la flotte alliée aux Dardanelles ne libéra pas définitivement Constantinople ; les Turcs et les Allemands, bien entendu, ressentirent un immense soulagement quand les escadres franco-anglaises appareillèrent, sans être toutefois rassurés, puisque la route de Constantinople, la plus directe, restait toujours accessible à l'ennemi.

Au début de septembre 1915, un des Allemands les plus influents de l'entourage gouvernemental m'expliqua longuement la situation, la résumant dans ces quelques mots : « Nous ne pouvons garder les Dardanelles, sans le concours militaire de la Bulgarie ».

Ceci signifiait que, si cette nation n'épousait pas la cause de la Turquie et des Empires Centraux, l'expédition de Gallipoli réussirait, Constantinople tomberait, l'Empire ottoman s'écroulerait, la Russie ressusciterait — en tant que puissance économique et militaire — et la guerre, dans une période relativement courte, se terminerait par la victoire de l'Entente. Il est probable que la neutralité bulgare aurait eu le même résultat. Ainsi peut-on dire sans exagération, qu'en septembre et octobre 1915, la durée de la guerre dépendait du tzar Ferdinand.

L'importance de ce fait est à ce point considérable qu'il n'est pas inutile, même maintenant, de la démontrer. Je prie mes lecteurs, afin de me suivre, de consulter la carte de cette partie d'Europe qui ne leur est pas très familière, celle des Etats balkaniques, telle qu'elle fut déterminée

par le traité de Bucarest. Ce qui reste de la Turquie d'Europe n'est qu'une mince bande de territoire irrégulière, d'à peine cent milles à l'ouest de Constantinople, dont toutes les frontières confinent à celles de la Bulgarie. La principale ligne de chemin de fer, menant à l'Europe occidentale, part de Constantinople, et court à travers la Bulgarie, en passant par Andrinople, Philippopoli, et Sofia. A ce moment, la Bulgarie pouvait lever une armée de 500.000 hommes, bien instruite et complètement équipée qui, en marchant sur l'ancienne Byzance, n'aurait pratiquement rencontré aucun obstacle sur sa route. La Turquie possédait, elle aussi, une armée importante, mais qui était alors engagée à combattre les forces alliées aux Dardanelles et les Russes au Caucase ; avec une Bulgarie hostile, elle ne pouvait obtenir de l'Allemagne ni troupes ni munitions. Elle risquait d'être complètement isolée, et sous les coups de sa puissante voisine de disparaître comme force militaire et comme Etat européen, après une très brève campagne. Je désire appeler particulièrement l'attention sur ce chemin de fer, car il représentait au fond l'un des buts de guerre de l'Allemagne. Après avoir quitté Sofia, il traverse le Nord-Est de la Serbie, passant par les stations les plus importantes de Nich et de Belgrade. De ce dernier point, il franchit la Save, et plus loin le Danube, puis poursuit sa course vers Budapest, Vienne et Berlin. Toutes les opérations militaires qui furent conduites dans les Balkans en 1915-1916 eurent en réalité pour objectif la possession de cette route. Une fois qu'elles tiendraient cette ligne, la Turquie et l'Allemagne ne seraient plus séparées ; économiquement et militairement, elles deviendraient une unité. Les Dardanelles, comme je l'ai décrit, étaient l'anneau qui reliait la Russie à ses alliés : ce passage fermé, l'écroulement de la Russie suivit rapidement. La vallée de la Morava et de la Maritza, avec cette voie ferrée, constituait pour la Turquie une sorte de Dardanelles terrestres ; était-elle en sa possession, elle lui donnait accès auprès de ses alliés ; la vallée passait-elle au pouvoir

de ses ennemis, l'Empire ottoman tombait en ruines. Or cet avantage ne pouvait être assuré aux Turcs et aux Allemands que si la Bulgarie embrassait leur cause ; dès ce moment le tronçon de chemin de fer, qui s'étendait jusqu'à la frontière serbe, pourrait immédiatement être utilisé, et la conquête de la Serbie s'ensuivrait inéluctablement et ceci donnerait le chaînon, rattachant Nich à Belgrade, aux Puissances Centrales. Ainsi l'alliance bulgare ferait de Constantinople un faubourg de Berlin, mettrait toutes les ressources de Krupp à la disposition de l'armée ottomane, ferait échouer l'attaque alliée à Gallipoli, et poserait les assises de cet Empire d'Orient qui, depuis quarante ans, était le but suprême de la politique allemande.

Ceci illustre la signification des paroles de mon Allemand quand, au début de septembre, il prétendait que « sans la Bulgarie, nous ne pouvons garder les Dardanelles ». Tout le monde le comprend clairement aujourd'hui, d'où la croyance générale que l'Allemagne avait contracté cette alliance avant la déclaration de la guerre. Je ne possède pas de renseignements à ce sujet. Que le tzar Ferdinand et le Kaiser aient arrangé cette coopération au préalable n'est pas invraisemblable. Mais ne commettons pas l'erreur de penser qu'ainsi la question était réglée, car les expériences des dernières années nous montrent que les traités ne sont pas toujours observés. Qu'il y ait eu accord ou non, je sais que les fonctionnaires turcs et les Allemands ne considéraient nullement comme un fait accompli que la Bulgarie prendrait leur parti ; dans leurs conversations avec moi, ils trahissaient au contraire une appréhension excessive quant à sa décision, et à un certain moment, tous craignirent de la voir opter pour l'Entente.

Je fus mis personnellement, une première fois, au courant des négociations bulgares à la fin de mai ; M. Koloucheff, m'informa-t-on, avait fait savoir au *Robert College* que les étudiants bulgares ne pourraient rester à Constantinople jusqu'à la fin de l'année scolaire, mais devraient regagner leur foyer le 5 juin. Le *Lycée de Jeunes filles*

avait également été avisé que toutes les jeunes filles bulgares auraient à retourner chez leurs parents à la même date. Ces deux institutions comptaient parmi leurs élèves beaucoup de jeunes Bulgares, dont la plupart représentait l'élite de leur pays; c'est en réalité par l'intermédiaire de ces collègues que les États-Unis et la Bulgarie ont noué d'amicales relations. Mais c'était la première fois que ceci arrivait. Chacun discutait la signification de cette mesure; elle apparaissait clairement. L'unique sujet de conversation était alors la Bulgarie. Prendrait-elle part à la guerre? si oui, à quel parti lierait-elle sa fortune? Un jour, on rapportait qu'elle se joindrait à l'Entente; le lendemain, qu'elle avait résolu de s'allier aux Empires centraux. L'opinion courante était qu'elle monnayait son concours des deux côtés, recherchant les conditions les plus avantageuses. Au cas toutefois où elle eût penché en faveur de l'Entente, il n'était pas désirable que certains de ses sujets fussent abandonnés en Turquie. Les jeunes gens et jeunes filles fréquentant les collèges américains appartenaient presque tous à de grandes familles — une des élèves était la fille du général Ivanoff, chef des armées bulgares dans les guerres balkaniques — il était naturel que leur gouvernement veillât à leur sécurité.

La conclusion, presque unanimement tirée, était que la Bulgarie prenait le parti de l'Entente; la nouvelle s'en propagea rapidement dans la ville et fit spécialement impression sur les Turcs. Le Dr Patrick, président du Collège de Constantinople, convia hâtivement ses élèves bulgares à une réunion de fin d'année, à laquelle j'assistai. Ce fut une triste assemblée, rappelant plutôt un enterrement que la fête habituelle. Je trouvai les jeunes filles dans un état de nerfs presque maladif; elles croyaient toutes que la guerre était imminente et qu'on les expédiait chez elles, uniquement pour les empêcher de tomber aux griffes des Turcs. Elles me firent si grand pitié que nous les emmenâmes à l'ambassade américaine, où nous passâmes tous une soirée charmante. Après le dîner, nos jeunes hôtesse ayant séché leurs larmes,

nous firent entendre un grand nombre de leurs belles chansons nationales, et ce jour, dont l'aube s'était levée si tristement, se termina gaiement. Le lendemain, elles prenaient toutes le chemin du retour.

Quelques semaines plus tard, le ministre bulgare me raconta que le gouvernement avait rappelé les étudiants, dans un but purement politique. Il n'y avait pas alors de probabilité immédiate de guerre, dit-il; mais il fallait faire comprendre à l'Allemagne et à la Turquie qu'une alliance avec l'Entente était toujours possible; comme nous nous en doutions tous, le cabinet de Sofia la mettait pour ainsi dire « aux enchères ». La situation tenait tout entière dans l'attribution à la Bulgarie de la Macédoine; Koloucheff lui-même l'affirmait hautement. Dans nos entretiens, il se faisait l'écho de l'opinion publique de son pays, soutenant que celui-ci avait loyalement gagné cette province dans la première guerre balkanique, que les Puissances avaient injustement permis qu'il en fût dépouillé, que la Macédoine était bulgare ethniquement, aussi bien que par sa langue et ses traditions, et qu'il n'y aurait pas de paix durable dans les Balkans tant qu'elle ne serait pas restituée à ses possesseurs légitimes. Or le tzar Ferdinand exigeait plus qu'un engagement, exécutable après la conclusion de la guerre; il demandait l'occupation immédiate; ceci accompli, il joindrait ses forces à celles de l'Entente. Il y avait deux gros enjeux dans la partie qui se jouait alors aux Balkans, l'un était la Macédoine réclamée par la Bulgarie, et l'autre Constantinople, dont la Russie était résolue à s'emparer. La première se montrait toute disposée à ce que la seconde eût Constantinople, si elle-même avait l'assurance d'obtenir la Macédoine.

On donnait à comprendre que le Grand État-Major bulgare avait des plans tout prêts pour la prise de Constantinople, et qu'il les avait soumis à l'Entente; d'après ce programme, une armée bulgare de 300.000 hommes mettrait le siège devant Constantinople vingt-trois jours après la mobilisation des troupes. Mais des promesses relatives à la

Macédoine ne suffisaient pas ; le gouvernement bulgare en réclamait la mise à exécution préalable. Il reconnaissait les difficultés de la position des Alliés, et savait bien que la Serbie et la Grèce ne renonceraient pas volontairement à la Macédoine ; il ne pensait pas davantage que les Alliés oseraient leur reprendre ce pays de force. Dans ce cas, il estimait possible que la Serbie fit une paix séparée avec les Puissances centrales. D'autre part, il s'opposerait à ce que la Serbie reçût la Bosnie et l'Herzégovine, en compensation de la perte de la Macédoine, car une Serbie agrandie représentait pour lui un danger constant, en même temps qu'elle compromettrait la paix future des Balkans. En conséquence, la situation était extrêmement difficile et compliquée.

Un des hommes les mieux informés en Turquie était Paul Weitz, le correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, et dont les fonctions dépassaient celle d'un simple journaliste. Weitz avait résidé pendant trente ans à Constantinople, il possédait la connaissance intime des affaires turques, et était le confident et le conseiller de l'Ambassade allemande ; son rôle était actuellement presque diplomatique. Il avait réellement été l'un des agents les plus influents de la pénétration allemande en Turquie ; on disait couramment qu'approchant chaque personnalité de l'Empire turc, il pouvait l'apprécier à sa juste valeur et saurait comment en tirer parti. J'eus plusieurs entretiens avec lui au sujet de la Bulgarie, durant ces journées critiques d'août et du début de septembre. Il répéta maintes fois que ce n'était point certain qu'elle se joindrait à l'Allemagne. Cependant le 7 septembre, il vint me communiquer une nouvelle importante. La situation avait changé pendant la nuit. Le baron Neurath, le conseiller de l'Ambassade allemande à Constantinople, était allé à Sofia, et le résultat de sa visite était la signature d'un accord, par lequel la Bulgarie devenait l'alliée de l'Allemagne.

L'Allemagne, me dit Weitz, avait conquis la Bulgarie en faisant des concessions que l'Entente n'avait pas pu, ni voulu promettre ; elle lui avait assuré la possession immé-

diante d'une partie de ce qu'elle convoitait. La Serbie avait refusé de céder sur le champ la Macédoine à la Bulgarie ; la Turquie par contre, venait de livrer une portion de son Empire. Le territoire en question était, il est vrai, insignifiant, mais il possédait de grands avantages stratégiques et son abandon représentait pour la Turquie un réel sacrifice. La Maritza, à quelques milles au nord d'Enos, fait un coude, puis revient vers l'ouest, encerclant une étendue de 1.000 milles carrés environ, dans laquelle se trouvent les villes importantes de Demotica, Kara-Agatch, et la moitié d'Andrinople. Ce qui augmente la valeur de ce territoire, c'est qu'en outre il renferme près de cinquante milles de la voie ferrée reliant Dedeagatch à Sofia. On sait que cette ligne de chemin de fer, à l'exception des cinquante milles en question, est construite en territoire bulgare ; le modeste tronçon, qui s'allonge à travers la Turquie, coupe les communications de la Bulgarie avec la Méditerranée. Naturellement, la Bulgarie le convoitait ardemment, et la Turquie le lui remettait maintenant. Cette cession éclaircissait toute la situation balkanique et scellait l'alliance bulgare-turco-austro-allemande. En plus du chemin de fer, la Bulgarie obtenait la partie d'Andrinople située à l'ouest de la Maritza. Comme supplément, bien entendu, elle recevrait la Macédoine, dès qu'elle-même et ses alliés l'auraient occupée militairement. Je vois encore l'exultation de Weitz quand cet accord fut signé. « Tout est réglé, m'annonça-il ; la Bulgarie a décidé de faire cause avec nous. Les derniers arrangements ont été pris la nuit dernière à Sofia. »

Les Turcs aussi étaient grandement satisfaits ; pour la première fois ils voyaient une issue à leurs difficultés. L'alliance bulgare, me dit Enver, les délivrait d'un immense souci. « C'est à nous, Turcs, m'expliqua-t-il, que revient l'honneur d'avoir amené la Bulgarie au côté des Puissances centrales. Elle ne serait jamais venue à notre aide, si nous ne lui avions pas cédé cette région. En la lui livrant immédiatement, avant la fin de la guerre, nous avons prouvé notre bonne foi. C'était très dur pour nous, naturellement,

et surtout de renoncer à une partie de la ville d'Andrinople, mais cela en valait la peine; en réalité, nous avons troqué ce territoire en échange de Constantinople, car si la Bulgarie ne s'était pas jointe à nous, nous aurions perdu la capitale. Voyez de combien nous avons amélioré notre situation ! Il nous fallait immobiliser plus de 200.000 hommes à la frontière bulgare, en prévision d'une attaque possible de sa part. Nous pouvons maintenant les transporter dans la péninsule de Gallipoli, et nous opposer à l'expédition des Alliés. Le manque de munitions entravait fortement notre action aux Dardanelles; mais la Bulgarie, l'Autriche et l'Allemagne vont faire une attaque commune contre la Serbie, qui mettra en quelques semaines cette nation entièrement à leur merci. Ainsi, nous aurons un chemin de fer direct entre Constantinople et les empires austro-allemand; nous pourrions recevoir toutes les munitions dont nous avons besoin. Avec la Bulgarie de notre côté, aucune attaque par le nord ne peut être faite contre Constantinople; nous avons édifié un rempart inexpugnable, qui nous défend de la Russie. Je ne nie pas que la situation ne nous ait causé beaucoup d'inquiétude; nous craignons que la Grèce et la Bulgarie ne s'unissent, ce qui aurait entraîné la Roumanie. Dans ce cas, c'était la fin de la Turquie; nous eussions été pris dans un étau. A présent, une seule tâche nous reste à accomplir : jeter à la mer les Anglais et les Français qui se trouvent aux Dardanelles; disposant de tous les soldats et de toutes les munitions nécessaires, cela ne nous demandera pas longtemps. Nous avons abandonné ce morceau de territoire, parce que nous comprenions que c'était le moyen de gagner la guerre. »

Le résultat confirma, presque dans chaque détail, les prophéties d'Enver. Trois mois plus tard, la Bulgarie acceptait l'appât que lui offrait l'Allemagne, l'Entente admettait la défaite et retirait ses troupes des Dardanelles, et, par cette retraite, la Russie, virtuellement la force numérique la plus importante de l'Entente, le pays qui, bien organisé et approvisionné, lui eût assuré un triomphe rapide, disparaissait

du théâtre de la guerre, en tant que facteur vital. Quand les Anglais et les Français quittèrent Gallipoli, ce puissant navire démâté, allant à la dérive, se débattait dans l'anarchie, la dissolution et la ruine.

Les Allemands célébrèrent ce triomphe selon leurs habitudes; pour eux, le 17 janvier 1916 marqua une des dates importantes de la guerre. Il y eut de grandes réjouissances à Constantinople, car le premier express balkanique, ou comme l'appelaient les Allemands le *Balkanzug*, devait arriver dans l'après-midi ! La gare était pavoisée et fleurie, et toute la population allemande et autrichienne de Constantinople, y compris le personnel des ambassades, s'y trouvait assemblée pour assister à l'entrée du train. Quand il stoppa, au milieu de la foule, des milliers de « hochs » lancés par des gorges rauques le saluèrent.

Depuis ce 17 Janvier 1916, le *Balkanzug* a fonctionné régulièrement, entre Berlin et Constantinople, jusqu'en septembre 1918. Les Allemands le considéraient comme une ramification indispensable du nouvel Empire allemand, aussi durable que la ligne de Berlin à Hambourg !

CHAPITRE XXII

RETOUR DU TURC AU TYPE PRIMITIF

La retraite de la flotte alliée, qui combattit aux Dardanelles, eut des conséquences que l'on ne soupçonne même pas encore complètement; l'une des plus importantes fut d'isoler l'Empire turc des nations d'Europe, à l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche. L'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie, qui pendant un siècle l'avaient tenu en tutelle perdirent par là tout moyen d'influence ou de contrôle. Par contre les Turcs s'apercevaient qu'une série d'événements prodigieux venaient de les transformer en nation libre, eux les opprimés de la veille. Enfin, après tant d'années de contrainte, il leur était permis de vivre conformément à leurs propres inclinations et de gouverner leurs peuples selon leur bon plaisir. La première manifestation de ce retour à l'existence nationale fut un drame qui, à ma connaissance, est le plus terrible de l'histoire universelle. La Nouvelle Turquie, affranchie de la surveillance occidentale, célébra sa renaissance en assassinant près d'un million de ses propres sujets.

J'aurais peine à exagérer l'effet que l'échec de la flotte alliée produisit sur les Ottomans; ils estimèrent avoir remporté la victoire décisive; pendant plusieurs siècles, disaient-ils, la flotte britannique avait été la reine des mers et c'étaient eux qui lui infligeaient aujourd'hui ses premiers grands revers. Dans leur orgueil, les leaders jeunes turcs voyaient déjà la résurrection intégrale de leur pays; celui-ci, que menaçait la décadence, recommençait soudain une

existence nouvelle et glorieuse. Fiers et arrogants, ils osèrent regarder de haut le peuple qui leur avait enseigné la guerre moderne, ils se montraient extrêmement irrités quand on leur rappelait qu'ils devaient aux Allemands une partie de leurs succès.

« Pourquoi estimerions-nous avoir des obligations envers eux ? me disait Enver; qu'ont-ils fait pour nous, en comparaison de ce que nous avons fait pour eux ? Ils nous ont prêté un peu d'argent, nous ont envoyé quelques officiers: c'est vrai; mais considérez nos services ! Nous avons vaincu la flotte britannique, chose impossible aux Allemands et à aucune autre nation. Nous avons posté de puissantes armées au Caucase et y avons retenu de nombreuses troupes russes qui eussent pu être envoyées sur le front occidental. Nous avons également obligé l'Angleterre à maintenir des forces importantes en Egypte, en Mésopotamie, et, de cette manière, affaibli les contingents alliés en France. Non, les Allemands n'auraient jamais remporté leurs victoires sans nous; le poids de la reconnaissance leur incombe entièrement. »

Les milieux officiels en Turquie partageaient cette conviction, qui ne tarda pas à exercer sa répercussion, tant sur la vie nationale que sur l'orientation de la politique. Le Turc est essentiellement fanfaron et lâche; il est courageux comme un lion tant que les choses vont bien pour lui, mais rampant, vil et sans énergie, si les revers l'accablent. Maintenant que les hasards de la guerre favorisaient évidemment l'empire, un type entièrement nouveau m'apparaissait. L'Ottoman timide et craintif, cherchant son chemin avec précaution à travers les méandres de la diplomatie occidentale, et tâchant de profiter des divergences d'opinions des grandes puissances, fit place à un personnage arrogant, hautain, presque audacieux, orgueilleux, affirmant ses droits, résolu à vivre sa propre vie, et manifestant un mépris absolu pour les Chrétiens. J'assistai réellement à une transformation remarquable, au point de vue psychologique, — un exemple presque classique de retour au type primitif. L'individu en haillons, malpropre, du *xx^e* siècle disparaissait.

sait, découvrant l'ancêtre du *xiv^e* et du *xv^e* siècles, celui qui, laissant sa forteresse asiatique, avait vaincu les peuples s'opposant à ses conquêtes, et avait fondé en Asie, en Afrique et en Europe un des plus vastes Empires que l'Univers ait connu. Pour apprécier à leur juste valeur ces nouveaux Talaat et Enver, ainsi que les événements qui se déroulèrent ensuite, il est nécessaire de comprendre le Turc, qui, sous Osman et son successeur, imposa au monde entier une puissante, mais destructive domination. Il faut concevoir que la base de sa mentalité est un profond mépris de toutes les autres races, combiné avec un orgueil insensé. Le terme courant par lequel il désigne le Chrétien est celui de « chien » ; expression qui, dans son esprit, n'est pas une simple figure de rhétorique ; il regarde actuellement ses voisins européens comme bien moins dignes de considération que ses propres animaux domestiques. « Mon fils, racontait fréquemment un vieux Turc, voyez-vous ce troupeau de porcs ? Il y en a de blancs, de noirs, de grands, de petits ; ils diffèrent les uns des autres sous certains rapports ; pourtant ce sont tous des porcs. Ainsi en est-il des Chrétiens. Ne vous y trompez pas, mon fils ; ces Chrétiens peuvent porter de beaux vêtements, leurs femmes être très belles à regarder, avec leur peau blanche et magnifique ; beaucoup d'entre eux sont très intelligents et ils bâtissent des villes merveilleuses et créent, ce qui semble être, de grands États. Mais rappelez-vous que sous cet extérieur éblouissant, ils sont tous pareils, ils ne sont que des porcs. »

La plupart des étrangers ont l'impression que ce jugement est général. Le Turc peut être d'une politesse obséquieuse ; on sent, instinctivement, qu'il regarde un Chrétien, même s'il est son ami, comme une chose impure. Tels sont les principes d'après lesquels, depuis des siècles, les Ottomans ont réglé leurs rapports avec leurs sujets asservis. Cette horde sauvage, descendue des plaines de l'Asie centrale comme une trombe, a submergé la Mésopotamie et l'Asie-Mineure, conquis l'Égypte, et pratiquement toute

l'Afrique du Nord, puis a fondu sur l'Europe, écrasé les nations balkaniques, occupé une grande partie de la Hongrie et porté même les avant-postes de son Empire jusqu'au sud de la Russie. Autant que je puis en juger, les Turcs de cette période lointaine n'avaient qu'une seule grande qualité : le génie militaire ; ils furent de braves combattants fanatiques et tenaces, exactement comme le sont leurs descendants. Selon moi encore ils sont, dans l'histoire, l'illustration la plus parfaite du bandit politique, car ils n'ont jamais eu de civilisation propre. L'alphabet, comme l'art d'écrire, leur était inconnu ; partant ils n'avaient ni livres, ni poètes, ni art, ni architecture ; ils n'édifièrent ni villes ni gouvernement régulier. Ne connaissant d'autre loi que celle de la force, ils ne furent ni agriculteurs, ni colons ; ils n'étaient que des cavaliers barbares, des maraudeurs ; pour eux la victoire consistait à écraser des peuples qui leur étaient supérieurs et à les piller. Aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, ils envahirent le berceau de cette civilisation moderne, qui a donné à l'Europe sa religion et, dans une large mesure, sa culture. A cette époque, plusieurs nations y jouissaient de la paix et de la prospérité. La vallée de la Mésopotamie abritait une importante et laborieuse population d'agriculteurs ; Bagdad était renommée par sa grandeur et ses richesses, Constantinople était plus peuplée que Rome ; la région balkanique, de même que l'Asie-Mineure, comptait plusieurs États puissants. Les Turcs s'abattirent sur eux comme une force destructive, irrésistible. En peu d'années, la Mésopotamie ne fut plus qu'un désert ; les grandes cités de l'est se virent réduites à la misère, et leurs habitants furent traités en esclaves. Et c'est de ces vaincus, qu'ils méprisent si ouvertement, qu'ils tiennent pratiquement tous les bienfaits de la civilisation dont ils jouissent depuis cinq siècles. Leur religion vient des Arabes ; leur langue a obtenu une certaine valeur littéraire, grâce à la contribution de quelques éléments perses et arabes ; ils écrivent d'ailleurs en caractères arabes ; le plus beau monument architectural de Constantinople, la mosquée de Sainte-Sophie, était à l'origine

une église chrétienne, et toute l'architecture turque est manifestement issue de l'art byzantin; le mécanisme commercial et industriel est toujours demeuré aux mains des peuples asservis, Grecs, Juifs, Arméniens et Arabes. Les Turcs n'ont que de faibles notions de l'art ou des sciences européennes; ils ont fondé très peu de maisons d'éducation, et leur ignorance est notoire; il en résulte que la misère et la saleté ont atteint chez eux un degré qu'on ne trouve dans aucune autre contrée. Les paysans vivent dans des cabanes fangeuses, n'ayant ni lit, ni chaise, ni table, pas même d'ustensiles pour manger leurs aliments, pas de vêtements, sauf les quelques loques insuffisantes qui couvrent leur corps et qu'ils portent habituellement de longues années durant.

Avec le temps, les Turcs ont pu s'assimiler quelques-unes des idées de leurs voisins européens et arabes, mais une d'elle leur est toujours restée étrangère, c'est qu'un peuple vaincu ne soit pas réduit à l'esclavage. Quand ils prenaient possession d'un pays, ils y trouvaient une certaine quantité de chameaux, de chevaux, de buffles, de chiens, de porcs et d'êtres humains; de tous ces êtres vivants, ils considéraient comme le moins important celui dont ils se rapprochaient physiquement le plus. Il devint proverbial chez eux de dire que la valeur d'un cheval, d'un chameau était bien supérieure à celle d'un homme; ces animaux coûtaient de l'argent, tandis qu'il était facile de contraindre au travail les nombreux Chrétiens infidèles, qui peuplaient l'empire. Le nom habituel par lequel ils désignaient le Chrétien était *rayah*, qui signifie bétail. Il est vrai que les anciens sultans accordaient certains droits aux peuples conquis, ainsi qu'aux Européens; en réalité, ces concessions reflétaient automatiquement le mépris dans lequel étaient tenus tous les non-musulmans. J'ai défini plus haut les « Capitulations », en vertu desquelles les étrangers avaient leurs propres tribunaux, prisons, administrations des postes et autres institutions. Ces privilèges ne furent pas accordés dans un esprit de tolérance, mais uniquement parce que les nations chrétiennes étaient consi-

dérées impures, et par conséquent indignes d'avoir aucun contact avec le système judiciaire et administratif de la Turquie; ce fut en application de ces principes, que les différents peuples conquis, tels que les Grecs et les Arméniens, furent répartis en « millets » distincts ou nations. L'attitude du gouvernement, à l'égard de ses sujets chrétiens est nettement caractérisée par les règlements qu'il leur imposa. Les maisons habitées par ces malheureux devaient être d'apparence modeste, leurs églises sans beffroi; ils n'avaient pas la permission de monter à cheval, privilège réservé au noble musulman; celui-ci au surplus avait le droit d'éprouver le tranchant de son sabre sur le cou des Infidèles!

Peut-on imaginer un grand État traitant de la sorte, en dépit du temps écoulé, des millions et des millions de ses propres sujets. Pendant des siècles, les Turcs vécurent comme de simples parasites aux dépens de ces laborieuses populations; ils les taxaient jusqu'à les ruiner, leur volaient leurs plus belles filles qu'ils entraînaient de force dans leurs harems, prenaient par centaines de mille les jeunes garçons et les enrôlaient dans leurs armées. Je n'ai pas l'intention de décrire la servitude et l'oppression terrible qui régnèrent pendant cinq siècles; mon seul but est d'insister sur cette idée innée chez le Turc musulman, quant aux individus de race et de religion différentes des siennes, que ceux-ci ne sont pas des êtres humains indépendants, mais de simples esclaves, auxquels la vie peut être laissée tant qu'ils servent leurs maîtres, et qu'on a le pouvoir de faire disparaître impitoyablement dès qu'ils cessent d'être utiles. Cette conception est fortifiée par le mépris de l'existence et un plaisir intense à torturer autrui, penchants habituels aux nations primitives.

Telles étaient les caractéristiques morales du Turc, au temps passé de sa grandeur militaire; depuis peu son attitude, vis-à-vis des étrangers et des peuples qu'il avait réduits à la servitude, s'était en apparence modifiée. Son propre déclin militaire et la facilité avec laquelle les nations infidèles avaient défait ses plus belles armées avaient

forcé le fier descendant d'Osman à respecter au moins leur bravoure.

L'écroulement de l'Empire, depuis une centaine d'années, la création de nouveaux États tels que la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et la Roumanie, et la merveilleuse évolution qui suivit l'émancipation du joug turc de ces pays, n'ont fait qu'augmenter la haine ottomane pour le mécréant ; mais ces événements ont contribué à révéler au vaincu sa valeur. Un grand nombre de Turcs fréquentèrent désormais les universités européennes, les écoles professionnelles, et devinrent des médecins, des chirurgiens, des jurisconsultes, ingénieurs et chimistes, selon les méthodes occidentales. Quel que pût être le mépris de ces individus plus cultivés pour leurs compagnons chrétiens, ils ne pouvaient nier que les plus belles choses en ce monde, temporel au moins, ne fussent les produits de la civilisation européenne et américaine. Et maintenant, une période de l'histoire moderne demeurée longtemps incompréhensible pour eux allait devenir l'idéal des plus intelligents, de ceux qui s'intitulaient les progressistes.

Ils commencèrent à parler subrepticement de « Constitution », « Liberté », « Gouvernement responsable » ; ils découvrirent que la Déclaration de l'Indépendance contenait des vérités applicables, même à l'Islam. Ces esprits audacieux conçurent le rêve de renverser le Sultan autocrate, et de substituer à son autorité incontrôlable un système parlementaire. J'ai déjà décrit l'éclosion et l'avortement du mouvement Jeune Turc, sous l'impulsion de chefs tels que Talaat, Enver, Djemal et leurs associés du Comité Union et Progrès ; ce que je veux souligner ici est que le succès eût présupposé une transformation complète de la mentalité turque, spécialement à l'égard des nations jadis conquises. Dans l'État réformé, les Grecs, les Syriens, les Arméniens et les Juifs ne devaient plus être regardés comme d'immenses Giaours ; ils auraient désormais des droits et des devoirs égaux. Des agapes générales saluèrent l'institution du nouveau régime ; des scènes de réconcilia-

tion délirante, dans lesquelles Turcs et Arméniens s'embrassèrent publiquement, signalèrent en apparence l'union des populations, jadis antagonistes. Payant de leur personne, Talaat et Enver par exemple, visitèrent des églises chrétiennes, se répandirent en actions de grâces pour le nouvel ordre de choses : on les vit dans les cimetières arméniens, versant des larmes sur les tombes des martyrs et leur promettant vengeance. Les prêtres arméniens, en retour, allèrent prier pour les Turcs dans leurs mosquées. Enver Pacha visita plusieurs écoles arméniennes, disant aux enfants que les vieux jours de luttes étaient passés à tout jamais, et que les deux peuples devaient à l'avenir être fraternellement unis. Il y avait des sceptiques que ces démonstrations faisaient sourire, tandis que la constatation du progrès réalisé portait les intéressés eux-mêmes à croire que le paradis terrestre était retrouvé.

Sous l'ancien régime, seul le maître musulman était autorisé à porter les armes et à servir dans l'armée ottomane ; car le métier de soldat était trop viril et trop glorieux pour les méprisables Chrétiens. Désormais, les Jeunes Turcs les invitèrent à s'enrôler sous leurs bannières, sur le même pied d'égalité qu'eux-mêmes ; en effet ils combattirent comme officiers et comme soldats, dans les guerres italiennes et balkaniques, se faisant remarquer de leurs chefs par leur bravoure et leur adresse. Les Arméniens avaient en outre joué un rôle marquant dans le mouvement Jeune Turc ; ils croyaient à la possibilité d'une Turquie constitutionnelle, et ils préféraient ce régime à la tutelle des grandes Puissances européennes, ou même à leur indépendance ; conscients de leur supériorité intellectuelle et industrielle sur les Turcs, ils espéraient prospérer dans l'Empire, si on leur reconnaissait un minimum de liberté, tandis que sous le contrôle européen ils pouvaient craindre la rivalité étrangère. La déposition du Sultan Rouge et l'établissement d'un système parlementaire leur donnaient pour la première fois, depuis des siècles, l'impression d'être des hommes libres.

Mais, comme je l'ai dit plus haut, toutes ces aspirations

s'évanouirent comme un rêve. Longtemps avant la guerre européenne, la démocratie turque avait fait faillite. L'autorité du nouveau Sultan était plus qu'amoindrie, et l'ambition de régénérer la Turquie d'après des données modernes avait échoué ; les progressistes, pour tout résultat, n'avaient réussi qu'à s'emparer du pouvoir sous la direction de Talaat et d'Enver. Renonçant à leurs aspirations démocratiques, ces hommes les remplaçaient maintenant par une nouvelle conception nationale, qui consistait à ressusciter le Pan-Islamisme, lequel excluait l'idée d'un traitement égal de tous les Ottomans. J'ai appelé ceci une conception nouvelle ; cependant elle n'était nouvelle que pour les individus qui présidaient alors aux destinées de l'Empire, car c'était en réalité revenir au barbare idéal de leurs ancêtres. On vit bientôt que ces politiciens, qui parlaient de liberté, d'égalité, de fraternité et de constitution, n'étaient que des enfants répétant des phrases ; ils n'avaient employé le mot « démocratie » que pour arriver au pouvoir. Après cinq cents ans de contact intime avec la civilisation occidentale, le Turc demeurait exactement le même individu que celui qui émergea au Moyen Âge des steppes de l'Asie ; il s'obstina comme lui à organiser un état composé de quelques maîtres, ayant droit de vie et de mort sur une multitude d'esclaves. Bien que Talaat, Enver et Djemal appartenissent à de très humbles familles, ils adoptèrent les idées gouvernementales des anciens Sultans ; on découvrit qu'une constitution théorique, et même de pieux pèlerinages aux églises et aux cimetières ne pouvaient déraciner le préjugé invétéré chez ce peuple nomade, qu'il n'y a dans le monde que deux espèces d'individus : le vainqueur et le vaincu.

Quand le gouvernement turc abrogea les Capitulations et libéra ainsi le peuple de la domination des puissances étrangères, il se rapprocha tout simplement de son idéal pan-islamique. J'ai parlé des difficultés que j'eus avec les membres du Cabinet au sujet des écoles chrétiennes ; leur résolution d'anéantir celles-ci, ou du moins de les transformer en institutions nationales, n'était qu'un détail dans la

réalisation de ce programme. Ils prétendirent que toutes les firmes étrangères ne devaient employer que du personnel indigène, insistant pour qu'elles congédiassent leurs commis, sténographes, ouvriers ou autres employés grecs, arméniens et juifs. Ils ordonnèrent aux maisons de commerce étrangères de tenir leur comptabilité en turc et j'eus de la peine à obtenir un compromis, permettant de le faire en français et en ture. Le gouvernement ottoman alla jusqu'à refuser de traiter avec les représentants du premier fabricant de munitions autrichien, si celui-ci ne s'associait pas avec un Turc. Leur xénophobie s'attaqua même au langage courant ; depuis des années les étrangers avaient adopté la langue française ; toutes les enseignes dans les rues étaient imprimées en français et en ture ; un matin, on découvrit avec étonnement que les indications françaises avaient été enlevées et que les noms des rues, la direction des transports en commun et autres avis publics, étaient indiqués dans ces bizarres caractères tures, que très peu de personnes comprenaient. Ce changement provoqua une grande confusion, mais les autorités souveraines refusèrent de rétablir l'usage de la langue détestée.

Non seulement les nouveaux maîtres de l'Empire revinrent aux conceptions barbares de leurs ancêtres, mais ils se portèrent à des extrémités devant lesquelles avaient reculé les prudents Sultans ; ils n'avaient évidemment eu aucune considération pour les peuples conquis, mais reconnaissant leur utilité, ils ne dédaignèrent pas d'en faire leurs serfs : tandis que le Comité Union et Progrès, sous la direction de Talaat et Enver, résolut maintenant de les supprimer entièrement. Les anciens conquérants tures avaient fait des Chrétiens leurs domestiques ; leurs descendants, ces parvenus, outrepassèrent leurs enseignements, en décidant l'extermination en masse, le massacre des éléments non-musulmans, afin d'islamiser l'Empire.

Les premiers auteurs de ce projet politique ne furent pas Talaat et Enver ; l'homme qui le conçut, dans le principe, était l'un des plus grands monstres dont il ait jamais été

fait mention, le Sultan Rouge, Abdul Hamid. Il monta sur le trône en 1876, à une période critique dans l'histoire de la Turquie. Au début de son règne, il perdit la Bulgarie ainsi que d'importantes provinces du Caucase, les derniers vestiges de sa souveraineté au Monténégro, en Serbie et en Roumanie, et toute autorité effective en Bosnie et Herzégovine. Depuis longtemps déjà la Grèce était devenue une nation indépendante, et les opérations qui devaient arracher l'Égypte au joug ottoman étaient entamées. Quand le Sultan fit l'inventaire de son héritage, il put facilement prévoir le jour où le reste de ses possessions passerait aux mains des Infidèles. D'où venait le démembrement du vaste Empire turc ? La cause véritable, il est certain, est d'ordre moral ; mais aux yeux d'Abdul Hamid un seul fait fut évident : les Puissances européennes étaient intervenues en faveur des nations captives. De tous les nouveaux royaumes taillés dans les états du Calife, la Serbie — rappelons-le à son honneur éternel — est le seul qui ait conquis lui-même son indépendance ; la Russie, la France et la Grande-Bretagne ont libéré tous les autres.

Et ce qui était arrivé plusieurs fois pouvait encore se reproduire. Il restait, en effet, dans l'Empire ottoman une race assez forte pour aspirer virtuellement à l'autonomie. Le nord-est de l'Asie-Mineure, confinant à la Russie contenait six provinces dans lesquelles la population arménienne prédominait largement ; déjà sous Hérodote, cette contrée portait le nom d'Arménie ; et ses habitants actuels passent pour être les descendants directs du peuple primitif qui la colonisa, il y a quelque trois mille ans. L'origine de ce peuple est si ancienne qu'elle se perd dans la fable et le mystère ; on a trouvé sur les collines rocheuses entourant la ville de Van, la plus grande cité arménienne, des inscriptions cunéiformes qui portèrent certains érudits — en petit nombre, je dois l'admettre — à identifier la race arménienne avec les Hittites de la Bible. Ce que l'on sait certainement toutefois, c'est que depuis des siècles cette race est la plus civilisée et la plus industrielle de la partie

orientale de l'Empire ottoman. Descendant de leurs montagnes, les Arméniens se sont répandus dans les dominions du Sultan et forment un contingent important de la population de toutes les grandes villes. Partout ils sont appréciés pour leur zèle, leur intelligence, leurs mœurs décentes ; ils sont si supérieurs aux Turcs, intellectuellement et moralement, qu'une grande partie du commerce et de l'industrie est passée dans leurs mains, détenant ainsi avec les Grecs, toute la force économique de l'Empire. Convertis au christianisme dès le IV^e siècle, ils établirent l'Eglise arménienne, qui est censée être le premier dogme d'Etat reconnu.

En présence de persécutions, surpassant en horreur tout ce que l'on a jamais rencontré ailleurs, ces populations se sont cramponnées à la foi de leurs pères, avec une ténacité remarquable. Pendant quinze cents ans, ils ont vécu dans leur patrie, petit flot de Chrétiens environné de peuples arriérés, de religion et de race hostiles, et durant ce temps l'histoire des générations successives n'a été qu'un long martyre. Le territoire qu'ils habitent forme trait d'union entre l'Europe et l'Asie ; toutes les grandes invasions — des Sarrasins, des Tartares, des Mongols, des Kurdes et des Turcs — ont passé par leur paisible contrée. Ils furent ainsi depuis des siècles la Belgique de l'Orient. Pendant toute cette période, les Arméniens se considérèrent non comme asiatiques, mais comme européens. Ils parlent une langue indo-européenne ; ethniquement l'on estime qu'ils descendent des doctes Aryens, et le fait que leur religion est celle de l'Europe les a toujours portés à tourner leurs regards vers l'ouest, espérant que de là leur viendrait un jour le secours qui les délivrerait de leurs tortionnaires.

Lorsqu'en 1876, Abdul Hamid avait examiné son domaine morcelé, il estima que le point menaçant était l'Arménie. Il s'imagina, à tort ou à raison, que ce peuple, comme les Roumains, les Bulgares, les Grecs et les Serbes, aspirait à restaurer son indépendance nationale, et il savait que cette ambition serait accueillie avec sympathie par l'Europe

et l'Amérique. Le traité de Berlin, qui avait mis fin à la guerre turco-russe, contenait une clause accordant aux grandes puissances occidentales droit de protection sur les Arméniens. Comment supprimer un tel danger ?... Un gouvernement éclairé, en leur reconnaissant un minimum de liberté, en respectant leurs vies et leurs biens, ainsi que leurs droits civils et religieux, en eût sans doute fait des sujets pacifiques et loyaux. Mais nul Turc ne pouvait s'élever jusqu'à pareille conception politique. Au lieu de cela, Abdul Hamid décida que le problème ne pouvait être résolu que d'une seule façon : par la violence. L'extermination de deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants, au moyen de massacres organisés et dirigés par l'État, lui apparut comme le seul moyen d'empêcher le morcellement futur de l'Empire.

Il y a aujourd'hui près de trente ans que la Turquie défie l'humanité par l'application de ce régime. En Europe et en Amérique, nous entendîmes parler de ces événements quand ils atteignirent des proportions particulièrement monstrueuses, comme en 1895-96 lorsque 200.000 Arméniens environ furent immolés. Pendant toute cette période, l'existence de ce peuple n'a été qu'un perpétuel cauchemar; les hommes furent assassinés et dépouillés, les femmes violées, les jeunes filles enlevées et forcées de vivre dans les harems turcs. Cependant Abdul Hamid ne réussit pas à mettre son dessin entièrement à exécution; eût-il agi à son gré, il eût massacré toute la nation dans une hideuse orgie; il le tenta en 1895, mais certains obstacles insurmontables se dressèrent devant lui, suscités par l'Angleterre, la France et la Russie. Emu par ces atrocités, Gladstone, alors âgé de quatre-vingt-six ans, quitta sa retraite; il dénonça ces atrocités par de vigoureux discours, dans lesquels il traitait le Sultan de « grand assassin ». Le monde entier se souleva d'indignation et il devint évident que si le Commandeur des Croyants ne renonçait pas à ses procédés barbares, l'Angleterre, la France et la Russie interviendraient : il comprit que, dans ce cas, les débris de son patrimoine ayant

survécu aux partages antérieurs, disparaîtraient. Ainsi lui fallut-il abandonner son entreprise satanique; mais l'Arménie continua à endurer la lente agonie des persécutions impitoyables. Jusqu'à l'explosion de la guerre européenne, pas un jour ne s'est écoulé dans les vilayets arméniens sans qu'il ne fût marqué par des outrages ou des meurtres. Le régime Jeune Turc, malgré ses promesses de fraternité universelle, n'apporta aucun changement à cette cruelle situation. Quelques mois après les agrapes décrites précédemment, un des pires massacres eut lieu à Adana, dans lequel furent exterminées 35.000 personnes.

Et maintenant les Jeunes Turcs, qui avaient adopté un si grand nombre des idées d'Abdul Hamid, s'approprièrent aussi sa politique arménienne. Leur ardeur à islamiser la nation semblait demander logiquement l'extermination de tous les Chrétiens, — Grecs, Syriens, et Arméniens. Quelle que fût leur admiration pour leurs valeureux ancêtres, ils s'apercevaient aujourd'hui que ces grands guerriers avaient commis une lourde faute en négligeant, ainsi qu'il était en leur pouvoir de le faire, d'anéantir les populations chrétiennes. A leur avis, cette funeste erreur politique expliquait tous les malheurs qui avaient accablé la Turquie dans les temps modernes. Si les premiers conquérants, en s'emparant de la Bulgarie, avaient passé tous les Bulgares au fil de l'épée et peuplé le pays de Turcs musulmans, il n'y aurait jamais eu de problème bulgare et la Turquie n'eût pas perdu cette portion de son empire. De même, s'ils avaient exterminé tous les Roumains, les Serbes et les Grecs, les provinces occupées maintenant par ces races seraient demeurées parties intégrantes du domaine du Calife. Ils comprenaient l'étendue de la faute, mais aussi que l'on pouvait encore sauver quelque chose du désastre; soit : anéantir tous les Grecs, Syriens, Arméniens et autres Chrétiens, transporter des familles musulmanes dans les maisons et fermes des victimes; tout cela afin de sauvegarder ce qui restait de la Turquie.

Cette importante réforme n'exigerait pas la suppression

de tous les vivants. Il suffirait de choisir les filles les plus belles et les plus saines, de les forcer à se convertir au mahométisme et à devenir les épouses ou concubines des fervents disciples du Prophète. Leurs enfants seraient donc des Musulmans, qui régénèreraient l'Empire comme autrefois les janissaires l'avaient fait. Ces jeunes Arméniennes représentaient un superbe type de femme et les Jeunes Turcs, dans leur intuition de barbares, estimaient que le mélange des deux races agirait sur l'ensemble de la population à la façon d'une expérience eugénique. Les jeunes garçons pourraient être confiés à des familles turques, qui les élèveraient dans l'ignorance de leur nationalité ; ceux-là aussi il importait de les conserver, car ils étaient le seul élément susceptible de former un contingent de valeur dans la nouvelle Turquie, dont s'élaborait la création. Par contre, la plus élémentaire précaution à prendre contre le développement d'une nouvelle génération d'Arméniens, consistait à tuer délibérément tous les hommes à la fleur de l'âge, par conséquent capables de produire l'espèce maudite. Les vieillards, hommes et femmes, ne présentaient pas grand danger pour l'avenir de la Turquie, car ils avaient déjà rempli leurs fonctions naturelles de la reproduction ; cependant s'ils devenaient gênants, on les sacrifierait aussi.

A l'inverse d'Abdul Hamid, les Jeunes Turcs pouvaient plus facilement mener à bien cette « sainte » entreprise ; la Grande-Bretagne, la France et la Russie s'étaient dressées sur le chemin de leur prédécesseur, obstacle qui aujourd'hui n'était plus à craindre. Les Jeunes Turcs, comme je l'ai dit, se croyaient vainqueurs des Grandes Puissances ; par conséquent, elles étaient incapables de s'immiscer dans leurs affaires intérieures ; une seule aurait eu le droit de soulever des objections, c'était l'Allemagne. Or en 1898, quand tout le reste de l'Europe retentissait des accusations de Gladstone et demandait l'intervention, l'Empereur Guillaume II était allé à Constantinople, avait rendu visite au « Sultan Rouge » et avait épinglé ses plus hautes décorations sur sa poitrine, en lui donnant l'accolade. Le même

empereur, qui avait ainsi agi en 1898, était encore sur le trône en 1915 et était devenu l'allié de la Turquie. Pour la première fois au cours de deux siècles, les Turcs en 1915 avaient à leur merci leurs populations chrétiennes. L'heure était enfin venue de rendre la Turquie aux Turcs.

CHAPITRE XXIII

LA « RÉVOLUTION » DE VAN

La province turque de Van est située à l'extrémité nord-est de l'Asie Mineure ; d'un côté elle touche à la Perse, de l'autre au Caucase ; la beauté de ses paysages, la fertilité de son sol, la grandeur de ses souvenirs historiques la mettent au premier rang des pachaliks ottomans. La cité de Van, capitale du vilayet, est bâtie sur la rive est du lac de ce nom ; c'est la seule grande ville d'Asie où la population arménienne soit plus considérable que la musulmane. A l'automne de 1914, ses 30.000 âmes environ représentaient une des sociétés les plus paisibles, heureuses et prospères de la contrée. Bien que Van, comme tout autre territoire habité par des Arméniens, eût subi ses périodes d'oppression et de massacre, le joug du conquérant y pesa — relativement parlant — moins lourdement qu'ailleurs ; son gouverneur turc, Tahsin Pacha, appartenait au type le plus éclairé des fonctionnaires ; il y avait même eu des relations possibles de nombreuses années durant, entre les Arméniens, habitant les riches quartiers de la ville, et les Turcs et Kurdes, qui eux résidaient dans les huttes fangeuses des faubourgs musulmans.

La situation géographique de ce vilayet en faisait un centre stratégique de valeur, de même que l'activité de sa population éveillait la suspicion du gouvernement, car au cas où la Russie eût voulu envahir la Turquie, la route la plus commode traversait cette province. La guerre ne durait que depuis peu lorsque surgirent des motifs d'irritation ;

les réquisitions de fournitures pour l'armée frappèrent plus lourdement les Chrétiens que les éléments mahométans à Van, comme ce fut le cas presque partout. Les Arméniens durent laisser les officiers turcs prendre tranquillement l'intégralité de leur bétail, de leur blé et autres biens, quels qu'ils fussent, et accepter en échange des morceaux de papier sans valeur. Une tentative de désarmement général excita leurs légitimes appréhensions, qu'augmentait en outre le traitement brutal, infligé au Caucase à des soldats arméniens. D'autre part, les Turcs se répandaient en accusations mensongères contre la population chrétienne, et en réalité, lui imputait la responsabilité des revers subis au Caucase. Le fait qu'une partie des forces russes était composée d'éléments arméniens provoquait chez eux un courroux sans borne ; or, sur la totalité des Arméniens, la moitié habite le Caucase russe et est par conséquent soumise, comme les Russes, au service militaire ; les motifs de plainte ne se justifiaient pas, puisque ces recrues arméniennes étaient sujets *bona fide* du Czar. Cependant les Turcs soutenaient qu'un nombre considérable de soldats arméniens de Van et autres provinces, avaient déserté, franchi la frontière et rejoint les armées russes, à la victoire desquels leur connaissance des routes et du terrain avait fortement contribué. Bien que l'exactitude de ces dires ne soit pas encore confirmée, il n'est pas invraisemblable que de telles désertions — quelques centaines peut-être — se soient produites. Au début de la guerre, des agents du Comité Union et Progrès vinrent à Erzeroum et à Van et demandèrent à quelques notables de se rendre en Arménie russe, afin d'y provoquer des soulèvements contre le gouvernement du Czar ; les Arméniens ottomans s'y étant refusés, l'irritation générale augmenta. Le gouvernement turc a beaucoup insisté sur la « trahison » des Arméniens de Van et l'a même alléguée comme excuse au traitement subséquent de toute la race ; son attitude illustre une fois de plus la perversité du caractère ottoman. Après avoir massacré des centaines de mille de ces malheureux dans l'espace de trente ans, outragé leurs

femmes et leurs filles, les avoir dépouillés et maltraités de façon inimaginable, les Turcs prétendaient quand même compter sur leur « loyauté » la plus scrupuleuse. Ce n'était pas un secret que, dans tout l'Empire, les Arméniens sympathisaient avec l'Entente. « Si vous désirez savoir de quel côté penche la balance de la guerre, remarquait un journal turc humoristique, vous n'avez qu'à regarder un Arménien. S'il sourit, c'est que les Alliés triomphent; s'il est abattu, cela signifie que les Allemands sont victorieux. » Il va de soi, que la désertion d'un soldat arménien et son passage à l'ennemi constituaient un crime d'État et méritaient d'être punis, mais sans que fussent violés les règlements de tous les pays civilisés. Ce n'est que dans l'esprit d'un Turc — et peut-être d'un Allemand — que cette faute pouvait être considérée comme légitimant les terribles traitements qui furent appliqués.

Durant l'automne et l'hiver de 1914-1915, des signes précurseurs d'événements graves se produisirent, et cependant les Arméniens observèrent une retenue admirable. Depuis des années, la politique turque consistait à provoquer la rébellion des Chrétiens, qui devenait alors le prétexte comme l'excuse des massacres. De nombreux indices révélèrent au clergé arménien et aux leaders politiques que les Turcs voulaient employer leurs vieilles tactiques; aussi, exhortèrent-ils le peuple au calme, lui recommandant de supporter toutes les insultes, voire les outrages, avec patience, afin de ne pas fournir aux Musulmans l'occasion qu'ils cherchaient. « Brûleraient-ils même quelques-uns de nos villages, conseillèrent-ils, ne vous vengez pas, car la destruction d'un petit nombre de nos hameaux est préférable au meurtre de la nation entière. »

Au début de la guerre, le cabinet de Constantinople rappela Tahsin Pacha, le gouverneur conciliant de Van et le remplaça par Djevdet Bey, beau-frère d'Enver Pacha. Cette mesure en elle-même était inquiétante. Il y a toujours eu parmi les représentants officiels de l'autorité, une minorité d'hommes qui n'admettent pas que l'assassinat soit une

politique d'État, et auxquels on ne peut se fier pour exécuter strictement les ordres les plus sanguinaires du gouvernement. En conséquence, toutes les fois que l'on préparait des massacres, il était de règle d'éloigner d'abord ces serviteurs publics « peu dignes de confiance » et de les remplacer par des individus de soumission éprouvée. Le caractère du successeur de Tahsin rendait sa nomination plus alarmante encore. Djevdet avait passé la plus grande partie de sa vie à Van; c'était un homme d'humeur changeante, bienveillant envers les non-musulmans un moment, hostile un autre, hypocrite, perfide et féroce, conformément aux pires traditions de sa race. Il haïssait les Arméniens; et le dessein, formé depuis longtemps par les Turcs de résoudre le problème des nationalités, lui était franchement sympathique. Il n'est pas douteux qu'il ne reçût des ordres précis pour exterminer les Arméniens dans sa province; mais tout d'abord, rien n'en facilita la mise à exécution. Djevdet lui-même était absent, combattant les Russes au Caucase, et l'approche de l'ennemi commandait aux Turcs, par mesure de prudence, de ne pas maltraiter les Arméniens de Van. Au début du printemps, les Russes battirent temporairement en retraite. Il est généralement de bonne tactique de poursuivre l'ennemi qui se retire; aux yeux des officiers turcs, la retraite des Russes était une heureuse chance, principalement en ce qu'elle privait les Arméniens de leurs protecteurs, et les laissait à leur discrétion. En conséquence, au lieu de talonner l'ennemi, les troupes turques se détournèrent et envahirent leur propre territoire de Van. Au lieu de combattre l'armée russe, composée de soldats instruits, ils dirigèrent leurs fusils, leurs mitrailleuses et autres armes contre les femmes, les enfants et les vieillards arméniens des environs de Van. Suivant leur coutume, ils réservèrent les plus belles femmes aux Musulmans, saccagèrent et brûlèrent les villages arméniens et massacrèrent la population sans interruption pendant des journées. Le 15 avril, ils appelèrent 500 jeunes gens d'Akantz, pour leur communiquer une ordonnance du Sul-

tan ; au coucher du soleil, on les conduisit hors de la ville, et chaque homme fut froidement tué. On répéta cette procédure dans presque quatre-vingts villages de la région nord du lac de Van ; en trois jours, 24.000 Arméniens furent mis à mort de cette atroce façon. Un simple épisode montrera la dépravation inexprimable des méthodes turques. Un conflit ayant éclaté à Shadak, Djevdet Bey, qui dans l'intervalle était revenu à Van, demanda à quatre notables arméniens d'aller dans cette ville et de tâcher de calmer la multitude. Ces hommes firent le voyage, s'arrêtant à chaque bourgade sur leur chemin, exhortant chacun à respecter l'ordre public. Après avoir accompli leur mission, les quatre voyageurs furent tués dans un village kurde.

Aussi quand Djevdet Bey, de retour à son poste officiel, demanda que Van lui fournit immédiatement 4.000 soldats, le peuple ne fut naturellement pas disposé à accéder à sa requête. Si nous considérons les événements antérieurs et ceux qui se passèrent subséquemment, nous n'aurons guère de doute sur le but de cette demande. Djevdet, se conformant aux ordres de Constantinople, se préparait à exterminer toute la population, et en réclamant 4.000 hommes valides il n'avait d'autre intention que de les massacrer, afin de priver les autres habitants d'autant de défenseurs. Les Arméniens, parlementant pour gagner du temps, offrirent de donner 500 soldats et de payer des exemptions en argent pour le nombre manquant ; mais Djevdet commença alors à parler tout haut de « rébellion » et de sa résolution de l'« étouffer » à tout prix. « Si les rebelles tirent un seul coup de fusil, déclara-t-il, je tuerai tous les Chrétiens, hommes, femmes et enfants, à en avoir jusque-là », et il désigna son genou. Depuis un certain temps, les Turcs avaient construit des retranchements autour du quartier arménien et les avaient garnis de soldats ; en réponse à cette provocation, les Arméniens se mirent à faire des préparatifs de défense.

Le 20 avril, une bande de soldats turcs s'empara de plusieurs femmes arméniennes qui entraient dans la ville ;

deux Arméniens coururent à leur secours et furent tués sur le coup. Les Turcs ouvrirent ensuite le feu sur les faubourgs arméniens, avec des fusils et même de l'artillerie ; une grande partie de la ville fut bientôt en flammes et un siège régulier organisé. Les forces arméniennes combattantes ne se composaient que de 1.500 hommes ; ceux-ci n'avaient que 300 carabines et une provision de munitions tout à fait insuffisante, tandis que l'armée de Djevdet comptait 5.000 hommes, complètement équipés et approvisionnés. Cependant les Arméniens luttèrent avec le plus grand héroïsme et une ardeur merveilleuse, ils avaient peu de chance d'arrêter leurs ennemis indéfiniment, mais ils savaient que des troupes russes cherchaient à se frayer un chemin jusqu'à Van, et leur seul espoir était de tenir jusqu'à l'arrivée de ces renforts.

Comme je ne me pique pas d'être un historien militaire, je ne peux décrire en détail les nombreux actes d'héroïsme individuel, la coopération des femmes arméniennes, l'ardeur et l'énergie des enfants, le zèle plein d'abnégation des missionnaires américains, spécialement du D^r Usher et de sa femme, ainsi que de Miss Grace H. Knapp, enfin les mille autres circonstances qui font de ce mois terrible une des pages les plus glorieuses de l'histoire contemporaine de l'Arménie.

Ce qui est le plus remarquable, c'est que les Arméniens triomphèrent. Après avoir lutté jour et nuit pendant près de cinq semaines, l'armée russe apparut soudain et les Turcs s'enfuirent dans la campagne environnante, où ils apaisèrent leur colère en massacrant d'autres villages sans défense. Le D^r Usher, chef de la mission médicale américaine, dont l'hôpital à Van fut détruit par le bombardement, et qui fait autorité, déclare qu'après avoir chassé les Turcs, les Russes commencèrent à recueillir et à incinérer les corps des Arméniens, qui avaient été assassinés dans cette province et qu'ainsi 53.000 cadavres furent brûlés.

J'ai retracé l'historique de la « Révolution » de Van, non seulement parce qu'elle marqua la première étape de la

tentative, méthodiquement organisée pour exterminer toute une nation ; mais aussi parce que les Turcs rejettent toujours sur ces événements la responsabilité de leurs crimes ultérieurs. J'aurai occasion de reparler de mes intercessions auprès d'Enver, Talaat et consorts ; chaque fois que je les suppliais d'épargner les Arméniens, ils citaient invariablement en exemple les « révolutionnaires » de Van, donnant leur conduite comme échantillon de la « perfidie » arménienne. Ainsi que le prouve ce récit, la fameuse « Révolution » ne fut que la courageuse résistance d'Arméniens, résolus à sauver l'honneur de leurs femmes et leurs propres vies, après que les Turcs, en massacrant des milliers de leurs voisins leur eussent montré quel sort les attendait.

CHAPITRE XXIV

L'ASSASSINAT D'UNE NATION

L'extermination de la race arménienne en 1915 présentait certaines difficultés qui ne s'étaient pas produites lors des massacres de 1895 et autres années. A cette époque, les Arméniens ne disposaient guère de moyens de résistance, puisque le métier militaire leur était interdit et qu'ils n'avaient même pas le droit de posséder des armes ; on sait, qu'après la victoire des révolutionnaires en 1908, la situation fut renversée et que désormais les autorités, dans la sainte ardeur de leur enthousiasme pour la liberté et l'égalité, appelèrent les Chrétiens sous les drapeaux. En conséquence, au début de 1915, chaque ville turque contenait des milliers d'Arméniens qui étaient autant de soldats exercés, munis de carabines, pistolets et autres engins de guerre ; les opérations de Van révélèrent que ces hommes pouvaient faire bon usage de leurs armes. Il était aisé de prévoir qu'un massacre des Arméniens prendrait, cette fois, le caractère d'une lutte et non plus de ces boucheries de victimes sans défense, qui avaient toujours été si sympathiques aux Turcs. Pour l'accomplissement de ce dessein — l'extermination d'une race — il était nécessaire de prendre deux mesures préliminaires : réduire les soldats arméniens à l'impuissance et enlever leurs armes aux Chrétiens dans chaque ville et chaque bourg. Avant de les égorger, il fallait leur ôter tout moyen de défense.

Au début de 1915, les soldats arméniens furent soumis à un nouveau régime dans l'armée turque. Jusqu'alors, la

plupart d'entre eux étaient des combattants; mais à présent, on les dépouilla de leurs armes, et ils ne furent plus que des ouvriers. Au lieu de servir leur patrie dans l'artillerie et la cavalerie, ils furent transformés en cantonniers, voire en bêtes de somme. Portant des fournitures militaires de toutes sortes sur leurs épaules, sous le poids desquelles ils chancelaient, stimulés par le fouet et la baïonnette des Turcs, ils étaient forcés de traîner dans les montagnes du Caucase leurs corps épuisés; obligés parfois, malgré leurs charges, de tracer leur chemin dans la neige où ils enfonçaient presque jusqu'à mi-corps. Ils vivaient pour ainsi dire en plein air, dormant sur la terre nue — quand l'aiguillon incessant de leurs surveillants leur permettait de dormir! Comme aliments, on ne leur donnait que des restes; s'ils tombaient malades en route, on les abandonnait là où ils s'étaient laissés choir, leurs oppresseurs turcs s'arrêtant peut-être assez longtemps pour leur voler tout ce qu'ils possédaient — jusqu'à leurs vêtements. Des efforts surhumains permettaient-ils à quelques-uns de ces malheureux d'arriver à destination, il n'était pas rare qu'ils fussent massacrés ensuite. Dans certains cas, on se débarrassait des soldats arméniens de façon plus sommaire encore; en effet, cela devint maintenant un usage presque courant de les tuer de sang-froid, en application d'une unique méthode. Des escouades de 50 à 100 hommes étaient prises çà et là, les victimes enchaînées par groupes de quatre et conduites dans un lieu solitaire, à une petite distance de la ville; soudain, le crépitement des balles remplissait l'espace, et les soldats turcs, qui avaient servi d'escorte, revenaient lugubrement au camp. Ceux qui étaient envoyés pour entermer les corps les trouvaient presque toujours complètement nus, les Turcs les ayant, comme d'habitude, dépouillés de leurs vêtements. Dans certains cas dont j'eus connaissance, les meurtriers, par un raffinement de cruauté, avaient ajouté aux souffrances de leurs victimes en les obligeant à creuser leurs tombes avant d'être fusillées.

Je cite ici un simple épisode, contenu dans un des rap-

ports de nos consuls, et versé aujourd'hui aux Archives des Affaires Étrangères américaines. Au début de Juillet, 2.000 Arméniens *amélés* — nom sous lequel les Turcs désignent les soldats rabaissés à l'emploi d'ouvriers — furent renvoyés de Harpoot pour construire des routes. Les Arméniens de cette ville, comprenant la signification de cet ordre, intercédèrent auprès du gouverneur; mais ce fonctionnaire soutint qu'il ne serait pas fait de mal à ces hommes et il pria même le missionnaire allemand, M. Ehemann, de calmer la panique, lui donnant sa parole d'honneur que les ex-soldats seraient protégés. M. Ehemann crut le gouverneur et apaisa la crainte populaire. Cependant, en réalité, la presque totalité fut exterminée et les corps de ces victimes jetés dans une fosse commune. Un petit nombre réussit à s'échapper et c'est par lui que la nouvelle du massacre fut répandue dans le monde. Quelques jours plus tard, 2.000 autres soldats furent pareillement envoyés à Diarbekir. Le seul but, en les expédiant en rase campagne, était de pouvoir les tuer. Afin de leur rendre toute résistance ou fuite impossibles, on laissait systématiquement ces pauvres créatures mourir de faim; des agents du gouvernement, prenant les devants sur la route, annonçaient aux Kurdes l'approche de la caravane et leur commandait de faire leur devoir. Non seulement les hommes descendaient en masses de leurs montagnes pour tomber sur ce régiment affamé et affaibli, mais les femmes venaient, armées de couteaux de boucher, afin d'acquiescer « aux yeux d'Allah le mérite d'avoir tué un Chrétien ».

Ces massacres n'étaient pas des incidents isolés, j'en pourrais citer nombre d'autres tout aussi horribles que celui relaté ci-dessus; dans tout l'Empire ottoman, un système méthodique était appliqué, en vue d'anéantir tous les hommes valides, autant pour supprimer ceux qui auraient pu créer une nouvelle génération, que pour faire de la partie la plus faible de la population une proie facile.

Si épouvantables que fussent ces massacres de soldats sans défense, ils pouvaient être considérés comme la mis-

ricorde et la justice elles-mêmes, comparés au traitement infligé aux Arméniens soupçonnés de cacher des armes. L'apposition d'affiches dans les villages et villes commandant aux Chrétiens d'apporter leurs armes au Quartier Général les alarma grandement ; cet ordre ne s'appliquant qu'à eux et non à leurs voisins musulmans, ils comprirent le sort qui les attendait. Dans bien des cas, toutefois, le peuple persécuté obéit passivement ; les fonctionnaires turcs s'emparèrent joyeusement des carabines, qui étaient la preuve qu'une « révolution » avait été projetée, et jetèrent les victimes en prison, en les accusant de trahison. Des milliers ne livrèrent pas d'armes, simplement parce qu'ils n'en possédaient pas, tandis qu'un nombre supérieur encore refusa obstinément de s'en dessaisir, non parce qu'ils complotaient de se soulever, mais parce qu'ils se proposaient de défendre leurs propres vies et l'honneur de leurs femmes, menacé d'outrages, ils ne l'ignoraient pas. Les supplices que subirent ces récalcitrants forment un des chapitres les plus hideux de l'histoire contemporaine. Beaucoup d'entre nous s'imaginent que, depuis longtemps, la torture a cessé d'être une mesure administrative et judiciaire ; cependant je ne crois pas que les âges les plus barbares présentèrent jamais de scènes plus horribles que celles qui se déroulèrent maintenant d'un bout à l'autre de la Turquie. Les gendarmes turcs ne respectaient rien ; sous le prétexte de rechercher les armes cachées, ils saccageaient des églises, profanaient les autels et les objets du culte et se divertissaient à parodier les cérémonies chrétiennes. Ils battaient les prêtres jusqu'à ce que ceux-ci perdissent connaissance, prétextant qu'ils encourageaient la sédition. Quand ils ne pouvaient découvrir de munitions dans les églises, ils armaient parfois les évêques et les prêtres de fusils, de pistolets et d'épées, puis les traduisaient en conseil de guerre, sous l'accusation de possession d'armes prohibées par la loi, et les conduisaient ainsi dans les rues, dans le seul but de provoquer la colère fanatique de la foule. Les gendarmes ne traitaient pas mieux les femmes que les hommes. Tels cas sont enregis-

trés, où de malheureuses Arméniennes accusées de dissimuler des armes, furent dépouillées de leurs vêtements et fouettées avec des branches fraîchement coupées, corrections qui n'étaient même pas épargnées à celles qui allaient être mères. Les viols accompagnaient si communément ces perquisitions, qu'à l'approche de la police, les femmes et les jeunes filles arméniennes se réfugiaient dans les forêts ou les antres des montagnes.

Comme mesure préliminaire à ces opérations, les hommes robustes des villages et des villes étaient arrêtés et conduits en prison. Là, leurs bourreaux mettaient une habileté infernale à les amener à se déclarer eux-mêmes « révolutionnaires » et à révéler la cachette de leurs armes. Une pratique courante consistait à placer le prisonnier dans une pièce dont les issues étaient gardées par des Turcs. La procédure commençait souvent par la bastonnade. Cette forme de torture est assez fréquente en Orient : le bourreau frappe la plante des pieds du patient avec une mince baguette ; tout d'abord, la douleur n'est pas trop forte, mais à mesure que le supplice se poursuit avec lenteur, elle devient terrible ; les chairs gonflent, éclatent, et il n'est pas rare, qu'après avoir été soumis à pareil traitement les pieds doivent être amputés. Les gendarmes l'infligeaient à la victime jusqu'à ce qu'elle s'évanouît ; ils la ranimaient en lui jetant de l'eau au visage et recommençaient. S'ils ne réussissaient pas à faire parler le malheureux, ils avaient beaucoup d'autres moyens de persuasion ; ils lui arrachaient les sourcils et la barbe, puis les ongles ; ils lui appliquaient sur la poitrine des fers rougis au feu, enlevaient les chairs avec des pinces chauffées à blanc et versaient ensuite du beurre bouillant dans les blessures. Parfois, les gendarmes clouaient les mains et les pieds du condamné sur des pièces de bois — évidemment en imitation de la crucifixion, et pendant que le martyr se tordait dans la douleur, ils lui criaient : « Dis maintenant à ton Christ de venir te secourir ! »

Ces tourments barbares — et nombre d'autres que je

renonce à décrire — étaient généralement pratiqués pendant la nuit. On postait à l'entour des prisons des Turcs qui battaient du tambour et lançaient des coups de sifflet, afin que les cris perçants des victimes ne fussent pas entendus des voisins.

Dans des milliers de cas, les Arméniens torturés ainsi avaient refusé de livrer leurs armes, simplement parce qu'ils n'en possédaient pas. Toutefois, ne pouvant convaincre leurs bourreaux, ils prirent l'habitude, à leur approche, d'acheter des armes à leurs voisins turcs, afin de pouvoir les remettre et échapper à ces épouvantables représailles.

Un jour, je discutai ces procédés avec Bedri Bey, le préfet de police de Constantinople. Bedri décrivit avec un plaisir répugnant les tortures infligées ; il ne cachait pas que le gouvernement en était l'instigateur et, comme tous les fonctionnaires turcs, il approuvait ce traitement de la race abhorrée. Il me raconta que les détails des opérations étaient discutés aux réunions du Comité Union et Progrès. Chaque nouvelle méthode de martyr était saluée comme une découverte magnifique, et les membres assistant régulièrement à ces conseils se perdaient en efforts pour inventer quelque chose d'original. Il me révéla ainsi qu'ils étudiaient passionnément les rapports de l'Inquisition espagnole et autres monuments classiques de torture et adoptaient toutes les suggestions qu'ils y découvraient. Bedri ne me communiqua pas le nom de celui qui remporta le prix dans ce triste concours, mais en Arménie, Djévdet Bey, le Vali de Van dont j'ai signalé plus haut l'activité, avait la réputation d'être le plus infâme parmi les bourreaux ; dans tout le pays, il reçut le sobriquet de « maréchal ferrant de Bashkalé », car ce connaisseur en cruautés avait inventé, ce qui était peut-être le chef-d'œuvre suprême — de clouer des fers à cheval aux pieds de ses victimes !

Cependant, ces exploits ne constituèrent pas, ce que les journaux du temps denommaient communément les « atrocités arméniennes » ; ils n'étaient que les opérations préa-

lables de l'extermination d'une race. Les Jeunes Turcs déployèrent un génie supérieur à celui de leur prédécesseur, Abdul Hamid. L'ordre du Sultan déposé était uniquement : « tuer, tuer », alors que la démocratie ottomane imagina un plan plus parfait. Au lieu de massacrer en bloc la nation arménienne, elle résolut maintenant de la déporter. Dans la région sud et sud-est de l'Empire se trouvent le désert syrien et la vallée de la Mésopotamie. Bien qu'une partie de cette étendue ait présenté jadis l'aspect d'une civilisation florissante, après cinq siècles de domination turque, elle n'est plus aujourd'hui qu'une région inculte, triste, désolée, sans villes ni bourgs, ni animation d'aucune sorte, peuplée seulement par quelques tribus de Bédouins, sauvages et fanatiques ; seul un labeur assidu, poursuivi de nombreuses années, pourrait la transformer en un lieu habitable pour une population de quelque importance. Les chefs du gouvernement annoncèrent maintenant leur intention de réunir les 2.000.000 d'Arméniens ou plus, résidant dans les différentes parties de l'Empire, et de les conduire dans cette contrée dévastée et inhospitalière. Cette mesure, prise de bonne foi, eût déjà représenté le comble de la cruauté et de l'injustice. Les Arméniens, pour la plupart, ne sont pas agriculteurs ; ils ont surtout des aptitudes commerciales et industrielles ; quoiqu'un grand nombre d'entre eux cultivent des fermes et se louent comme bergers, beaucoup habitent les villes et les bourgs importants, et, comme je l'ai dit, constituent la force économique du pays. S'emparer de ces peuples par milliers et les envoyer dans une des régions les plus stériles de l'Asie eût été une mesure spoliatrice des plus inhumaines. En réalité les Turcs n'eurent jamais la moindre intention d'établir les Arméniens dans ce nouveau pays. Ils savaient que la grande majorité des victimes n'atteindrait pas sa destination et que la soif et l'inanition auraient raison de ceux qui y parviendraient, ou bien encore qu'ils seraient tués par les tribus mahométanes et peuplades sauvages du désert. Le but véritable de la déportation était le vol et la destruction ; elle

n'était en fait qu'une nouvelle méthode d'extermination. Quand les autorités ottomanes donnèrent l'ordre de ces déportations, elles délivrèrent simplement l'arrêt de mort de toute une race; elles le comprenaient bien ainsi et dans nos entretiens ne cherchèrent pas à s'en cacher.

Pendant le printemps et l'été de 1915, les opérations se poursuivirent. Parmi les plus grandes villes, seules Constantinople, Smyrne et Aleppo furent épargnées; tous les autres endroits, habités par une seule famille arménienne, devinrent aussitôt le théâtre de ces tragédies indescriptibles. Rarement un Arménien, quels que fussent son éducation, sa fortune ou son rang social, fut dispensé d'obéir. Dans certains villages, des affiches furent placardées, enjoignant à toute la population arménienne de se présenter à un lieu public, à une heure déterminée — généralement, un ou deux jours d'avance —; dans certains cas, le crieur de la ville parcourait les rues, transmettant les instructions verbalement. Dans d'autres endroits encore, pas le moindre avertissement n'était donné: les gendarmes survenaient dans une maison arménienne et ordonnaient à tous les habitants de les suivre; ils emmenaient des femmes occupées à leurs travaux domestiques, sans leur permettre de changer de vêtements. La police tombait tout d'abord sur elles comme l'éruption du Vésuve surprit Pompéi; elles étaient forcées d'abandonner leur lessive, les petits étaient arrachés du lit, le pain restait dans le four à moitié cuit, le repas de famille mangé en partie, les enfants enlevés de leur classe, leurs livres demeurant ouverts à la leçon du jour, les hommes étaient obligés de laisser leur charrue dans les champs et leur bétail sur le versant de la montagne. Des femmes mêmes, qui venaient d'être mères, se voyaient contraintes de se lever et de rejoindre la foule frappée de panique, leurs bébés dormant dans leur bras. C'est à peine s'il leur était possible d'attraper à la hâte un châle, une couverture, peut-être quelques miettes de nourriture; et c'était tout ce qu'elles emportaient de leur foyer! A leurs questions affolées: « où allons-nous? » les

gendarmes condescendaient seulement à répondre: « A l'intérieur ».

Dans certains cas, il était accordé quelques heures aux expatriés, exceptionnellement quelques jours, pour disposer de leurs biens et de leurs ustensiles de ménage; mais la chose se réduisait naturellement à un simple vol. Ils ne pouvaient vendre qu'aux Turcs, et acheteurs comme vendeurs, sachant qu'il leur fallait liquider en un jour ou deux le produit d'entassements d'une vie entière, les prix obtenus n'atteignaient qu'une faible fraction de la valeur des objets; des machines à coudre étaient payées un ou deux dollars, une vache se vendait un dollar, l'ameublement suffisant pour toute une maison s'en allait pour une bagatelle. Souvent défense était faite aux Arméniens de vendre et aux Turcs d'acheter, même à ces conditions dérisoires; sous prétexte que le gouvernement se proposait de liquider leurs biens pour payer les créanciers qu'ils laisseraient inévitablement derrière eux, on mettait au garde-meuble leur mobilier ou on l'entassait sur les places publiques, puis on le livrait simplement au pillage de la population ottomane, hommes et femmes. Ou encore, les fonctionnaires informaient les Arméniens qu'ils n'avaient pas le droit de vendre leur maison, puisque leur déportation n'était que temporaire et qu'ils reviendraient après la guerre. Mais à peine avaient-ils quitté le village, que des *mohadjirs* mahométans — immigrants d'autres régions de la Turquie — s'installaient dans leurs habitations. On les dépouillait aussi de toutes leurs valeurs, argent, bagues, montres et bijoux pour les mettre soi-disant « en sûreté » dans les postes de police, jusqu'à leur retour; en vérité le tout était aussitôt distribué aux Turcs. Cependant tous ces vols n'étaient rien à côté des scènes horribles et angoissantes qui se déroulaient constamment.

L'extermination systématique des hommes se poursuivait: ceux, que les persécutions décrites plus haut avaient épargnés, étaient alors traités de façon plus odieuse. Avant le départ des caravanes, on avait pris l'habitude de sépa-

rer les jeunes gens de leurs familles, de les attacher ensemble par groupes de quatre et de les conduire dans les faubourgs de la ville, pour être fusillés. Ou bien on les pendait en public, sans les juger, pour le seul motif qu'ils étaient Arméniens. Les gendarmes s'en prenaient surtout à ceux qui avaient quelque éducation ou quelque influence. Je recevais sans cesse des rapports de consuls américains et de missionnaires, au sujet de ces exécutions, dont je n'oublierai jamais certains détails. A Angora, tous les hommes de quinze à soixante-dix ans furent arrêtés, liés par quatre et emmenés sur la route de Caesarea ; après avoir marché pendant cinq ou six heures, ils arrivèrent dans une vallée retirée, où des bandes de paysans turcs les attaquèrent, armés de gourdins, marteaux, haches, faux, bèches et scies, — instruments supérieurs aux canons et pistolets, prolongeant non seulement l'agonie mais encore ne dépendant ni obus, ni poudre, déclaraient les autorités avec satisfaction. Ainsi fut exterminée toute la population mâle d'Angora, y compris tous les hommes riches et de bonne éducation, dont les corps mutilés furent abandonnés aux bêtes féroces de la vallée. Le massacre terminé, paysans et gendarmes se réunirent dans le cabaret de l'endroit, pour y comparer leurs rapports et se vanter du nombre de « *giaours* » que chacun d'eux avaient tué.

A Trébizonde les victimes furent embarquées sur des bateaux et expédiées dans la mer Noire, où des gendarmes les rejoignirent, les tuèrent et jetèrent leur corps à la mer.

Par conséquent, lorsque l'ordre était donné aux caravanes de se mettre en route, elles ne se composaient plus que de femmes, d'enfants et de vieillards. Tous ceux qui auraient pu les secourir avaient été précédemment exécutés. Et souvent lorsque la masse des exilés s'ébranlait, le préfet de la cité leur souhaitait un ironique « bon voyage ». Avant de partir, on offrait parfois aux femmes de se convertir au mahométisme ; or, celles qui embrassaient la nouvelle religion n'étaient pas encore au bout de leurs

souffrances. On les forçait à abandonner leurs enfants à un prétendu « Orphelinat mahométan » afin d'y être élevés en disciples fidèles du Prophète ; tandis qu'elles-mêmes devaient prouver la sincérité de leur conversion en renonçant à leurs maris chrétiens pour épouser des Mahométans ; toutefois si le prétendant n'était point foncièrement dévot, la nouvelle convertie était déportée malgré ses protestations de foi islamique.

Tout d'abord, le gouvernement avait paru disposé à protéger ces masses en route pour l'exil : les officiers les divisaient en convois de plusieurs centaines ou de plusieurs milliers. De temps en temps, les autorités civiles fournissaient des chars à bœufs où s'entassaient les meubles que les déportés avaient pu réunir à la hâte. Un détachement de gendarmes escortait chaque convoi, en apparence pour le guider et le protéger. Des femmes, peu vêtues, portant leurs enfants sur les bras ou sur le dos, cheminaient à côté de vieillards qui marchaient clopin-clopant, aidés de leur bâton. Des enfants couraient le long du cortège, amusés par ce qui leur semblait un nouveau divertissement. Ça et là quelque particulier, favorisé de la fortune, emmenait avec lui un cheval ou un âne ; parfois aussi un fermier avait pu sauver une vache ou une brebis qui s'avancait péniblement à ses côtés, tandis que tout un choix d'animaux domestiques, chiens, chats et oiseaux, complétaient ce bizarre et lamentable assemblage.

Il en partait ainsi des milliers de villes et de villages arméniens, couvrant toutes les routes dans la direction du sud, soulevant à leur passage des nuages de sable et abandonnant sur leur parcours des débris de toutes sortes : chaises, couvertures, draps, ustensiles de cuisine et autres objets encombrants.

Au départ, ces malheureux ressemblaient encore à des créatures humaines ; mais après quelques heures, lorsque la poussière du chemin avait flétri leur visage et leurs habits, et que la boue avait durci sur leurs pieds, souvent harassés de fatigue ou annihilés par la brutalité de leurs conduc-

teurs, ils n'avaient plus l'air que d'animaux inconnus et étranges. Néanmoins pendant près de six mois, d'avril à octobre 1913, presque toutes les grandes voies d'Asie Mineure débordèrent de ces hordes d'exilés. On aurait pu les voir longeant les vallées, ou grimpant les flancs de presque toutes les montagnes, marchant et marchant encore sans savoir où, sinon que chaque sentier menait à la mort. Villages après villages, villes après villes, furent dépouillés de leur population arménienne, dans des conditions similaires. Pendant ces six mois, autant qu'on en puisse juger, environ 1.200.000 personnes furent dirigées sur le désert de Syrie. « Priez pour nous », disaient-ils en quittant les foyers que deux mille cinq cents ans auparavant leurs ancêtres avaient fondés. « Nous ne vous reverrons plus sur cette terre, mais nous vous retrouverons un jour. Priez pour nous ! » Ils avaient à peine quitté le sol natal que les supplices commençaient ; les chemins qu'ils devaient suivre n'étaient que des sentiers de mulets où se disloquait la procession, transformée en une cohue informe et confuse. Les femmes étaient séparées de leurs enfants et les maris de leurs femmes. Les vieillards restaient derrière épuisés, les pieds endoloris. D'un autre côté, les conducteurs de chars à bœufs, après avoir extorqué à leurs clients leur dernier sou, les jetaient à terre, eux et leurs biens, faisaient demi tour et s'en retournaient au village, en quête de nouvelles victimes. Ainsi donc en peu de temps tous, jeunes et vieux, se trouvaient forcés de voyager à pied ; et les gendarmes, que le gouvernement avait envoyés soi-disant pour protéger les exilés, se transformaient en véritables bourreaux. Ils les suivaient baïonnette au canon, éperonnant quiconque faisait mine de ralentir l'allure. Ceux qui essayaient de s'arrêter pour reprendre haleine, ou qui tombaient sur la route, brisés de fatigue, étaient brutalisés et contraints de rejoindre au plus vite la masse houleuse. Ils maltraièrent même les femmes enceintes, et si l'une d'elles, comme cela arriva plus d'une fois, accouchait le long de la route, ils l'obligeaient à se lever immédiatement et à rejoindre la caravane. D'autre

part, pendant tout le voyage, il fallut sans cesse se battre contre les habitants mahométans. Des détachements de gendarmes partaient en tête, pour annoncer aux tribus Kurdes que leurs victimes approchaient et aux paysans turcs que leur désir était enfin réalisé. Le gouvernement lui-même ouvrit les prisons et relâcha les criminels, à la condition qu'ils se conduiraient en bons Mahométans à leur approche. Ainsi chaque convoi avait à défendre son existence contre plusieurs catégories d'ennemis : les gendarmes qui les escortaient, les paysans des villages turcs, les tribus kurdes et les bandes de *Chétés* ou brigands. Et nous ne devons pas oublier que les hommes, qui auraient pu protéger ces infortunés, avaient presque tous été tués, ou avaient dû s'enrôler comme travailleurs, et que les malheureux déportés avaient été systématiquement dépouillés de leurs armes avant l'exode forcé !

A quelques heures de marche du point de départ, les Kurdes accouraient du haut de leurs montagnes, se précipitaient sur les jeunes filles et, relevant leurs voiles, enlevaient les plus jolies ainsi que les enfants qui leur plaisaient, et pillaient sans pitié toute la caravane, volant l'argent ou dérochant les provisions, abandonnant ainsi les malheureux à la faim et à la détresse. Ils les dépouillaient de leurs vêtements et laissaient parfois hommes et femmes complètement nus. Et tandis qu'ils pillaient, tuaient et massacraient, les cris des vieillards et des femmes augmentaient l'angoisse et l'épouvante générales. Tous ceux qui échappaient aux attaques en rase campagne subissaient de nouvelles horreurs dans les villages mahométans. Là des voyous turcs tombaient sur les femmes qui, ne pouvant supporter leurs terribles épreuves, mouraient ou devenaient folles. Après une nuit passée dans un hideux campement de ce genre, les exilés (plutôt ceux qui avaient survécu !) repartaient le lendemain matin. La férocité des gendarmes semblait augmenter avec la durée du voyage, furieux de ce qu'une partie de la caravane résistât encore. Les Arméniens mouraient par centaines de faim et de soif, et même lors-

qu'ils arrivaient près d'une rivière, les gendarmes, pour le plaisir de les faire souffrir, refusaient de les laisser boire. Le soleil ardent du désert dévorait leur corps à travers leurs légers vêtements ; d'autres, à force de marcher pieds nus sur le sable brûlant, tombaient inanimés par milliers, et malheur à eux ! car ils étaient tués sur place ; de sorte qu'au bout de quelques jours, la caravane n'était plus qu'une horde trébuchante de squelettes, recouverts de poussière, dévorant tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin, affolés par les spectacles affreux qui se déroulaient sans cesse devant leurs yeux, épuisés par toutes les maladies qu'entraînent de telles privations, et cependant obligés de marcher, et de marcher toujours, sous les coups de fouet, de massue et les bâtonnettes de leurs bourreaux.

Ainsi une autre caravane s'égrenait derrière les misérables qui avaient encore la force d'avancer : celle des morts et des corps sans sépulture, des vieillards et des femmes agonisantes, atteints du typhus, de la dysenterie et du choléra, des petits enfants étendus sur le dos, réclamant une dernière fois de leurs cris plaintifs de l'eau et un peu de nourriture. Il y eut des mères qui supplièrent des étrangers de sauver leurs enfants et qui, sur un refus, les jetèrent dans des puits, ou les abandonnèrent derrière des buissons pour qu'ils puissent au moins y mourir en paix. Une troisième catégorie de retardataires était formée par les jeunes filles vendues comme esclaves, souvent pour un medjidie (environ 80 cent.) et qui, après avoir assouvi les désirs brutaux de leurs acheteurs, étaient livrées à la prostitution. Une file de campements, remplis de malades et de moribonds mêlés aux cadavres sans sépulture, ou à demi-enterrés, marquait la direction aux masses mouvantes qui avançaient. Des essaims de vautours les suivaient dans l'air, et des chiens affamés se disputaient les corps des morts.

Mais les scènes les plus horribles se déroulèrent au bord des rivières et en particulier près de l'Euphrate. Quelquefois, en traversant ce fleuve, les gendarmes y poussaient les femmes, tirant sur celles qui essayaient de fuir à la nage.

Souvent aussi, elles s'y précipitaient de leur plein gré avec leurs enfants pour sauver leur honneur. « Dans la dernière semaine de juin (je cite un rapport consulaire) un certain nombre d'Arméniens d'Erzeroum furent déportés, sériés en plusieurs convois, se suivant à peu de jours d'intervalle ; ils moururent en route, soit tués ou noyés. Une M^{me} Zaronhi, personne d'un certain âge et assez riche, ayant été jetée dans l'Euphrate, réussit à s'accrocher à une roche de la rivière, d'où elle gagna la rive et retourna à Erzeroum pour se cacher chez un ami ture. Elle raconta au prince Argoutinsky, le représentant de l'Union Urbaine russe d'Erzeroum, qu'elle frissonnait encore au souvenir des centaines d'enfants passés à la baïonnette par les Tures et précipités dans l'Euphrate, et des hommes et des femmes entièrement dépouillés de leurs vêtements, attachés ensemble par centaines, fusillés et jetés dans le fleuve. Près de Erzinghan, ajouta-t-elle, là où l'Euphrate forme une boucle, des milliers de cadavres obstruaient à tel point le courant, que le fleuve modifia son cours sur plus de 100 mètres. »

C'est absurde de la part du gouvernement ture d'affirmer qu'il fut toujours guidé par l'intention sincère de « transporter les Arméniens dans de nouveaux foyers », et ces détails navrants ne prouvent que trop bien le but véritable d'Enver et de Talaat : l'extermination pure et simple. Combien y en eut-il de ces malheureux qui atteignirent leur destination ? Les épreuves endurées par une seule caravane montrent comment une prétendue déportation se changea vite en une destruction complète. Je tiens ces renseignements directement du consul américain à Aleppo ; ils sont maintenant versés aux Archives de notre Ministère des Affaires étrangères à Washington. Le 1^{er} juin, un convoi de 3.000 Arméniens, pour la plupart des femmes, des jeunes filles et des enfants quitta Harpoot. Suivant la coutume, le gouvernement les fit escorter par 70 gendarmes, sous la direction d'un chef ture... Bey, qui devinrent bientôt, non point leurs protecteurs, mais leurs bourreaux. A peine les déportés s'étaient-ils mis en marche que... Bey

leur extorqua 400 livres, sous prétexte d'en prendre soin jusqu'à leur arrivée à Malatia ; dès qu'il les eut dépouillés de cet argent, qui aurait pu leur procurer un peu de nourriture, il disparut, les abandonnant tous à la pitié généreuse des gendarmes ! Jusqu'à Ras-ul-Ain, première station sur la ligne de Bagdad, la vie des voyageurs ne fut qu'une suite d'horreurs et de souffrances. Les policiers partirent devant, pour annoncer aux tribus sauvages des montagnes l'approche de plusieurs milliers de femmes et de jeunes filles arméniennes. Les Arabes et les Kurdes enlevèrent ces dernières, tandis que les montagnards s'attaquaient aux femmes et que l'escorte prenait aussi part à l'orgie. L'un après l'autre, les quelques hommes du convoi furent tués. Quelques femmes avaient réussi à soustraire, dans leur bouche et leur chevelure, quelque argent à la cupidité de leurs persécuteurs, et en achetèrent des chevaux que les Kurdes finirent cependant par leur voler. Deux jours après, ces derniers passèrent en revue la caravane, comptèrent les hommes qui restaient et en ayant trouvé environ 150, de quinze à quatre-vingt-dix ans, ils les emmenèrent et les massacrèrent jusqu'au dernier. Ce même jour un autre convoi, parti de Sivas, se joignit à celui de Harpoot, tous deux formant alors une agglomération de 18.000 personnes.

Un autre bey kurde prit le commandement, ce qui, à ses yeux, n'était comme pour ses collègues qu'une simple occasion de piller, d'outrager et de tuer. Ce chef de bande convoqua tous ses compagnons et les invita à faire ce qu'il leur plairait de cette masse d'exilés. Chaque jour et chaque nuit, les plus jolies filles disparaissaient ; quelquefois elles revenaient dans un état lamentable qui révélait leurs souffrances. Les traîneurs, que l'âge, les infirmités et la maladie empêchaient de suivre étaient massacrés sur le champ. Chaque fois qu'ils arrivaient dans un nouveau village, les vagabonds de l'endroit étaient autorisés à s'emparer des jeunes Arméniennes. Lorsque les rangs éclaircis des exilés atteignirent l'Euphrate, ils aperçurent 200 cadavres qui flottaient à la surface de l'eau ; ils avaient successivement

été dépouillés de tout, sauf de quelques haillons que les Kurdes leur enlevèrent plus tard ; le convoi tout entier marcha pendant cinq jours, sans vêtements, sous le soleil brûlant du désert ; pendant cinq autres jours ils n'eurent pas un seul morceau de pain et pas une goutte d'eau ! « Des centaines tombaient morts sur la route, dit le rapport. Leur langue était noire comme du charbon et lorsqu'ils aperçurent enfin une fontaine, il s'y précipitèrent tous d'un seul coup ; mais les agents, leur barrant la route, leur défendirent de se désaltérer, car leur intention était de vendre l'eau à raison de une à trois liras la tasse et quelquefois même ils la refusaient, après avoir accepté l'argent. A un autre endroit, où il y avait des puits, quelques femmes s'y précipitèrent, n'ayant ni seau, ni corde pour puiser. Elles s'y noyèrent, ce qui n'empêcha pas leurs compagnons de boire de cette eau empoisonnée par les cadavres. Parfois aussi, quand les puits étaient peu profonds et qu'elles pouvaient y descendre et remonter, les autres se jetaient sur elles pour lécher ou sucer leurs vêtements humides et sales, tant ils avaient soif. Quelquefois les habitants des villages avaient pitié d'eux, leur donnaient de vieux morceaux de toile pour se couvrir, tandis que ceux qui avaient encore de l'argent achetaient des vêtements ; mais il y en eut qui durent marcher ainsi jusqu'à la ville d'Aleppo. Les pauvres femmes honteuses osaient à peine marcher et avançaient courbées en deux. »

Le dix-septième jour, quelques-uns seulement arrivèrent à Aleppo. Des deux convois réunissant 18.000 exilés, exactement 150 femmes et enfants parvinrent à destination. Quelques-unes des autres, les plus séduisantes, vivaient encore captives des Kurdes et des Turcs ; tout le reste était mort.

Mon seul but en insistant sur ces horribles faits est que, sans détails, les lecteurs anglais ne pourraient se faire une idée exacte de cette nation que l'on appelle la Turquie, et encore j'ai omis les éléments les plus affreux, car un récit complet des orgies sadiques, dont ces hommes et femmes

arméniens furent victimes, ne saurait être publié en Amérique¹. Les crimes que l'instinct le plus pervers peut imaginer, les raffinements de persécution et d'injustice que l'imagination la plus vile peut concevoir, devinrent les malheurs journaliers de ce peuple infortuné. Je suis convaincu que l'histoire universelle ne contient pas de plus affreux épisode. Les grandes persécutions des temps passés semblent presque insignifiantes à côté des souffrances endurées par la race arménienne en 1915. Le massacre des Albigeois, au début du XIII^e siècle, a toujours été regardé comme l'un des événements les plus tristes de l'histoire, car environ 60.000 personnes en furent victimes; dans celui de la Saint-Barthélemy, environ 30.000 créatures humaines périrent; les Vêpres Siciliennes, qui ont toujours passé pour être l'un des plus démoniaques transports de fanatisme, causèrent la mort de 8.000 personnes. On a écrit des volumes sur l'Inquisition en Espagne au temps de *Torquemada* et cependant, durant les dix-huit années de son omnipotence, un peu plus seulement de 8.000 hérétiques furent suppliciés. Le seul précédent dans l'histoire, qui ressemble le plus aux déportations arméniennes, semble être l'expulsion des Juifs d'Espagne par Ferdinand et Isabelle. Selon Prescott, 160.000 Juifs furent arrachés à leurs foyers et disséminés au hasard par toute l'Afrique et l'Europe. Et cependant, toutes ces persécutions ne sont rien comparées à celles des Arméniens, qui causèrent la mort d'au moins 600.000 et peut-être même 1.000.000 de personnes. Mais l'idéal qui inspira ces barbares exécutions pouvait être une excuse; elles étaient le résultat du prosélytisme et la plupart des instigateurs croyaient sincèrement qu'ils servaient fidèlement leur Créateur. Sans aucun doute, la populace turque et kurde immolait les Arméniens pour plaire au Dieu de Mahomet, elle y était poussée par leur zèle religieux; mais les hommes qui con-

1. Voir sur cette question: Dr Johannes Lersius, Président de la *Deutsche Orient-Mission* et de la *Société Germano-Américaine*. *Le rapport secret sur les massacres d'Arménie*, publié avec une préface par René Pinon, 1 vol. in-16; Payot éditeur.

curent le crime avaient un tout autre but: étant presque tous athées, ne respectant pas plus le Mahométisme que le Christianisme, leur unique raison fut une question de politique d'Etat, préméditée et impitoyable.

Les Arméniens ne furent pas la seule race qui eut à souffrir de ce projet: « La Turquie aux Turcs ». Ce que je viens de raconter peut également, avec quelques modifications, s'appliquer aux Grecs et aux Syriens. En fait, les Grecs furent les premières victimes de ce projet de nationalisation; j'ai décrit comment, dans les quelques mois qui précédèrent la guerre européenne, le gouvernement ottoman commença à déporter ses sujets grecs le long de la côte d'Asie Mineure. Ces violences ne semblèrent pas intéresser beaucoup l'Europe, ni les États-Unis; cependant, dans l'espace de trois ou quatre mois, environ 400.000 Grecs furent arrachés du littoral méditerranéen où ils avaient vécu si longtemps, et dirigés vers les îles grecques de la mer Egée. En général ces déportations méritaient ce nom, car elles ne furent pour les condamnés qu'un changement de pays effectué sans massacres. Ce fut sans doute l'indifférence du monde civilisé qui encouragea les Turcs à user plus tard de ces procédés en grand, non seulement avec les Grecs, mais encore avec les Arméniens, avec les Syriens, Nestoriens et autres peuples. Bedri Bey avoua même à un de mes secrétaires, que la méthode ayant si bien réussi pour les Grecs, on avait décidé de l'étendre aux autres races de l'Empire.

Le martyre des Grecs se déroula en deux phases, la première avant la guerre, l'autre au début de 1915. Dans la première, les opérations se limitèrent aux Grecs de la côte maritime d'Asie Mineure; dans l'autre, on s'attaqua à ceux qui vivaient en Thrace et dans les territoires environnant la mer de Marmara, les Dardanelles, le Bosphore et la côte de la Mer Noire, et qui furent envoyés, par centaines de mille, vers l'intérieur de l'Asie Mineure. Ils furent traités d'une façon presque analogue aux Arméniens. Ils furent d'abord incorporés à l'armée ottomane, formant des bataillons de travailleurs pour la construction de routes dans le

Caucase et autres zones de combat. Tout comme les Arméniens, ces soldats moururent par milliers de faim, de froid ou privations. Toutes les maisons des villages furent fouillées, les unes après les autres, pour y prendre les armes cachées, et les habitants furent maltraités et torturés comme leurs compagnons arméniens. Ils eurent également à subir des réquisitions forcées, qui n'étaient qu'un pillage à peine dissimulé. Les Turcs voulurent les obliger à se convertir au Mahométisme, enlevèrent les jeunes Grecques, comme les Arméniennes, pour leurs harems, et les petits garçons pour les cacher chez des Mahométans. Ils les accusaient également de n'être pas fidèles au gouvernement ottoman, de ravitailler les sous-marins anglais dans la mer de Marmara et d'espionner ; enfin de pousser la trahison jusqu'à attendre avec impatience le jour, où, délivrés du joug ottoman, ils retourneraient à leur véritable Patrie ! Cette dernière plainte était incontestablement fondée et il était bien naturel, qu'après avoir supporté pendant cinq siècles les pires calamités, cette race rêvât de libération. Les Turcs, comme dans le cas des Arméniens, s'armèrent donc de cette excuse, pour se défaire du peuple tout entier et le conduire par groupes, sous la prétendue protection de gendarmes turcs, vers l'intérieur, la plupart du temps à pied. Il est difficile d'évaluer le nombre exact des exilés ; les estimations varient de 200.000 à 1.000.000. Ces caravanes endurèrent de grandes privations, mais ne furent point soumises à un massacre général comme les Arméniens, ce qui explique l'ignorance du monde extérieur à cet égard. Et cependant ce semblant de considération n'était point de la pitié : les Grecs, au contraire des Arméniens, avaient un gouvernement pour qui le sort de la race était une question d'intérêt vital. A cette époque, les alliés des Allemands craignaient généralement que la Grèce ne se mit du côté de l'Entente ; l'extermination des Grecs en Asie Mineure aurait certainement provoqué un état d'esprit tel, que le roi germanophile aurait été incapable d'empêcher son pays d'entrer en guerre. Ce fut donc par pure raison d'ordre poli-

tique que les Grecs, soumis au joug turc, échappèrent aux tourments affreux qu'endurèrent les Arméniens. Mais néanmoins, leurs souffrances furent grandes et constituent un autre chapitre de la longue série de crimes, dont la Turquie aura à répondre devant le monde civilisé.

CHAPITRE XXV

TALAAT JUSTIFIE

« L'EXTERMINATION ARMÉNIENNE »

Il se passa quelque temps avant que l'histoire des atrocités arméniennes parvint à l'Ambassade américaine, dans tous ses affreux détails. En janvier et en février, des fragments de relations commencèrent à affluer ; par habitude, on les considéra comme de simples témoignages des désordres régnant dans les provinces arméniennes depuis plusieurs années. Vinrent alors des rapports d'Urumia, qu'Enver et Talaat rejetèrent comme des exagérations insensées ; et lorsque nous entendîmes parler, pour la première fois, des troubles de Van, ils déclarèrent également que c'étaient les excès d'une populace en effervescence, et qu'il fallait les réprimer immédiatement. Je vois clairement maintenant, ce qui ne l'était pas à cette époque, que le gouvernement turc avait décidé de cacher ces nouvelles le plus longtemps possible au monde extérieur, et que l'extermination des Arméniens ne viendrait à la connaissance de l'Europe et de l'Amérique qu'après achèvement. Désirant principalement nous la laisser ignorer, ils avaient recours aux tergiversations les plus honteuses, au cours de leurs discussions avec moi ou avec mes collaborateurs.

Au début d'avril, on arrêta à Constantinople environ 200 Arméniens, qui furent envoyés dans l'intérieur. La plupart d'entre eux occupaient d'importantes situations, socialement ou matériellement parlant ; j'en connaissais plusieurs et compatissant à leurs douleurs, j'intercedai en leur

faveur auprès de Talaat. Il me répondit que le gouvernement se trouvait en cas de légitime défense, car les Arméniens à Van venaient de révéler leurs talents révolutionnaires, et que les suspects de Constantinople, par leurs relations avec les Russes, étaient capables de provoquer une insurrection contre le gouvernement ottoman. Le moyen le plus sûr était donc de les expédier à Angora et autres villes éloignées ; Talaat niait que l'expulsion de la population arménienne fit partie d'un programme prémédité, et assurait même que celle-ci ne serait point inquiétée.

Cependant les détails arrivant de l'intérieur se firent plus précis et plus inquiétants. Le rappel de la flotte alliée des Dardanelles changea la face des choses. Jusqu'alors on présentait qu'il se passait des choses anormales dans les provinces arméniennes ; mais lorsqu'on apprit d'une façon certaine que les amis traditionnels de l'Arménie : la Grande-Bretagne, la France et la Russie ne pourraient plus venir en aide à ce peuple malheureux, le masque tomba. Au mois d'avril, je fus subitement obligé de télégraphier en clair à nos consuls ; on appliqua de même une censure très sévère à la correspondance, mesures qui étaient évidemment destinées à cacher les événements d'Asie Mineure, mais bien en vain. Quoique l'on rendit les voyages extrêmement difficiles, certains Américains, principalement des missionnaires, réussirent à passer ; ils vinrent s'asseoir dans mon bureau et pendant des heures me retracèrent, tandis que des larmes coulaient sur leurs joues, toutes les horreurs dont ils avaient été témoins — horreurs dont plusieurs avaient été impressionnés au point d'en tomber malades. Quelques-uns m'apportèrent des lettres de consuls américains, confirmant les détails les plus affreux de leurs récits et en ajoutant d'autres qu'on ne saurait publier. Et de tout cela, se dégageait nettement l'impression que la dépravation et la cruauté infernales des Turcs s'étaient surpassées. Il n'y avait pas d'autre espoir, me disaient-ils, pour sauver environ 2.000.000 d'individus du massacre, de la faim et autres calamités, que l'influence morale des États-Unis !

Les porte-paroles de la nation condamnée déclaraient que si l'ambassadeur américain ne pouvait persuader aux Turcs de mettre un frein à leur rage destructive, la race entière disparaîtrait. Non seulement des missionnaires américains et canadiens me sollicitèrent d'intervenir, mais encore plusieurs de leurs collègues allemands. Tous confirmèrent les choses les plus affreuses qu'on m'eût déjà racontées et accusèrent leur propre patrie d'être sans pitié, ne dissimulant pas non plus leur humiliation d'être Allemands et alliés à un peuple capable de telles infamies ; tous connaissaient trop bien la politique de leur pays pour savoir que celui-ci resterait neutre. Il ne fallait point attendre de secours du Kaiser, disaient-ils, l'Amérique seule peut arrêter ces massacres.

En principe, je n'avais aucun droit d'intervenir. En dépit de la cruauté des faits, tels qu'ils se présentaient, le traitement infligé aux sujets arméniens par le gouvernement ottoman n'était qu'une affaire domestique. A moins que celui-ci ne s'attaquât directement aux vies ou aux intérêts de mes compatriotes, ce n'était pas de mon ressort et, la première fois que j'en réfèrai à Talaat, il sut me le rappeler en termes précis. Cet entretien fut assurément le plus orageux de tous ceux que nous eûmes ensemble. Je venais de recevoir la visite de deux missionnaires, qui me donnèrent des détails complets sur les terribles événements de Konia. Après avoir écouté leurs récits, ne pouvant plus y tenir, j'allai droit à la Sublime Porte. Je vis au premier coup d'œil que Talaat était dans un de ses accès d'humeur féroce. Il avait depuis des mois essayé de faire relâcher deux de ses amis intimes : Ayoub Sabri et Zinnoun, prisonniers des Anglais à Malte ; son insuccès l'irritait et l'ennuyait à ce point qu'il en parlait constamment, s'évertuant à trouver un moyen de les libérer et me demandant même mon aide. Il était en général si courroucé en songeant à ses amis absents, que nous le disions d'humeur « Ayoub Sabri » quand son accueil était notoirement maussade. Le ministre de l'Intérieur traversait précisément une

de ces crises, le matin de ma visite ; une fois de plus, il avait tenté de faire rapatrier les exilés et une fois de plus il avait subi un échec. Comme d'habitude, il tâcha de se montrer calme et courtois envers moi, mais ses phrases courtes et bourruées, sa raideur de bouledogue et ses poignets plantés sur la table, indiquaient que le moment était mal choisi pour faire appel à sa pitié ou à son repentir. Je lui parlai tout d'abord d'un missionnaire canadien, le Dr Mac Naughton, qui subissait en Asie Mineure un traitement des plus rigoureux.

— Cet homme est un agent anglais, me répondit-il, nous en avons les preuves.

— Donnez-les moi, demandai-je.

— Nous ne ferons rien pour aucun Anglais ou Canadien, ajouta-t-il, avant que Ayoub et Zinnoun ne soient libérés.

— Vous m'aviez promis de traiter les Anglais au service des Américains sur le même pied que ceux-ci, répliquai-je.

— Cela se peut, reprit le ministre ; mais une promesse n'est pas éternelle, je l'annule maintenant.

— Si une promesse ne vous engage pas, qu'est-ce qui le fera ?

— Une garantie, répondit-il promptement.

Cette subtilité du caractère ottoman était intéressante au point de vue psychologique ; mais j'avais des questions d'ordre plus pratique à régler en ce moment, aussi commençai-je à lui parler des Arméniens de Konia. Dès mes premiers mots, son attitude devint de plus en plus belliqueuse ; il se redressa, prêt au combat et les yeux enflammés, les mâchoires serrées, il se pencha vers moi et me dit d'un ton bourru : « Sont-ils Américains ? »

La forme de cette question n'avait rien de protocolaire, c'était une simple façon de me dire que cela ne me regardait pas ; il n'hésita pas à me le dire catégoriquement :

— On ne peut se fier aux Arméniens, prononça-t-il ; et de plus, nos procédés vis-à-vis d'eux ne sont pas l'affaire des États-Unis.

J'objectai que, me considérant leur ami, j'étais outré par la façon dont on les traitait ; mais secouant la tête, il refusa de discuter davantage. Je vis que je n'obtiendrais rien en insistant ce jour-là et j'intercédai encore en faveur d'un autre sujet anglais, également maltraité.

— C'est un Anglais, n'est-ce pas ? répondit Talaat, alors j'en ferai ce que bon me semblera.

— Mangez-le donc si cela vous convient, répliquai-je.

— Non ! Je ne le digérerai pas, conclut-il.

Il était absolument hors de lui : *Gott strafe England !* s'exclama-t-il employant les quelques mots d'allemand qu'il possédait. « Quant à vos Arméniens, poursuivit-il, nous nous moquons de ce qui peut arriver ; nous vivons au jour le jour ! Et pour ce qui est des Anglais, je voudrais que vous télégraphiez à Washington, que nous ne ferons rien pour eux tant que Ayoub Sabri et Zinnoun ne seront pas relâchés ».

Puis se penchant et posant sa tête entre ses mains, il articula en mauvais anglais, probablement toute sa science en cette langue : « Ayoub-Sabri ! *hemybrudder !* »

Néanmoins, je plaidai encore une fois la cause du Dr Mac Naughton.

— Ce n'est pas un Américain, contesta Talaat, c'est un Canadien.

— C'est presque la même chose.

— Alors, répliqua-t-il, si je lui rends la liberté, voulez-vous me promettre que les États-Unis annexeront le Canada ?

— Je vous en donne ma parole, dis-je entrant à mon tour dans sa plaisanterie.

— Chaque fois que vous venez ici, soupira le ministre, vous vous arrangez toujours pour m'extorquer quelque chose. C'est bien, vous pouvez avoir votre Mac Naughton !

Semblable entretien n'avait rien d'encourageant pour ma campagne en faveur des Arméniens. Mais Talaat n'était pas toujours d'humeur aussi exécrationnelle, il en changeait comme un enfant, tantôt farouche et intraitable, tantôt

d'une gaieté exubérante et conciliante. Il était donc prudent d'attendre un de ses meilleurs moments pour aborder un sujet qui le mettait hors de lui. L'occasion s'en présenta bientôt ; quelques jours après cette entrevue, je lui fis une seconde visite ; dès qu'il me vit, il s'empressa d'ouvrir son secrétaire et en retira une poignée de câblogrammes sur papier jaune :

— Pourquoi ne nous donnez-vous pas cet argent ? dit-il en ricanant.

— Quel argent ? demandai-je.

— Voici un câblogramme pour vous d'Amérique, vous envoyant une grosse somme pour les Arméniens ; vous devriez en faire meilleur usage et nous la remettre à nous Turcs ; nous en avons autant besoin qu'eux.

— Je n'ai rien reçu, répondis-je.

— Oh non ! mais ça viendra, j'ai toujours la primeur de vos nouvelles, savez-vous, avant de vous les faire parvenir.

C'était parfaitement vrai ; chaque matin, les télégrammes ouverts, reçus à Constantinople, étaient envoyés à Talaat qui les lisait tous, avant de les laisser parvenir à destination et même ceux adressés aux ambassadeurs, sauf naturellement les messages chiffrés. Dans une autre circonstance j'aurais protesté contre cette violation de mes droits, mais la franchise de mon interlocuteur me plut et me fournit une excellente occasion d'aborder le sujet défendu.

Cette fois encore il se montra évasif, de peur de se compromettre, et ne sembla pas satisfait de l'intérêt que mes compatriotes manifestaient vis-à-vis des Arméniens, expliquant sa politique par le fait que ces derniers étaient en relation constante avec les Russes ; j'eus l'impression très nette, qu'en définitive, Talaat était leur ennemi le plus implacable. « Je m'aperçois, écrivis-je dans mon *Journal* à la date du 3 août, que c'est lui l'instigateur le plus acharné des souffrances de ces pauvres gens. » Il m'apprit que le Comité « Union et Progrès » avait examiné la question avec soin et que la politique actuelle était officiellement celle du gouvernement, ajoutant qu'il ne fallait pas croire que

les déportations eussent été décidées à la hâte, mais qu'elles étaient au contraire le résultat de longues et sérieuses délibérations. A mes requêtes successives en faveur de ce peuple, il me répondait sur un ton tantôt sérieux, tantôt fâché et parfois même dégagé.

— Je me propose, me dit-il, de discuter un jour avec vous la question arménienne tout entière ; puis il ajouta à voix basse en turc : « Mais ce jour ne viendra jamais ».

— D'ailleurs pourquoi vous intéressez-vous aux Arméniens ? me demanda-t-il une autre fois. Vous êtes Juif, et ces gens sont Chrétiens. Les Mahométans et les Juifs s'entendent on ne peut mieux. Vous êtes bien considéré ici. De quoi vous plaignez-vous ? Pourquoi ne pas nous laisser faire de ces Chrétiens ce que nous voulons ?

J'ai souvent remarqué que les Turcs considèrent presque tout, en partant d'un point de vue personnel ; toutefois cette considération m'étonna fort, bien qu'elle ne fût que le parfait reflet de la mentalité turque. Le fait qu'en dehors des considérations de race et de religion, il y eût des choses telles que l'humanité et la civilisation, n'étaient jamais entrées dans leur esprit ; ils admettent qu'un Chrétien se batte pour un Chrétien et un Juif pour un Juif, mais ils ne conçoivent pas des abstractions, comme la justice ou la bienveillance.

— Vous ne semblez pas comprendre, répondis-je, que je ne suis pas ici en qualité de Juif, mais comme ambassadeur américain. Mon pays contient plus de 97.000.000 de Chrétiens et moins de 3.000.000 de Juifs ; de sorte que, par mon titre, je représente 97 % de cette population de Chrétiens. Or la question n'est pas là. Je ne m'adresse pas à vous au nom d'une race ou d'une religion, mais simplement au nom de l'humanité. Vous m'avez dit plusieurs fois que vous désiriez faire de la Turquie une nation marchant avec le progrès ; la façon dont vous agissez avec les Arméniens ne vous aidera pas à réaliser ce vœu, au contraire ! on vous considérera comme un peuple réactionnaire, bien en retard sur les autres.

— Nous traitons bien les Américains ; je ne vois pas de quoi vous vous plaindriez.

— Ces persécutions, répondis-je, sont précisément un outrage fait aux Américains. Il faut partir d'un principe humanitaire et non point baser vos vues sur des différences de race, sinon les États-Unis ne vous considéreront pas en amis et en égaux. De plus, vous devez comprendre les grands changements qui s'effectuent en ce moment dans le monde des Chrétiens sur toute la terre ; ils oublient ce qui les séparait et toutes les sectes se sont fondues en une seule. Vous méprisez les missionnaires américains ; n'oubliez pas que leur travail d'évangélisation est approuvé par l'élite de notre pays, qui le considère au point de vue éducatif ; nous ne sommes pas purement matérialistes et faiseurs de fortune, mais encore profondément altruistes et désireux de répandre la justice et la civilisation dans tout l'Univers. A la fin de cette guerre, vous vous trouverez en face d'une nouvelle situation. Vous dites que si vous êtes victorieux, vous pourrez narguer le monde ; vous vous trompez : il vous faudra faire face à l'opinion publique dans tous les pays, et surtout aux États-Unis ; et notre peuple n'oubliera jamais ces massacres, cette odieuse et systématique destruction des Chrétiens en Turquie et considérera comme des criminels ceux qui en sont responsables. Vous ne pourrez plus alors invoquer votre position politique et dire que vous avez agi en tant que ministre de l'Intérieur, et non point en tant que Talaat. Vous blâmez toute idée de justice dans le sens où nous l'entendons chez nous.

Chose curieuse, mes remarques ne parurent point l'offenser et ne l'ébranlèrent pas plus que si j'eusse parlé à un morceau de bois. Mais laissant de côté mes abstractions, il en vint à quelque chose de plus défini.

— Les Arméniens, dit-il, ont refusé de poser les armes quand on les en a priés ; ils nous ont résisté à Van et à Zeitoun, ce sont les alliés des Russes. Il n'y a pour nous qu'un seul moyen de nous protéger à l'avenir, c'est précisément la déportation.

— Supposez même que quelques Arméniens vous aient trahi, ce n'est pas une raison pour anéantir la race tout entière et faire souffrir des femmes et des enfants.

— C'est inévitable, répliqua-t-il.

Une réponse qu'il fit plus tard à un reporter du *Berliner Tageblatt*, lui posant la même question, m'éclaira davantage sur ses sentiments : « On nous a reproché, dit-il, de n'avoir pas fait parmi les Arméniens de différence entre les innocents et les coupables ; c'était absolument impossible, car les innocents d'aujourd'hui seront peut-être les coupables de demain ».

Une des raisons pour lesquelles Talaat répugnait à parler de cette question avec moi venait de ce que l'employé de l'ambassade qui nous servait d'interprète était lui-même un Arménien. Au début d'août il m'envoya un messenger spécial, me demandant si je ne pouvais le recevoir seul, désirant discuter à fond le problème arménien et spécifiant qu'il serait son propre interprète ; pour la première fois, il me reconnaissait le droit de m'y intéresser.

L'entrevue eut lieu deux jours après. Le hasard voulut que depuis ma dernière visite j'eusse fait couper ma barbe. Dès que j'entrai, le ministre me dit sur un ton railleur : « Vous voilà redevenu un jeune homme, si jeune que je ne puis plus vous demander conseil et avis comme autrefois.

— J'ai fait couper ma barbe, répondis-je, parce qu'elle était devenue toute blanche à la suite des douleurs que me causa votre traitement des Arméniens.

Après cet échange de compliments, nous nous mîmes sérieusement à discuter l'objet de sa visite.

— Je vous ai demandé de venir aujourd'hui, commençait-il, désirant vous expliquer notre attitude à l'égard des Arméniens ; elle est basée sur trois points distincts : en premier lieu, les Arméniens se sont enrichis aux dépens des Turcs ; secondement, ils ont résolu de se soustraire à notre domination et de créer un état indépendant ; enfin ils ont ouvertement aidé nos ennemis, secouru les Russes dans le

Caucase et par là causé nos revers. Nous avons donc pris la décision irrévocable de les rendre impuissants avant la fin de la guerre.

Je pouvais amplement réfuter chacun de ces points. La première objection n'était qu'un aveu de la supériorité des Arméniens, au point de vue de leur capacité industrielle, sur les Turcs paresseux et bornés. L'idée de les massacrer, pour détruire la concurrence commerciale, n'était vraiment pas banale ! Quant à l'accusation principale, à savoir que les Arméniens conspiraient contre la Turquie et sympathisaient ouvertement avec ses ennemis, provenait de ce que depuis des années les Arméniens s'adressaient sans cesse aux Puissances européennes pour les protéger contre le vol, le meurtre et l'outrage. Le problème Arménien, comme tous les conflits de races, était le résultat de siècles de mauvais traitements et d'injustice. Il n'y aurait eu qu'une seule solution ; élaborer un système de gouvernement basé sur l'égalité de tous les citoyens et d'après lequel les criminels auraient été châtiés, en tant qu'individus, et non point par rapport à leur nationalité. Je discutai longuement ces questions et quelques autres s'y rattachant.

— Ce n'est pas la peine d'argumenter, objecta Talaat, nous avons déjà liquidé la situation des trois quarts des Arméniens ; il n'y en a plus à Bitlis, ni à Van, ni à Erzeroum. La haine entre les deux races est si intense qu'il nous faut en finir avec eux, sinon nous devons craindre leur vengeance.

— Puisque vous vous souciez peu du point de vue humanitaire, lui fis-je observer, pensez aux pertes matérielles ; ce sont les Arméniens qui font la prospérité du pays, ils sont à la tête d'un grand nombre de vos industries et sont vos plus gros contribuables. Qu'advient-il de votre commerce si vous les supprimez ?

— Nous nous moquons des dommages économiques, répliqua Talaat, nous les avons estimés et savons qu'ils ne dépasseront pas 3.000.000 de livres ; cela ne nous inquiète pas. Je vous ai demandé de venir ici, afin de vous faire

savoir que notre attitude à ce sujet est absolument déterminée et que rien ne la fera changer. Nous ne voulons plus voir d'Arméniens en Anatolie, ils peuvent vivre dans le désert, mais nulle part ailleurs.

J'essayai encore de le convaincre que leurs procédés ruinaient son pays aux yeux du monde et que celui-ci ne s'en relèverait jamais.

— Vous vous trompez grandement, répétais-je à trois reprises différentes.

— Oui, nous commettons pas mal d'erreurs ; mais, ajouta-t-il en rapprochant ses lèvres et secouant la tête, nous ne les regrettons jamais.

J'eus avec lui plusieurs autres conversations sur le même sujet, sans parvenir à l'émouvoir si peu que ce fût. Il revenait toujours à l'argument qu'il avait exposé dans cet entretien, se montrant prêt à accueillir favorablement toute requête concernant des Américains ou même des Français et des Anglais, sans me faire la plus minime concession quand il s'agissait d'Arméniens. La question semblait lui tenir profondément à cœur, et sa haine s'accroître avec les événements. Un jour que je discutais le cas d'un certain Arménien, je l'assurai qu'il avait tort de le regarder comme un de leurs ennemis, car il ne leur était nullement hostile :

— Aucun Arménien ne peut être notre ami, après ce que nous leur avons fait, répondit-il.

Cela n'empêcha pas cependant Talaat de me demander la chose la plus étonnante du monde. La *New York Life Insurance Company* et l'*Equitable Life of New York* avaient depuis des années fait des affaires considérables avec les Arméniens. L'habitude d'assurer leur vie n'était qu'une autre preuve de leur prospérité.

— Je voudrais, dit Talaat, que vous me fassiez avoir par les Compagnies américaines d'assurances sur la vie une liste complète de leurs clients arméniens, car ils sont presque tous morts maintenant, sans laisser d'héritiers ; leur argent revient par conséquent au gouvernement, c'est lui qui doit en bénéficier. Voulez-vous me rendre ce service ?

C'en était trop, et furieux je lui dis : « Ne comptez pas sur moi pour vous procurer ces listes » et me levant, je le quittai.

Un autre incident provoqua chez Talaat un de ses accès d'humeur les plus féroces. A la fin de septembre, Mrs. Morgenthau partit pour l'Amérique ; les supplices des Arméniens l'avaient énormément affectée, et, ne pouvant plus supporter de vivre dans un tel pays, elle avait décidé de retourner en Amérique, non sans tenter toutefois une dernière démarche en leur faveur. Elle passa par la Bulgarie, car on lui avait fait savoir que la reine Eléonore serait contente de la recevoir ; peut-être était-ce dû à ce que Mrs. Morgenthau, on le savait, s'occupait activement d'œuvres sociales. La Reine Eléonore, femme d'esprit cultivé, menait depuis longtemps une existence triste et retirée, consacrant la plus grande partie de ses loisirs à combattre le paupérisme en Bulgarie. Elle connaissait à fond toutes nos institutions philanthropiques et quelques années auparavant avait fait un voyage aux Etats-Unis pour en étudier le fonctionnement sur place. A cette époque, elle avait, auprès d'elle deux infirmières américaines du *Henry Street Settlement*, de New York, qui initiaient un groupe de jeunes filles bulgares aux méthodes de travail de la Croix Rouge Américaine. L'unique but de la visite de ma femme était d'intéresser la Reine au triste sort des Arméniens ; une fois de plus la question de l'entrée en guerre de la Bulgarie traversait une phase critique, et la Turquie était disposée à faire des concessions pour gagner cette nation à sa cause ; le moment était donc bien choisi pour une telle requête. La Reine reçut Mrs. Morgenthau sans cérémonie et ma femme s'entretint avec elle, pendant une heure environ, de la question arménienne. Presque tout ce qu'elle lui en dit était nouveau pour son interlocutrice royale, peu de chose en ayant jusqu'ici transpiré, et la Reine étant une de ces personnes à qui l'on peut cacher la vérité aussi longtemps que possible. Mrs. Morgenthau lui raconta donc en détails la façon dont les femmes et enfants arméniens avaient été

traités et lui demanda d'intervenir, ajoutant même que ce serait terrible pour la Bulgarie qui, dans le passé, avait connu semblables rigueurs de la part des Turcs, de devenir maintenant leur alliée. La Reine parut infiniment touchée, remercia ma femme de l'avoir mise au courant et promit de s'occuper sur le champ des malheureux déportés. Au moment même où ma femme prenait congé, elle aperçut, debout près de la porte, le duc de Mecklembourg qui se trouvait alors à Sofia pour essayer d'amener la Bulgarie à déclarer la guerre. La Reine le présenta à ma femme; le duc fut courtois, mais parut plutôt froid et offensé, ses manières et surtout les regards sévères qu'il lançait à Mrs. Morgenthau prouvaient qu'il avait entendu une grande partie de la conversation. Il est évident qu'au moment même où il s'efforçait d'amener la Bulgarie à se ranger du côté de l'Allemagne, le motif de l'intercession de ma femme auprès de la Reine n'était point pour lui plaire.

Celle-ci s'intéressa immédiatement à la cause arménienne et le ministre du Czar Ferdinand à Constantinople reçut ordre de protester contre ces atrocités, protestations qui n'aboutirent à rien, sinon à provoquer momentanément la colère de Talaat contre l'ambassadeur américain, ce dont je m'aperçus quelques jours après, en me rendant à la Sublime Porte pour affaires de service; il répondit à la plupart de mes questions par des monosyllabes, lancées sur un ton bourru.

Je ne connus que plus tard la cause de ce redoublement d'humeur, lorsqu'avec l'entrée en guerre de la Bulgarie, le grand Boss de Turquie eut recouvré sa jovialité habituelle.

Son point de vue, dans la question arménienne est tout entier résumé dans l'orgueilleuse fanfaronnade qu'il se permit vis-à-vis de ses amis: « J'ai plus fait en trois mois pour résoudre le problème arménien qu'Abdul Hamid en trente ans! »

CHAPITRE XXVI

ENVER DISCUTE LA QUESTION ARMÉNIENNE

Tout en m'adressant à Talaat, je m'efforçais d'exercer semblable pression sur Enver, qui, ainsi que je l'ai dit, était très différent de son collègue, cachait mieux ses sentiments, se montrait généralement affable, impassible et d'une politesse scrupuleuse. Il affecta aussi moins d'intransigeance que lui à propos des Arméniens, traita de folles exagérations les premiers récits qui nous parvinrent de leurs persécutions, déclara que les troubles de Van n'étaient qu'une répercussion de la guerre et tâcha de me persuader qu'il n'était nullement question d'anéantir la race arménienne. Cependant, tandis qu'il essayait d'endormir mes craintes, il tenait un langage opposé à d'autres personnes — ce dont je fus informé —; notamment au Dr Lepsius, Président de la *Deutsche Orient Mission*, lequel était depuis longtemps, de par ses fonctions de missionnaire, en contact intime avec la race opprimée. En 1893, il avait été témoin des massacres que l'on connaît, à la suite desquels il avait recueilli des sommes d'argent considérables, destinées à la fondation d'orphelinats pour les enfants des victimes. Il revint en 1915 s'enquérir de la situation faite à ses protégés, envoyé par son institution; sur sa demande, je l'autorisai à prendre connaissance des rapports de nos consuls; les documents, appuyés par des informations qui lui furent en grande partie fournies par des missionnaires allemands de l'intérieur, ne laissèrent aucun doute dans son esprit, quant à la politique turque. Il s'indignait surtout de la conduite de son gouver-

nement, honteux d'être sujet d'une nation chrétienne ne faisant rien pour prévenir les massacres de coreligionnaires. Enver ne lui en cacha d'ailleurs pas la raison d'État, lui avouant en quelques mots que l'occasion était unique pour se débarrasser des Arméniens et qu'ils étaient décidés à en profiter. Cette franchise le renversa.

Entre temps, Enver ne se montra pas moins catégorique avec moi ; les rapports détaillés qui m'étaient parvenus rendaient d'ailleurs inutile de dissimuler plus longtemps la situation véritable. Nous eûmes donc à ce sujet de longues discussions, voire même orageuses. Une surtout est demeurée très nette dans mes souvenirs, par les arguments précis qu'Enver m'exposa, en réponse à la demande d'explications que j'avais formulée.

— Les Arméniens ont été prévenus à temps, commençait-il, de ce qui leur arriverait s'ils passaient à l'ennemi. Il y a trois mois, j'ai fait venir leur Patriarche et lui ai notifié que si ses compatriotes essayaient de fomenter une révolution, ou d'aider les Russes, je ne serais pas responsable des conséquences. Mon avis resta sans effet, au double point de vue révolte et désertion. Vous êtes au courant de ce qui s'est passé à Van, où s'étant emparés du pouvoir, ils jetèrent des bombes sur les bâtiments du gouvernement et tuèrent un grand nombre de Mahométans. Nous savions, d'autre part, qu'ils tramaient des soulèvements ailleurs. Vous devez comprendre que, tandis que nous nous battons aux Dardanelles, pour notre propre existence, sacrifiant des milliers d'hommes, nous n'allons pas laisser ces gens nous frapper dans le dos chez nous. Il est parfaitement exact que je ne suis pas opposé aux Arméniens, en tant que race ; j'admire beaucoup leur intelligence et leurs capacités ; rien ne me ferait plus de plaisir que de les voir entièrement incorporés à notre population. Mais s'ils s'allient à nos ennemis, comme ils l'ont fait dans la province de Van, il faudra qu'on les détruise. J'ai veillé à ce qu'on ne commette pas d'injustice ; tout dernièrement encore, j'ai donné des ordres pour que trois Arméniens déportés fussent renvoyés dans leur foyer,

lorsque je m'aperçus qu'ils étaient innocents. La Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique ne leur rendent aucun service en sympathisant avec eux et en les encourageant, car je sais l'influence que cela peut avoir sur un peuple aux tendances révolutionnaires. Lorsque notre Parti Union et Progrès s'attaqua à Abdul Hamid, tout l'appui moral nous vint du dehors, et fut en vérité une des grandes causes de notre succès. C'est ce qui pourrait arriver dans le cas des Arméniens et je suis convaincu que, s'ils n'étaient pas soutenus par les pays étrangers, ils abandonneraient vite leur opposition au gouvernement actuel et deviendraient des citoyens soumis et fidèles. Mais nous les tenons entièrement en notre pouvoir ; aujourd'hui, il nous est facile de nous venger des fomenteurs de troubles.

— Cependant, lui dis-je, supposons que tout cela soit vrai, pourquoi ne pas punir que les coupables ? Pourquoi sacrifier toute une race, sous le prétexte de crimes individuels ?

— Vous auriez raison en temps de paix, me répondit-il, où l'on peut user de moyens platoniques pour calmer les Grecs et les Arméniens ; tandis qu'en temps de guerre, il ne nous est pas possible de faire des enquêtes et de juger, il nous faut agir promptement, résolument. Je crois aussi que les Arméniens se trompent en comptant sur les Russes qui, à mon avis, préféreraient les voir morts que vivants, car ils sont aussi dangereux pour eux, que pour nous. S'ils réussissaient à former un gouvernement indépendant en Turquie, leurs frères de Russie suivraient leur exemple. De plus, les Arméniens se sont rendus coupables de massacres : rien qu'à Van, 30.000 Turcs seulement ont pu échapper, tout le reste a été tué par les Arméniens et les Kurdes. J'ai essayé de protéger les non-combattants au Caucase et j'ai donné des ordres pour qu'on les épargnât ; mais je m'aperçus que je n'avais aucun pouvoir en l'occurrence. Il y a environ 70.000 Arméniens à Constantinople qui ne seront pas inquiétés, sauf les Dashnaguists¹ et ceux

1. Ce mot signifie en arménien : *harmonie* ; il sert à désigner le plus important parti politique arménien. Bien que partisan de la Constitution

qui complotent contre les Turcs. Je crois, cependant, que vous pouvez vous tranquilliser à leur sujet, car il n'y aura plus de massacres.

Je ne pris pas au sérieux la dernière déclaration de mon interlocuteur. Et en effet, au moment précis de cette conversation, massacres et déportations bouleversaient les provinces arméniennes, se continuant sans interruption pendant plusieurs mois.

Dès que les rapports de ces tristes exploits arrivèrent aux États-Unis, on s'y préoccupa aussitôt d'organiser des secours. A la fin de juillet, j'appris que 5.000 Arméniens de Zeitoun et Sultanié n'avaient pas la moindre nourriture. J'en parlai à Enver qui me promit formellement d'y remédier, tout en faisant des réserves, parce que des représentants américains désiraient se rendre auprès des victimes pour les aider et les soulager.

— Cela ne fera que les encourager et envenimer la situation, déclara-t-il. Il y a environ 28 millions d'habitants en Turquie et un million d'Arméniens, et nous ne voulons pas que ce million trouble la paix des autres. Le grand obstacle à notre entente avec eux, ce sont leurs idées séparatistes ; ils veulent leur autonomie, si bien qu'ils se sont laissé duper par les Russes, sur l'amitié desquels ils comptent et qu'ils ont aidés dans cette guerre. Nous sommes résolus à ce qu'ils se conduisent comme les Turcs. N'oubliez pas que lorsque nous entreprîmes notre révolution, celle de 1908, nous n'étions que 200 ; mais en dépit de ce petit nombre de partisans, nous avons pu abuser le Sultan et le public et leur faire croire que nous étions infiniment plus nombreux et plus puissants que nous ne l'étions en réalité. Nous leur en avons imposé à tous par notre audace et nous avons pu ainsi établir la Constitution ; c'est donc notre propre expérience de révolutionnaires qui nous fait redouter les Armé-

en Turquie, ce parti est de tendances révolutionnaires ; Talaat et Enver lui furent d'abord favorables, mais le combattirent ensuite, effrayés de ses projets.

N. d. T.

niens ; et si 200 Turcs ont pu renverser le gouvernement, quelques centaines d'Arméniens instruits et intelligents peuvent mener à bien semblable entreprise. Nous avons donc décidé de les disperser, pour les empêcher de nous nuire. Comme je vous l'ai déjà dit, j'ai averti leur Patriarche que s'ils nous attaquaient, pendant que nous étions en guerre avec les nations étrangères, nous nous vengerions et cette fois, sans trêve ni merci.

Enver restait profondément irrité à l'idée que nos missionnaires (ou autre amis de la race arménienne) leur viendraient en aide matériellement et moralement : « En vérité, on leur témoigne trop d'intérêt », répétait-il sans cesse.

Une autre fois, ayant proposé que certains Américains se rendissent à Tarsus et à Marsovan, il m'objecta : « S'ils y vont, je crains que les gens de l'endroit ne se fâchent et ne se montrent disposés à provoquer de fâcheux incidents ; il est donc préférable, dans l'intérêt des Arméniens, que les missionnaires américains s'abstiennent de s'occuper d'eux sur place. »

— Vous êtes en train de ruiner votre pays au point de vue économique, lui fis-je remarquer dans une occasion, ainsi que je l'avais déjà dit à Talaat ; et il me fit d'ailleurs une réponse analogue à la sienne, me prouvant que la question avait été soigneusement étudiée par le ministère entier.

— Les considérations d'ordre économique importent peu, en ce moment. Notre seul souci est de gagner (*sic*) ; dans ce cas, tout sera parfait, sinon tout sera perdu. Notre situation est désespérée, je l'avoue, et nous nous battons avec l'énergie du désespoir, ce n'est pas le moment de laisser les Arméniens nous attaquer par derrière.

La nécessité de secourir les Arméniens affamés devenait de plus en plus pressante ; mais Enver persistait à empêcher mes compatriotes de s'en charger.

— Comment pourrions-nous donner du pain aux Arméniens, déclara-t-il, quand nous en manquons pour notre propre peuple ? Je sais qu'ils souffrent, qu'il est fort probable qu'ils n'auront pas de pain cet hiver ; or, il nous est

fort difficile d'obtenir de la farine et des vêtements, même ici à Constantinople.

Croyant obtenir gain de cause, je répliquai que j'avais de l'argent et que les missionnaires américains avaient hâte de le dépenser pour soulager les réfugiés.

— Mais nous n'avons pas besoin que vous ravitailliez les Arméniens, m'assura-t-il ; c'est le plus grand malheur qui puisse leur arriver. Je répète qu'ils escomptent la sympathie des pays étrangers ; c'est ce qui les pousse à nous résister et attire sur eux toutes leurs misères. Si vous entreprenez de leur distribuer des vivres et des vêtements, ils vont de suite voir en vous des amis puissants. Leur esprit de révolte n'en sera que renforcé et il faudra les punir encore plus sévèrement. Remettez-nous l'argent que vous avez reçu pour eux, nous veillerons à ce qu'il soit employé à les assister.

Il me fit cette proposition sans broncher et la renouvela plusieurs fois. Et tandis qu'il me suggérait ce plan de secours, les gendarmes et les fonctionnaires turcs, non contents de dépouiller les Arméniens de leurs biens domestiques, de leurs vivres et de leur argent, volaient encore aux femmes jusqu'à leurs derniers haillons et les éperonnaient de leurs baïonnettes, alors qu'à peine vêtues elles trébuchaient à travers le désert en feu. Et voilà que le Ministre de la guerre me proposait de donner notre argent à ces mêmes gardiens de la loi, pour le répartir aux malheureux qui leur étaient confiés !

Toutefois, il me fallait agir avec tact et je dus répondre :

— Si vous, ou tout autre membre du gouvernement, voulez assurer la responsabilité de la distribution, nous serons naturellement heureux de vous confier l'argent, mais ne vous attendez pas à ce que nous le donnions à ceux qui ont massacré les Arméniens et outragé leurs femmes.

Sans se troubler, mon interlocuteur revint à son principal argument :

— Il ne faut pas que les Arméniens sachent jamais qu'ils

ont un soutien en Amérique ; ce serait leur ruine. Il est de beaucoup préférable qu'ils meurent de faim (*sic*) et en vous avouant cela, je n'ai en vue que leur intérêt, car s'ils arrivent à se convaincre qu'ils n'ont pas d'amis à l'étranger, ils se calmeront, reconnaitront que la Turquie est leur seul refuge et deviendront de paisibles citoyens. Votre pays ne leur est d'aucune utilité en leur témoignant sans cesse de la sympathie. Vous ne faites qu'attirer sur leurs têtes de plus grands malheurs.

En d'autres termes, plus les Américains enverraient d'argent pour nourrir les Arméniens, plus la Turquie se proposerait de les massacrer ! Logique désespérante, on en conviendra. Enver finit toutefois par se radoucir et m'autorisa à faire parvenir des secours aux malheureux par l'intermédiaire des missionnaires. Dans toutes nos discussions, il produisait cette hypocrite excuse, se prétendant l'ami sincère de la nation opprimée, alléguant même que la sévérité des mesures adoptées n'était en somme que de la pitié déguisée. Comme il m'assurait sans cesse de son désir de la traiter avec justice et son attitude à cet égard était bien différente de celle de Talaat qui avouait ouvertement sa résolution de la déporter, j'élaborai un plan concordant avec ses vues, plan que je lui soumis. Je lui suggérai, afin de protéger comme il le souhaitait les réfugiés innocents et d'alléger leurs souffrances dans la mesure du possible, de désigner un comité d'Arméniens qui l'y aiderait ; puis d'envoyer un Arménien capable, tel que Oskan Effendi, l'ex-ministre des Postes et Télégraphes, étudier sur place la situation et voir quels remèdes pourraient être efficaces. Il n'approuva aucune de mes propositions, disant que ses collègues interpréteraient mal la première, et que, bien qu'il admirât Oskan pour les bons services qu'il avait rendus lorsqu'il faisait partie du Cabinet et qu'il l'eût soutenu dans sa répression des fonctionnaires incapables, il ne pouvait cependant lui accorder sa confiance en ce cas, attendu qu'il était membre de la société arménienne Dashnaghist.

Dans un autre entretien, je crus politique d'émettre l'idée

que le Ministère n'était sans doute pas coupable des massacres.

— Je sais bien que le Cabinet n'aurait jamais donné de tels ordres, dis-je, et on ne saurait vraiment vous blâmer, vous, Talaat et les autres membres du Comité ; vos subordonnés ont évidemment outrepassé la consigne. Je comprends d'ailleurs toute la difficulté de la tâche.

Enver se redressa soudain. Je m'aperçus que mes remarques, loin de préparer le terrain pour une discussion paisible et amicale, n'avaient fait que l'offenser, car je venais de sous-entendre que des événements pouvaient se produire en Turquie, dont lui et ses associés n'étaient pas responsables.

— Vous vous trompez entièrement, me répondit-il, nous sommes les maîtres absolus de ce pays. Je n'ai nullement l'intention de rejeter le blâme sur nos subalternes, et suis tout disposé à assumer la responsabilité de tout ce qui est arrivé. Le Cabinet lui-même a ordonné les déportations et je suis persuadé que nous en avons le droit, attendu que les Arméniens nous sont hostiles ; de plus, nous sommes les chefs ici et personne au-dessous de nous n'oserait prendre de telles mesures, sans notre assentiment.

Puis il essaya d'adoucir l'impression générale de ses déclarations barbares, en s'apitoyant sur des cas particuliers, disposition dont j'essayais toujours de profiter et qui me permit plusieurs fois de sauver quelques Arméniens de la mort. Un jour, le Consul américain à Smyrne m'avait fait savoir que sept de ces malheureux venaient d'être condamnés à être pendus, sous l'accusation d'un vague délit politique commis en 1909, bien que Rahmi Bey, le gouverneur général de Smyrne, et le commandant militaire ne les crussent point coupables. Lorsque l'ordre de l'exécution arriva, ces autorités télégraphièrent à Constantinople que, d'après la loi ottomane, les accusés avaient le droit de recourir à la clémence du Sultan ; la réponse démontre l'importance que l'on attachait alors aux droits des Arméniens.

« En principe, vous avez raison ; pendez-les d'abord et envoyez ensuite le recours en grâce. »

Je rendis visite à Enver, dans l'intention de plaider leur cause, le jour de Baïram, la plus grande fête religieuse des Mahométans, après le Ramazan, leur mois de jeûne. Cette fête a un trait commun avec notre Noël, c'est la coutume d'échanger de petits cadeaux, en particulier des bonbons. De sorte qu'après les compliments d'usage, je dis au Ministre : « C'est aujourd'hui Baïram, et vous ne m'avez pas encore offert de cadeau ».

Mon interlocuteur se mit à rire :

— Que voulez-vous ? une boîte de bonbons ?

— Oh non ! lui répondis-je, on ne s'en tire pas à si bon compte avec moi. Je veux la grâce des sept Arméniens que le Conseil de guerre a condamnés à Smyrne.

Ma proposition sembla l'amuser beaucoup.

— C'est une façon bizarre de demander un pardon, répliqua-t-il ; mais puisque vous vous y prenez ainsi, je ne saurais refuser.

Il fit sur-le-champ demander son aide de camp et télégraphia à Smyrne de libérer les accusés.

Et voilà comment en Turquie le hasard fait la justice et dispose des vies humaines ! Rien ne saurait mieux dépeindre combien l'existence y compte peu, ainsi que l'absence de tout principe dans la plupart des cas, car si Enver épargna ces malheureux ce fut moins par intérêt pour leur sort que par désir de m'accorder une faveur demandée de façon si bizarre. Bref, dans tous mes entretiens sur ce sujet, le Ministre de la guerre n'en discuta qu'en passant : comme une sorte de parenthèse, relatant des massacres d'enfants, aussi négligemment que nous parlons du temps.

Un autre jour, il me demanda de l'accompagner à cheval dans la forêt de Belgrade. Ne manquant aucune occasion de l'influencer, j'acceptai son invitation. Nous allâmes en auto jusqu'à Buyukdere, où l'on nous avait amené des chevaux ; et tandis que nous chevauchions à travers la belle forêt, mon compagnon se montra plus communicatif que de

coutume, m'entretenant avec affection de son père et de sa mère qui s'étaient mariés fort jeunes, lui n'ayant que seize ans et elle onze ; sa mère n'avait encore que quinze ans à sa naissance. Puis il me révéla un côté plus tendre de son caractère, en parlant de sa femme, la princesse impériale, dont la dignité embellissait son foyer, regrettant que les règles de la civilité mahométane ne lui permissent pas de fréquenter la société, ajoutant qu'il aimerait à ce qu'elle fit la connaissance de Mrs Morgenthau. Il procédait alors à l'ameublement d'un magnifique palais sur le Bosphore ; lorsque tout serait terminé, la Princesse, ajouta-t-il, inviterait ma femme au petit déjeuner. A ce moment de la promenade, nous passions devant la maison et longions les terres du sénateur Abraham Pacha, Arménien très riche ; il avait été l'ami intime du Sultan Abdul Aziz, et comme en Turquie, le fils hérite des amis de son père ainsi que de ses biens, un des fils d'Abdul Aziz lui rendait visite chaque semaine. En traversant le parc, Enver remarqua, non sans indignation, que des forestiers étaient occupés à abattre des arbres et il les arrêta ; en apprenant plus tard que le Ministre de la guerre venait de faire l'acquisition du parc, je compris sa colère. Abraham Pacha étant Arménien, je me saisis de ce prétexte pour entretenir à nouveau mon compagnon des affreux traitements infligés aux femmes arméniennes :

— Vous disiez que vous vouliez protéger les femmes et les enfants, remarquai-je ; d'après ce que je sais, vos ordres ne sont point exécutés.

— Ces histoires sont fausses, dit-il. Je ne puis concevoir qu'un soldat turc soit capable de maltraiter une femme enceinte.

Peut-être aurait-il été d'un avis différent, s'il avait pu lire les rapports détaillés que j'ai versés aux archives de l'ambassade américaine !

Changeant de conversation une fois de plus, il me complimenta sur ma selle, faite sur le modèle bien connu du « général Mc Clellan » il l'essaya même, la trouva si par-

faite qu'il me l'emprunta plus tard et s'en fit confectionner une pour son usage personnel et l'adopta même pour un de leurs régiments. Puis il me parla des chemins de fer qu'il faisait construire en Palestine, de l'activité du Cabinet et des circonstances qui favorisaient actuellement les spéculations immobilières ; il me suggéra même l'idée de nous associer pour acheter des terrains, destinés à une hausse rapide et certaine. Pour moi, je revenais toujours à l'Arménie, d'ailleurs sans succès.

Notre promenade lui parut si agréable qu'il m'en proposa une autre peu de jours après, celle-ci en compagnie de Talaat et du D^r Gates, président du *Robert College*. Enver et moi avions pris les devants sur nos deux compagnons. Les fonctionnaires turcs sont infiniment jaloux de leurs prérogatives, et le Ministre de la Guerre, étant le personnage principal du Cabinet, Enver tenait absolument à ce qu'un intervalle convenable nous séparât des deux autres cavaliers ! Je m'en amusais, car je savais que Talaat était plus influent au point de vue politique ; il parut toutefois admettre la distinction et ne se permit qu'une seule fois de nous dépasser — empiètement qui froissa visiblement Enver. Talaat arrêta donc sa monture et passa à l'arrière avec soumission.

— Je voulais simplement montrer au D^r Gates l'allure de mon cheval, dit-il pour s'excuser.

Je me souciai peu de ces détails d'étiquette, étant bien résolu à parler des Arméniens, mais en vain, car Enver trouva de plus intéressants sujets de discussions. Il se mit à parler de ses chevaux et c'est alors qu'un autre incident souligna l'instabilité de l'esprit turc — la facilité avec laquelle cette race peut, après les crimes les plus monstrueux, faire preuve de bonté individuelle. Et comme il manifestait le regret de ne pas avoir de jockey pour les courses prochaines, je lui dis : — Je vous donnerai un jockey anglais. Voulez-vous faire un marché ? C'est un prisonnier de guerre ; s'il gagne, lui rendrez-vous la liberté ?

— Certainement, répondit-il.

Cet homme, un nommé Fields, prit donc part aux courses à titre de jockey d'Enver, et arriva troisième. C'était une course à la liberté, remarqua M. Philip ! Or, n'ayant pas gagné, le Ministre n'était pas obligé, d'après les clauses du contrat, de le laisser retourner en Angleterre, mais il passa outre et lui accorda sa liberté.

Pendant cette même promenade à cheval, Enver me montra ses talents de tireur. J'entendis soudain un coup de pistolet fendre l'air, c'était l'aide de camp de mon compagnon qui s'exerçait à atteindre un objet tout près de nous. Enver arrêta brusquement son cheval et saisissant son revolver, éleva le bras et se mit à viser :

— Voyez-vous cette ramille sur cet arbre ? me demandait-il, en désignant un objectif à une distance d'environ trente pieds.

Je fis signe de la tête, il tira et la petite branche tomba sur le sol.

La rapidité, avec laquelle il avait sorti son arme de sa poche, visé et tiré, m'éclaira sur l'influence qu'il exerçait sur la bande de pirates qui gouvernait alors la Turquie. Nombre d'histoires circulaient à ce sujet, disant qu'il n'avait pas hésité à faire usage de ce moyen de persuasion aux moments critiques de son existence ; j'ignore la véracité de ces bruits, mais je peux attester que son adresse au tir était remarquable.

Talaat voulut alors suivre son exemple et nos deux hommes d'État descendirent de cheval, s'amuserent à concourir, et se conduisirent comme de vrais gamins insoucians, échappés de l'école.

— Avez-vous sur vous une de vos cartes ? me demanda Enver, en me priant de l'épingler à un arbre, situé à une distance d'environ 50 pieds. Il tira le premier, sa main était ferme, son œil visa juste et la balle frappa la carte en plein centre. Ce succès agaça Talaat, qui, à son tour, voulut essayer, mais sa main calleuse et son poignet n'eurent point la stabilité nécessaire ; il n'était pas sportif comme son

collègue, plus jeune, bien musclé et parfaitement droit. Plusieurs fois, il toucha la carte sur les bords, mais ne put se montrer à la hauteur de son rival.

— Si j'avais visé un homme, dit ce gros Turc en resautant sur son cheval, je l'aurais touché plus d'une fois.

Voilà à quoi aboutirent mes efforts pour intéresser les deux personnages principaux de Turquie au sort des Arméniens — l'élément le plus précieux de la population ottomane !

J'ai déjà fait remarquer que Saïd Halim, le Grand Vizir ne disposait d'aucune influence ; nominale, il occupait le poste le plus important du ministère ; en réalité, il n'était qu'un comparse que Talaat et Enver dominaient, tout comme ils dominaient le Sultan lui-même. Les ambassadeurs auraient dû, en principe, traiter leurs affaires avec lui, en sa qualité de ministre des Affaires Étrangères ; mais je m'aperçus rapidement que je n'arriverais à rien de ce côté-là, et tout en lui continuant mes visites hebdomadaires, par courtoisie, je préférai m'adresser directement à ceux qui avaient pouvoir de décision. Cependant, afin de ne pas être accusé de négliger aucune possibilité d'influencer le gouvernement ottoman, j'attirai plusieurs fois l'attention du Grand Vizir sur la question arménienne. N'étant pas Turc, mais Égyptien, étant instruit et bien élevé, il n'était pas invraisemblable selon moi qu'il considérât différemment le sort des peuples asservis. En quoi je me trompais, car il leur était aussi hostile que Talaat et Enver et je m'aperçus que le sujet l'irritait fort. Naturellement il ne se souciait pas de voir sa fastueuse existence troublée par des événements aussi insignifiants et désagréables ; il le révéla par son attitude, lorsque le chargé d'affaires grec vint l'entretenir des persécutions de ses compatriotes, en lui répondant catégoriquement que semblables interventions faisaient aux Grecs plus de mal que de bien, ajoutant : « Nous agissons envers eux d'une façon contraire à ce qu'on nous demande ».

Il ne se montra d'ailleurs pas plus digne de son rang,

chaque fois que j'eus à lui soumettre une requête. Je fus chargé de la tâche désagréable de lui notifier, au nom des gouvernements anglais, français et russe, que ces puissances tiendraient comme responsables des atrocités arméniennes les hommes se trouvant alors à la tête des affaires ottomanes, ce qui signifiait qu'en cas de succès des Alliés, le Grand Vizir, Talaat, Enver, Djemal et leurs associés seraient traités en simples criminels. Lorsque j'entrai dans son bureau pour discuter avec ce prince de la maison royale d'Égypte ce message quelque peu embarrassant, je le trouvai assis, comme d'habitude, jouant nerveusement avec ses bijoux et ne paraissant point de bonne humeur. Il me parla sans préambule de ce télégramme, et, rouge de colère, entama une longue diatribe contre la race arménienne tout entière, disant que ces *rebelles* avaient tué 120.000 Turcs à Van. Ces déclarations étaient si absurdes que je me mis à défendre chaleureusement la race persécutée, ce qui ne fit qu'aggraver la rage de mon interlocuteur qui, changeant soudain de sujet, injuria mon propre pays, l'accusant d'avoir par notre sympathie attiré sur nos protégés la plus grande partie de leurs malheurs.

Peu de temps après cet entretien, Saïd Halim quitta le poste de ministre des Affaires Étrangères ; son successeur, Halil Bey, avait été pendant quelques années le Président du Parlement turc. C'était un homme très différent de Saïd, infiniment plus délicat, intelligent et disposant de beaucoup d'influence dans la conduite des affaires. Corpulent et d'un bon naturel, il affectait un parler doux et onctueux, et n'était point dénué de sensibilité, comme la plupart des politiciens turcs de son temps. On racontait qu'il n'approuvait pas les procédés employés vis-à-vis des Arméniens, mais que sa position l'obligeait à les accepter et même, ainsi que je m'en aperçus, à les défendre. Peu après sa nomination, il me rendit visite et essaya incidemment d'expliquer les atrocités arméniennes. Je connaissais déjà par expérience les sentiments de plusieurs personnages officiels à cet égard. Talaat s'était montré féroce et sanguinaire,

Enver subtil et intrigant et le Grand Vizir décidément bourru et hargneux. Quant à Halil, il considérait tout cela avec une parfaite sérénité, que ne troubla point le moindre détail des procédés, ni même les choses peu aimables que je lui en dis. Il commença par avouer que rien ne saurait atténuer l'effet de ces massacres, mais que pour les comprendre, je devais me rappeler certains faits.

— J'admets que le gouvernement a commis une grave erreur en traitant les Arméniens de la sorte, me dit-il ; or le mal est fait. Qu'y pouvons-nous maintenant ? Toutefois, s'il y a des fautes qu'il nous soit possible de corriger, nous le ferons. Je déplore autant que vous les abus et les outrages qui ont été commis ; cependant je voudrais vous faire discerner le point de vue de la Sublime Porte ; j'admets que ce n'est point une justification, cependant, il y a, à mon avis, des circonstances atténuantes, que vous devriez prendre en considération avant de juger le gouvernement ottoman.

Puis, tout comme ses collègues, il mentionna les événements de Van, le désir d'indépendance des Arméniens et l'aide qu'ils avaient donnée aux Russes, arguments qui ne m'étaient que trop connus !

— J'ai prévenu Vartkes (un député arménien qui, comme beaucoup d'autres personnages influents, fut plus tard assassiné) que si ses coreligionnaires aspiraient réellement à l'indépendance, ils devraient attendre un moment favorable pour l'obtenir ; par exemple, que si les Russes étaient victorieux des troupes turques et occupaient toutes les provinces arméniennes, alors leur désir serait admissible. Pourquoi ne pas patienter ? dis-je à Vartkes. Je l'avertis aussi que nous ne leur permettrions pas de nous attaquer dans le dos et que s'ils entreprenaient quelque acte hostile contre nos troupes, nous enverrions la population de l'arrière vers le sud, afin d'écarter tout danger. Enver, vous le savez, a donné semblable avis au Patriarche arménien ; mais en dépit de tout cela, ils ont tenté une révolution.

Je l'interrogeai ensuite sur les moyens de secours pos-

sibles et lui annonçai que 20.000 livres sterlings (100.000 dollars) m'avaient déjà été envoyées d'Amérique.

— C'est l'affaire du gouvernement ottoman, me répondit-il sur un ton doux, de veiller à ce que ces gens soient installés, logés et nourris jusqu'à ce qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins. Le Cabinet fera certainement son devoir. D'ailleurs, vos 20.000 livres sont peu de chose !

— C'est vrai, répartis-je, mais ce n'est qu'un commencement, et je suis persuadé que je puis obtenir tout l'argent nécessaire.

— De l'avis d'Enver Pacha, répliqua-t-il, aucun étranger ne doit aider les Arméniens ; je ne juge pas ses motifs, je vous les donne tels qu'ils sont. Il dit que ce sont des idéalistes, et que si des étrangers sont en rapport avec eux et les encouragent, ils se sentiront affermis dans leurs aspirations nationales, et il est absolument décidé à les soustraire à toute influence extérieure.

— Est-ce donc pour Enver le seul moyen d'empêcher toute nouvelle tentative d'émancipation de leur part ? demandai-je.

Halil sourit, conservant son amabilité malgré cette question mordante et répondit :

— Les Arméniens sont dans l'impossibilité absolue de renouveler aucune tentative d'émancipation !

Et en effet, comme environ 500.000 des leurs avaient été tués, la triomphante réponse de mon interlocuteur avait au moins le mérite de la franchise, mérite qui avait manqué à ses autres arguments.

— Combien y a-t-il d'Arméniens dans les provinces du sud, ayant besoin d'être secourus ? demandai-je encore.

— Je ne sais pas et serais bien embarrassé de vous donner même un chiffre approximatif.

— Y en a-t-il plusieurs centaines de mille ?

— Je crois, répondit Halil, mais je ne puis dire combien de centaines de mille. Beaucoup ont souffert, ajouta-t-il, simplement parce que Enver n'a pu disposer d'un nombre suffisant de soldats pour les défendre. Quelques unités de

l'armée régulière les ont accompagnés et se conduisirent fort bien (quarante d'entre eux même trouvèrent la mort). Mais nous dûmes renvoyer la plupart des gendarmes servir dans l'armée et les remplacer par de nouveaux. Ce sont ceux-là qui se sont rendus coupables d'abus regrettables.

— Beaucoup de Turcs n'approuvent pas ces massacres, dis-je.

— Je ne le nie pas, répondit mon conciliant visiteur en prenant congé.

Enver, Halil et leurs collègues soutenaient avec insistance qu'aucune aide extérieure ne devait parvenir aux Arméniens. Quelques jours après cette visite, le Sous-Secrétaire d'État vint à l'Ambassade américaine pour me communiquer un message de Djemal à Enver. Djemal, qui avait alors en Syrie de nombreux Chrétiens soumis à sa juridiction, voyait d'un très mauvais œil l'intérêt que les consuls américains témoignaient aux Arméniens ; il me demandait de leur notifier de ne plus s'occuper des affaires arméniennes, « car, ajouta le messenger, il ne pouvait discerner les coupables des innocents et il devait tous les punir ! »

Un peu plus tard, Halil se plaignit à moi que les consuls américains envoyassent des rapports à ce sujet aux États-Unis et me fit savoir que le gouvernement désirait y mettre un terme.

En réalité, j'envoyai moi-même la plupart des renseignements et l'avertissement ne me troubla point.

CHAPITRE XXVII

WANGENHEIM REFUSE D'INTERVENIR
EN FAVEUR DES ARMÉNIENS

Au moment où la question arménienne atteignit son point culminant, il est intéressant de se demander ce que fut le rôle de l'Allemagne : jusqu'à quel point le Kaiser fut-il responsable des massacres ? Favorisa-t-il ces persécutions ? les toléra-t-il simplement ? ou enfin s'y opposa-t-il ? L'Allemagne, pendant ces quatre dernières années, a rempli de ses crimes les pages les plus noires de l'histoire ; faut-il ajouter à son actif celle-ci, incontestablement la plus sombre ?

Je présume que beaucoup de personnes trouveront dans les théories des gouvernants turcs, plus d'une ressemblance avec la philosophie de guerre allemande. Il me suffira de répéter quelques phrases d'Enver et de ses collègues, au cours de nos discussions à ce sujet : « Les Arméniens sont cause de tous leurs maux ». « Je les en avais dûment avertis. » « Nous luttons alors pour notre propre existence. » « Nous avons le droit d'avoir recours aux moyens susceptibles de réaliser nos buts. » « Nous n'avons pas le temps de distinguer l'innocent du coupable. » « Actuellement, la Turquie n'a qu'un devoir : être victorieuse », etc., etc.

Ces phrases ont un son familier, n'est-ce pas ? En vérité, je pourrais, en transcrivant ces citations, mettre ces propos dans la bouche d'un général allemand et nous aurions un exposé presque identique des méthodes germaniques envers les nations conquises. L'enseignement prus-

sien va plus loin, car les systèmes appliqués aux Arméniens avaient un trait nouveau : ils n'étaient point turcs du tout. Depuis des siècles, les Mahométans avaient persécuté leurs sujets arméniens et autres peuples assujettis avec une barbarie inconcevable ; mais de façon grossière, maladroite et peu scientifique : par exemple, ils excellaient à faire jaillir à coups de massue la cervelle d'un Arménien, détail pénible qui illustre d'une façon parfaite les procédés primitifs et féroces qu'ils employaient alors. Ils admettaient l'usage du meurtre, sans penser à l'ériger en institution. En 1915 et 1916, ils s'inspirèrent d'une toute autre mentalité, dont le résultat fut la *déportation*. Les Turcs, pendant cinq cents ans, avaient inventé des moyens innombrables de torturer physiquement leurs sujets chrétiens ; cependant il ne leur était jamais venu à l'esprit de les arracher en masse aux foyers fondés par leurs ancêtres depuis des siècles et des siècles et de les envoyer au loin, dans le désert. Où prirent-ils cette idée ? J'ai déjà raconté comment, en 1914, peu de temps avant la guerre européenne, le gouvernement expulsa environ 100.000 Grecs de leurs vieilles demeures, le long de la côte d'Asie, et les transporta dans certaines îles de la mer Égée. J'ai dit également que l'amiral Usedom, l'un des grands experts navals allemands en Turquie, me révéla que c'étaient ses compatriotes eux-mêmes qui en avaient démontré l'utilité aux Turcs. Il importe d'établir qu'aujourd'hui semblables méthodes sont exclusivement allemandes. Quiconque a lu la littérature des Pangermanistes le sait ; ces fanatiques ont projeté, de propos délibéré, l'expulsion des Français de certaines parties de la France, des Belges de la Belgique, des Polonais de la Pologne, des Slaves de Russie, et autres peuples indigènes des territoires qu'ils ont habités pendant des milliers d'années, et l'installation à leurs places d'Allemands sérieux et loyaux. Il serait superflu de prouver qu'ils ont prêché cette théorie comme politique d'État, et qu'ils viennent de la mettre en pratique ces quatre dernières années, en enlevant à leur pays natal plusieurs milliers de Belges et de

Français, tandis que l'Autriche-Hongrie massacrait une grande partie de la population serbe et transférait des milliers d'enfants serbes sur son sol, pour en faire des sujets soumis à ses lois ! Et la fin de la guerre seule nous dira toute l'importance de ces mouvements de population !

Certains écrivains allemands ont même conseillé l'application de ces principes aux Arméniens. Paul Rohrbach écrit dans le *Temps* de Paris « qu'à une conférence, tenue à Berlin il y a quelque temps, on recommandait l'évacuation totale de la nation arménienne ; celle-ci, dispersée du côté de la Mésopotamie, serait remplacée par des Turcs, afin de soustraire le pays à toute influence russe, tandis que la Mésopotamie serait peuplée des fermiers dont elle a grand besoin ». Le but était facile à comprendre : l'Allemagne était en train de construire le chemin de fer de Bagdad, qui traverse le désert de Mésopotamie et joue un rôle essentiel dans l'établissement du grand et nouvel empire germanique, devant s'étendre de Hambourg au Golfe Persique. Pour que cette voie ferrée répondît à ce qu'on en attendait, il fallait que tout alentour habitât une population industrielle et prospère. Or le Turc indolent ne pouvait se transformer en colon, tandis que l'Arménien réunissait en lui toutes les qualités nécessaires à semblable entreprise. C'est ce qui fut exécuté en parfaite harmonie avec la conception allemande de la politique gouvernementale, laquelle ne s'embarrassait point du fait que cette race, habituée à vivre sous un climat tempéré, serait soudainement transportée dans un désert brûlant et désolé.

Je m'aperçus en outre que l'Allemagne avait propagé ces idées depuis longtemps déjà ; des savants avaient fait des conférences en Orient à ce sujet. « Je me rappelle avoir assisté à une conférence d'un célèbre professeur allemand, me dit un Arménien, dont le thème principal était que, dans toute son histoire, la Turquie avait commis une grave faute, en montrant trop de pitié envers la population non musulmane, et que le seul moyen d'assurer la prospérité de l'Empire était au contraire de traiter sans ménagement

toutes les races et nations asservies, en désaccord avec ses desseins. »

Les Pangermanistes ont eux aussi exprimé leurs opinions sur la question arménienne. Il me suffira de citer celle de l'auteur de la *Mittel Europa*, Friedrich Naumann¹ l'un des plus capables vulgarisateurs de leurs conceptions particulières. Dans la partie de son travail sur l'Asie, Naumann, qui fut au début de sa carrière pasteur évangélique, traite de façon approfondie les massacres arméniens de 1895-96 ; quelques passages dévoileront le secret de la politique allemande, en face de telles infamies : « Si nous considérons simplement, écrit-il, la brutale extermination de 80.000 à 100.000 Arméniens, il n'y a pas plusieurs manières de voir ; nous devons condamner avec indignation et véhémence, et les assassins et les instigateurs ; ils ont commis les massacres les plus abominables, massacres plus nombreux et plus affreux que ceux infligés aux Saxons par le grand Charlemagne, car les tortures décrites par Lepsius n'ont point d'équivalent. Quel sentiment nous empêche donc d'accabler le Turc et de lui dire : « Va-t'en, misérable ! » Un seul motif nous retient, car celui-ci nous répondrait : « Moi aussi, je me bats pour ma propre existence ! » et, en vérité, nous le croyons. Nous sommes convaincus, en dépit de la révolte que cette barbarie sanglante excite en nous, que les Turcs se défendent légitimement, et que les massacres et la question arméniens ne sont qu'une affaire de politique intérieure, un simple épisode dans l'agonie d'un empire moribond, qui veut encore essayer de se sauver en versant du sang humain. Toutes les grandes puissances, sauf l'Allemagne, ont adopté une attitude qui tend à renverser la situation actuelle de l'État ottoman, réclamant pour les peuples asservis les droits de l'homme ou de l'humanité, de la civilisation ou de la liberté civique, en un mot, ce qui en ferait les égaux des Turcs. Mais pas plus que l'ancien Empire romain despoti-

1. Friedrich NAUMANN, Membre du Reichstag. *L'Europe centrale*, 1 vol. in-8, Paris, Payot.

que ne put tolérer la religion du Nazaréen, l'Empire turc, qui est le véritable successeur de l'Empire romain d'Orient, ne saurait supporter, parmi ses sujets, des représentants du christianisme libre de l'Occident. Le problème arménien est donc pour les Ottomans une question d'intérêt vital et c'est pourquoi ils ont recours à des actes barbares et asiatiques : les Arméniens ont été exterminés dans des conditions telles, qu'ils ne pourront d'ici longtemps se relever et constituer une force organique. C'est, sans contredit, une action désespérée, abominable et honteuse, mais surtout une triste page de l'histoire universelle à la manière asiatique... Malgré donc le dégoût du chrétien allemand en face de ces faits, il ne peut rien, sinon panser les plaies de son mieux et laisser les choses suivre leur cours fatal. Notre programme en Orient est depuis longtemps déterminé, nous faisons partie du groupe qui protège la Turquie, et d'après cela nous basons notre conduite... Nous n'empêchons pas des chrétiens compatissants de s'occuper des victimes de ces crimes affreux, d'élever les enfants et de soigner les adultes. Que Dieu bénisse ces bonnes œuvres comme toute autre preuve de foi ! Mais nous devons prendre garde que ce zèle charitable ne prenne la forme d'actions politiques, capables d'entraver nos projets. *L'internationaliste*, celui qui appartient au groupe idéologue anglais, peut soutenir les Arméniens ; mais le *nationaliste*, celui qui ne veut point sacrifier l'avenir de l'Allemagne à l'Angleterre, doit, quand il s'agit de politique extérieure, suivre la route tracée par Bismarck, serait-ce aux dépens de toute pitié... Politique nationale, voilà la raison morale et profonde pour laquelle nous, hommes d'État, nous devons rester indifférents aux souffrances des peuples chrétiens en Turquie, quelque douloureux que ce soit pour nos sentiments humains... C'est notre devoir, qu'il nous faut reconnaître et avouer à Dieu et aux hommes. Si donc pour cette raison, nous soutenons l'existence de l'Empire ottoman, nous le faisons dans notre propre intérêt, pour notre grand avenir... D'un côté se trouvent nos devoirs, en tant que na-

tion, de l'autre nos obligations en tant qu'individus ; il y a des cas où, dans un conflit, il nous est permis de choisir l'intermédiaire, qui peut satisfaire le point de vue humain, rarement le point de vue spirituel. Dans cette circonstance, comme dans des situations analogues, il nous faut voir clairement de quel côté est la plus haute et la plus importante obligation morale ; et quand le choix est fait, aucune hésitation n'est permise. Guillaume II s'est prononcé : il est devenu l'ami du Sultan, car il rêve d'une Allemagne plus grande et indépendante ».

Telle était la philosophie étatiste allemande et j'eus l'occasion d'en observer la réalisation pratique à propos des Arméniens. Dès que les premiers échos de leur martyre arrivèrent à Constantinople, il me vint à l'esprit que le meilleur moyen d'arrêter ces tueries serait que les représentants diplomatiques de tous les pays s'unissent pour en appeler au gouvernement ottoman lui-même. J'en parlai à Wangenheim vers la fin de mars ; il se montra catégoriquement hostile à mes protégés, les accusant en termes grossiers de tous les défauts, traita, à l'instar de Talaat et d'Enver, l'épisode de Van de révolte injustifiée et me déclara que, pour lui, ils n'étaient que des traîtres et des misérables.

« Je viendrai en aide aux Sionistes, continua-t-il, pensant me faire plaisir ; mais je ne ferai rien pour les Arméniens. »

Il affectait de considérer cette question comme touchant particulièrement les États-Unis et mon intervention constante lui donnait à penser que toute pitié à l'égard de cette race serait une faveur accordée au gouvernement américain, ce qu'en ce moment il n'était nullement disposé à faire.

« Les États-Unis semblent être le seul pays qui s'intéresse aux Arméniens, commença-t-il ; ceux-ci ont des amis dans vos missionnaires et des protecteurs dans vos compatriotes ; leur venir en aide est donc uniquement du ressort américain. Comment pouvez-vous espérer que je fasse quoi

que ce soit, quand votre pays vend des armes à nos ennemis ? M. Bryan vient de déclarer que ce n'est pas sortir de la neutralité que de vendre des munitions à l'Angleterre et à la France. Tant que votre gouvernement conservera cette attitude, nous ne nous intéresserons pas à vos protégés. »

Sans aucun doute personne, sauf un logicien allemand, n'aurait découvert de rapport entre notre vente de matériel de guerre aux alliés et les attaques turques contre des centaines de milliers de femmes et d'enfants arméniens ! Ce fut tout ce que j'obtins de Wangenheim pour le moment. Je revins souvent à la charge, mais il repoussait chaque fois mes prières, alléguant l'emploi d'obus américains aux Dardanelles. Puis il y eut un froid entre nous, parce que je lui refusais le « crédit » d'avoir empêché la déportation des civils français et anglais dans la péninsule de Gallipoli, et après une conversation téléphonique quelque peu aigre, dans laquelle il me demandait de télégraphier à Washington qu'il n'avait pas *hetsed* les Turcs à ce sujet, nos visites réciproques cessèrent plusieurs semaines.

Il y avait à Constantinople certains Allemands influents, qui ne partageaient pas la manière de voir Wangenheim, entre autre Paul Weitz, le correspondant depuis trente ans de la *Frankfurter Zeitung* et qui connaissait sans doute, mieux qu'aucun de ses compatriotes, l'état des affaires en Orient. Bien que Wangenheim en appelât constamment à lui pour des renseignements divers, il ne suivait pas toujours ses conseils, car Weitz n'était pas sans critiquer l'attitude impériale vis-à-vis de l'Arménie, persuadé que le refus de son pays d'intervenir lui ferait un tort irréparable. Il le disait d'ailleurs à l'ambassadeur, hélas ! sans aucun succès. Il m'en parla lui-même en janvier 1916, quelques semaines avant mon départ de Turquie ; je cite ses propres paroles :

« Je me rappelle ce que vous m'avez dit, il y a quelque temps, que mon pays commettait une grave faute, au sujet de la question arménienne. Je suis tout à fait de votre avis,

mais quand j'ai présenté ce point de vue à Wangenheim, il m'a mis deux fois à la porte ! »

Un autre Allemand opposé aux atrocités était Neurath, le Conseiller de l'Ambassade allemande, dont l'indignation se manifesta envers Talaat et Enver en termes peu diplomatiques. Il me confessa lui aussi qu'il n'avait pas réussi à les influencer. « Ils sont insensibles et résolus à poursuivre leur but. »

Il était donc évident qu'aucun Allemand ne pourrait agir sur le gouvernement turc, tant que l'ambassadeur refuserait d'intervenir et celui-ci, à mesure que le temps passait, n'en manifestait aucune envie. Désirant toutefois renouer avec moi des relations amicales, il envoya des tiers me demander pourquoi je ne le voyais plus, et, sans une circonstance douloureuse qui se produisit alors, il est fort douteux que nous nous fussions rencontrés à nouveau. Au mois de juin, le lieutenant-colonel Leipzig, l'attaché militaire allemand, mourut dans les circonstances les plus tragiques et les plus mystérieuses, à la gare de Lule Bourgas, tué d'un coup de revolver ; les uns disent que l'arme fut déchargée par accident, certains que le colonel se suicida, d'autres enfin qu'il fut assassiné par des Turcs l'ayant pris pour Liman von Sanders. C'était un ami intime de Wangenheim, son compagnon de régiment quand ils étaient jeunes officiers, et camarades inséparables à Constantinople. Je lui rendis donc visite immédiatement, pour lui exprimer mes condoléances ; je le trouvais très déprimé et soucieux ; il me confia qu'il avait une maladie de cœur, était presque à bout de forces et qu'il venait de demander un congé de quelques semaines. Je savais que la mort de son ami n'était pas le seul souci qui l'obsédait ; des missionnaires allemands inondaient sa patrie de rapports sur les Arméniens, sollicitant l'intervention du gouvernement. Mais Wangenheim, bien qu'abattu et nerveux se montra ce jour-là aussi inflexible militariste qu'à l'ordinaire. Quelques jours après, me rendant ma visite, il me demanda à brûle-pourpoint :

« Où est l'armée de Kitchener ? » Puis il poursuivit : « Nous sommes disposés à abandonner la Belgique maintenant ; l'Allemagne se propose de construire une immense flotte de sous-marins, capable d'agir sur un vaste champ d'opérations. Nous pourrions donc dans la prochaine guerre isoler entièrement l'Angleterre ; nous n'avons, par conséquent, pas besoin de la Belgique comme base de sous-marins ; nous la rendrons aux Belges et prendrons le Congo en échange. »

Je hasardai encore une prière en faveur des Chrétiens persécutés et la discussion s'élargit :

« Les Arméniens, dit Wangenheim, se sont dans cette guerre révélés les ennemis des Turcs, et il est évident que ces deux peuples ne peuvent vivre ensemble dans le même pays. Les Américains devraient en emmener un certain nombre chez eux, tandis que nous en enverrions en Pologne et les remplacerions par des Juifs polonais, à condition qu'ils promettent d'abandonner leurs plans sionistes. »

Mais, en dépit de mon insistance particulière, le représentant de Guillaume II refusa de m'écouter.

Toutefois, le 4 juillet, il présenta une protestation formelle, non point à Talaat ou Enver, les seuls capables d'agir, mais au grand Vizir qui n'était qu'une ombre insignifiante ; démarche *pro forma*, analogue à celle produite contre l'envoi des civils français et anglais à Gallipoli, pour servir de cibles à la flotte britannique. Mais son but véritable était de donner à la communication allemande un caractère officiel. Son hypocrisie me trompa d'ailleurs moins que personne, car au moment précis où il remettait sa soi-disant réclamation, il m'expliquait les motifs pour lesquels son pays ne pouvait intervenir d'une manière efficace dans ces persécutions ! Peu après cette entrevue, Wangenheim reçut son congé et partit en Allemagne.

Son compatriote, l'attaché naval à Constantinople, Humann, était encore plus implacable que lui à propos de cette question. Il passait pour avoir beaucoup d'influence et sa position en Turquie correspondait à celle de Boy-Ed,

aux États-Unis. Un diplomate allemand, en me parlant de lui, me dit un jour qu'il était plus Turc qu'Enver et Talaat eux-mêmes ; mais, en dépit de cette réputation, j'essayai de le gagner à la cause de mes protégés. Je le sollicitai donc, d'abord parce qu'il était un ami d'Enver et que ses fonctions consistaient à relier l'ambassade allemande avec les autorités militaires turques, aussi parce qu'étant l'envoyé spécial du Kaiser, il était en communication constante avec Berlin et que son attitude reflétait celle des gouvernants allemands. Il discuta le problème arménien avec franchise et brutalité. « J'ai passé en Turquie la majeure partie de mon existence, me dit-il, et je connais cette race. Je sais également qu'elle ne peut vivre dans le même pays que la race turque, il faut qu'une des deux disparaisse. En vérité je ne blâme pas les procédés employés par les Turcs, lesquels, à mon avis, sont parfaitement justifiés. La nation la plus faible doit succomber. Les Arméniens veulent démembrer la Turquie ; ils sont contre elle et contre l'Allemagne dans cette guerre ; ils n'ont par conséquent aucun droit à demeurer ici. De plus, je crois que Wangenheim a été trop loin en protestant ; du moins, à sa place, ne l'aurais-je pas fait. »

Je ne dissimulai point mon indignation, mais Humann continua à accuser le peuple arménien et à innocenter ses bourreaux.

« C'est une question de précaution, poursuivit-il ; les Turcs doivent se protéger et ce qu'ils font dans ce but est extrêmement juste. Tenez, nous avons découvert à Kadi-keuy 7.000 canons appartenant aux Arméniens. Tout d'abord, Enver voulut qu'on les traitât avec la plus grande modération et, il y a quatre mois, insista pour qu'on leur fournît une nouvelle occasion de prouver leur loyauté, mais, après ce qu'ils firent à Van, il dut se rendre aux raisons de l'armée, qui n'avait cessé de réclamer le contrôle de l'arrière. Le Comité décida de les déporter et Enver donna son contentement à contre-cœur. Tous les Arméniens travaillent au renversement de l'autorité turque ; il

n'y a qu'une chose à faire : les chasser du pays. Enver est réellement très bon, il ne saurait faire de mal à une mouche ! Mais quand il s'agit de soutenir une idée dans laquelle il a foi, il n'hésite devant aucun moyen. De plus, les Jeunes Turcs sont obligés de se débarrasser des Arméniens, pour un simple motif de légitime défense ; car le Comité n'est puissant qu'à Constantinople et dans quelques autres grandes villes. Partout ailleurs, le peuple est encore partisan obstiné de l'ancien régime, et ce sont des fanatiques, en opposition avec le gouvernement actuel et qui, par conséquent, obligent le Comité à s'entourer de précautions. N'allez pas croire qu'on touchera aux autres Chrétiens ; un Ottoman peut aisément distinguer trois Arméniens au milieu d'un millier de Turcs. »

Mais Humann n'était pas le seul Allemand influent de cette opinion, et j'appris bien vite de divers côtés, que mon « intervention » en faveur des Arméniens n'avait fait qu'accroître mon impopularité dans les milieux officiels allemands. Un jour d'octobre, Neurath, le conseiller allemand, vint me montrer un télégramme qu'il venait de recevoir de son Ministre de la Guerre, disant que Lord Crew et Lord Cromer, au cours de déclarations sur les massacres arméniens à la Chambre des Lords, en avaient rendu les Allemands responsables, ajoutant qu'ils tenaient leurs renseignements d'un témoin américain. Ce télégramme faisait également allusion à un article de la *Westminster Gazette* qui relatait, qu'en certains endroits, les consuls allemands avaient provoqué et dirigé les persécutions, citant entre autre le nom de Resler, d'Aleppo. Neurath venait donc m'informer que son gouvernement le sommait d'obtenir de l'ambassadeur américain à Constantinople le démenti de ces accusations. Mais je refusai, objectant qu'il n'était pas en mon pouvoir de décider, d'une façon officielle, lequel des deux pays, la Turquie ou l'Allemagne, était responsable de ces crimes.

Et cependant, dans tous les cercles diplomatiques, on m'attribuait la divulgation de ces massacres en Europe et

aux États-Unis, accusation dont je n'essayerai pas de me disculper.

Au mois de décembre, mon fils, Henri Morgenthau, fit une excursion dans la péninsule de Gallipoli, où il fut l'hôte du général Liman von Sanders. A peine avait-il mis le pied au quartier général allemand, qu'un officier vint à lui et lui dit :

— Votre père publie des articles bien intéressants sur la question arménienne, dans les journaux américains.

— Mon père n'a rien écrit de ce genre, répondit mon fils.

— Oh ! répliqua l'Allemand, ce n'est pas parce que les articles ne sont pas signés qu'ils ne sont pas de lui.

Von Sanders ajouta à son tour :

— Votre père commet une grave erreur en révélant la façon dont les Turcs agissent à l'égard des Arméniens, ce n'est point son affaire.

Comme je me souciais fort peu de ces insinuations malveillantes, on eut recours aux menaces. Au début de l'automne, un certain Dr Nossig arriva de Berlin ; c'était un Juif allemand, venu à Constantinople dans le but évident de lutter contre les Sionistes. Après qu'il m'eut entretenu quelques instants des affaires auxquelles il s'intéressait, je m'aperçus vite qu'il n'était qu'un agent politique allemand.

Je le reçus deux fois ; à sa première visite, sa conversation me parut sans grande cohérence, il voulait me connaître et gagner mes bonnes grâces ; à la seconde, après quelques phrases vagues sur différents sujets, il découvrit ses batteries, rapprocha sa chaise de la mienne et se mit à me parler de la façon la plus amicale et la plus confidentielle.

— Monsieur l'Ambassadeur, commença-t-il, nous sommes tous deux Juifs, je vous parlerai donc comme à un frère, et j'espère que vous ne vous offenserez pas si j'en profite pour vous donner un petit conseil. Vous avez pris à cœur la cause des Arméniens, et je ne crois pas que vous vous rendiez compte de l'impopularité que cela vous attire auprès des autorités de ce pays. En fait, je considère de mon devoir

de vous dire que le gouvernement ture envisage votre rappel ; toute protestation sera vaine ; les Allemands ne veulent point s'ériger en champions des Arméniens, et vous êtes en train de compromettre plus d'une occasion de vous rendre utile, tout en courant le risque de ruiner votre carrière.

— Me donnez-vous cet avis, lui demandai-je, parce que vous vous intéressez réellement à ma personne ?

— Sans aucun doute, répondit-il ; nous, Juifs, sommes tous fiers de ce que vous avez fait et serions désolés que toute votre œuvre s'écroulât maintenant.

— En ce cas, répliquai-je, retournez à l'ambassade allemande et dites à Wangenheim de ne pas hésiter à demander mon rappel. Si je dois être victime de mon dévouement, il n'est pas de plus belle cause que celle-ci et j'accepterais même le sacrifice avec joie, car pour moi, Juif, ce serait un immense honneur que d'être rappelé, pour avoir tout tenté afin de sauver la vie à des milliers de Chrétiens.

Là-dessus, mon interlocuteur me quitta en hâte et je ne le revis plus. Rencontrant Enver peu de temps après, je lui parlai des bruits qui circulaient sur l'intention du gouvernement ture de demander mon rappel ; il les dénonça d'ailleurs d'une manière fort emphatique. « Nous ne voudrions pas commettre une erreur aussi ridicule », dit-il. Il n'y avait donc pas le moindre doute que cette machination n'eût pris naissance à l'ambassade allemande.

Wangenheim rejoignit son poste au début d'octobre et je fus extrêmement surpris des changements qui s'étaient opérés en lui ; ainsi que je l'écrivis dans mon journal : « Il est la parfaite image de Wotan. » Ses traits étaient constamment crispés, l'œil droit protégé par un bandeau noir, son air nerveux et déprimé, le rendaient presque méconnaissable. Il m'apprit alors qu'il s'était peu reposé, ayant été obligé de rester la plupart du temps à Berlin pour ses affaires. Quelques jours après son retour, je le rencontrai en allant à Haskeuy, et comme il se rendait à mon ambassade, je l'y accompagnai. Talaat venait de m'avertir de son

intention de déporter tous les Arméniens restant en Turquie, déclaration qui me poussa à implorer une dernière fois la seule personne à Constantinople qui pût mettre fin à ces horreurs. Je conduisis donc mon compagnon au second étage de l'ambassade pour y être entièrement seuls et tranquilles ; et là, pendant plus d'une heure, en prenant le thé, nous eûmes notre dernière conversation à ce sujet :

— On me télégraphie de Berlin, dit-il, que votre Secrétaire d'État, sur vos renseignements, a fait savoir que les massacres ont atteint leur maximum, depuis que la Bulgarie s'est mise de notre côté.

— Non, répondis-je, je n'ai rien dit de la sorte. J'avoue que j'ai adressé de nombreuses informations à Washington, entre autres des copies de chaque rapport et déclaration ; elles sont en sûreté dans nos archives diplomatiques et, quoi qu'il m'arrive, toutes les preuves sont là ; le peuple américain n'attend pas que je les confirme de vive voix pour croire à leur véracité. Ce que l'on vous a télégraphié n'est pas entièrement exact, car j'ai simplement fait savoir à M. Lansing que la Bulgarie, en devenant l'alliée de la Turquie, ne disposait plus d'aucune influence pour arrêter ces atrocités.

Nous discutâmes encore la question des déportations.

— L'Allemagne n'en est pas responsable, me dit-il.

— Vous pourrez l'affirmer toute l'éternité, personne ne vous croira, lui répondis-je. Le monde en rejettera toujours la faute sur votre pays, et vous serez à jamais coupables de ces crimes. Je sais que vous avez dans vos dossiers certaine protestation écrite ; à quoi cela rimera-t-il ? Vous savez mieux que moi que le résultat sera nul. Je ne veux pas dire que l'Allemagne est responsable dans le sens qu'elle fut l'instigatrice de ces massacres, mais parce qu'elle pouvait les empêcher et n'en fit rien. D'ailleurs, elle ne le sera pas seulement aux yeux de l'Amérique et de vos ennemis actuels ; le peuple allemand lui-même vous demandera des comptes. Vous êtes une nation chrétienne et un jour viendra où vos compatriotes s'apercevront que vous avez laissé

un peuple musulman détruire une race chrétienne. Comme vous êtes stupide de me reprocher de fournir des renseignements au Département d'Etat ! Croyez-vous qu'il vous soit possible de tenir cachées semblables horreurs ? Ne soyez pas aussi borné, ne vous attendez pas à fermer les yeux au reste du monde, comme vous fermez les vôtres. De semblables crimes réclament justice. Pouvais-je en avoir connaissance, sans en faire part à mon gouvernement ? N'oubliez pas que des missionnaires allemands, tout autant que leurs collègues américains, m'envoient des renseignements sur les supplices des Arméniens.

— Tout cela est peut être vrai, répliqua mon interlocuteur : *mais le grand problème pour nous est de gagner cette guerre (sic)*. Les Turcs ont liquidé leurs ennemis étrangers aux Dardanelles et à Gallipoli ; ils s'efforcent maintenant d'affermir leur situation à l'intérieur. Ils craignent encore qu'on leur impose les Capitulations et, dans ce but, ils se proposent de rendre impossible toute ingérence étrangère dans leurs affaires domestiques ; Talaat m'a dit qu'il était résolu à achever cette tâche avant la fin de la guerre. Dorénavant, ils ne veulent plus reconnaître aux Russes le droit d'intervenir dans les questions arméniennes, parce qu'il y a en Russie un grand nombre d'Arméniens qui ressentent les souffrances de leur coreligionnaires en Turquie. C'était ce que faisait Giers, et les Turcs ne veulent plus le permettre à aucun ambassadeur russe ou d'aucun autre pays. En tout cas, ce n'est pas une race intéressante. Vous basez votre opinion sur ceux d'après les échantillons des classes supérieures que vous rencontrez ici ; mais ils ne sont pas tous ainsi. J'avoue cependant qu'ils ont été affreusement traités. Une personne, que j'ai envoyée pour faire une enquête à ce sujet, m'a raconté que les crimes les plus monstrueux n'ont pas été commis par les fonctionnaires turcs, mais par les brigands.

Il me suggéra encore une fois l'idée d'emmener les Arméniens aux États-Unis, et je dus répéter les raisons pour lesquelles c'était impossible.

— Écartons toutes ces considérations, lui dis-je, et laissons de côté toute nécessité militaire, politique d'État et autre ; ne regardons ce problème qu'au point de vue humanitaire. Rappelez-vous que la plupart des victimes sont des vieillards, des femmes et des enfants sans défense. Pourquoi ne comprenez-vous pas qu'ils ont tous droit à la vie ?

— Au degré où en sont les affaires domestiques de la Turquie, je n'interviendrai pas, répliqua-t-il.

Il était donc inutile d'insister ; mon interlocuteur n'avait ni pitié, ni générosité, il me répugnait littéralement. Enfin il se leva pour partir, mais la respiration lui manqua et ses jambes plièrent sous lui. Je me précipitai pour le retenir ; pendant une minute, il parut plongé dans une sorte de stupeur ; puis il me regarda égaré et, faisant un effort, retrouva son équilibre. Je le pris alors par le bras et le conduisis jusqu'à sa voiture ; il semblait être revenu de son étourdissement et arriva chez lui sain et sauf. Deux jours plus tard, tandis qu'il dinait, il eut une attaque d'apoplexie ; on le transporta sur son lit, mais il ne reprit pas connaissance. Le 24 octobre, on m'annonça officiellement sa mort.

Mon dernier souvenir de lui est lorsque, assis dans mon bureau à l'ambassade, il refusait énergiquement de faire quoi que ce fût en faveur d'une nation vouée au massacre ; et cependant, il était le seul homme, tout comme son gouvernement était la seule autorité, qui eussent pu arrêter ces crimes : or ne m'avait-il pas répété plusieurs fois que leur seul but était de *gagner cette guerre* ?

Quelques jours après, les milieux officiels et diplomatiques rendirent un dernier hommage à cette personnification accomplie du système prussien. Les funérailles eurent lieu à l'ambassade allemande à Péra, dans les jardins qui disparaissaient littéralement sous les fleurs. Toute l'assistance, à l'exception de la famille, des ambassadeurs et des représentants du Sultan, resta debout pendant l'impressionnante, mais simple cérémonie. Ensuite le cortège se forma. Des marins allemands portaient le cercueil sur leurs épaules,

d'autres venaient derrière, les bras pleins de fleurs, tandis que les membres du corps diplomatique et du gouvernement ottoman suivaient à pied.

Le Grand Vizir était au premier rang. Je fis le chemin entier aux côtés d'Enver. Tous les officiers du *Göben* et du *Breslau*, ainsi que les généraux allemands étaient là, en grand uniforme. Tout Constantinople faisait la haie et l'on respirait une atmosphère de fête. Nous nous acheminâmes à travers le parc de Dolma Bagtche, palais du Sultan, en passant par la porte que les ambassadeurs franchissent quand ils viennent présenter leurs lettres de créance. Un canot à vapeur nous attendait sur les rives du Bosphore ; Neurath, le conseiller allemand, se trouvait là, prêt à recevoir la dépouille mortelle de son chef. La bière, entièrement couverte de fleurs, fut glissée dans le bateau et, lorsque la chaloupe appareilla, nous eûmes la vision symbolique de Neurath, ce Prussien de haute stature, debout à l'arrière, raide et silencieux, en grand uniforme, coiffé de son casque orné de plumes blanches qui ondulaient au vent.

Wangenheim fut enterré dans le parc de la résidence d'été de l'ambassade, à Thérapia, près de son camarade, le colonel Leipzig. Aucun lieu de repos n'était mieux approprié ; car, là, il avait remporté ses succès diplomatiques, là encore, deux ans auparavant, il avait guidé par télégraphie sans fil le *Göben* et le *Breslau* jusqu'à Constantinople, rendant ainsi l'alliance de la Turquie inévitable, et préparant tous les triomphes et toutes les horreurs qui s'ensuivirent.

CHAPITRE XXVIII

NOUVELLE PROPOSITION DE PAIX D'ENVER. ADIEU AU SULTAN ET A SON EMPIRE

L'insuccès de mes démarches en faveur des Arméniens m'avait rendu la Turquie odieuse et je ne pouvais plus supporter de rencontrer chaque jour des hommes que, malgré leur empressement et leur humeur gaie et conciliante à mon égard, je voyais encore couverts du sang de près d'un million de créatures humaines. S'il eût été en mon pouvoir de faire davantage, soit pour mes compatriotes, ou les résidents ennemis, ou les peuples persécutés de l'Empire, je serais volontiers resté ; mais la situation des Américains et des Européens était plus rassurante et, quant aux races asservies, j'étais à bout de ressources pour les défendre utilement. De plus un grand événement se préparait aux États-Unis qui, à mon avis, devait avoir une influence considérable sur l'avenir du monde et de la démocratie : les élections présidentielles. Je sentais que rien n'était plus important, en fait de politique internationale, que la réélection du Président Wilson, que tout me commandait d'y aider et que, par conséquent, je perdais dans cette partie éloignée du globe un temps infiniment précieux.

J'avais d'ailleurs une autre raison d'ordre pratique de retourner dans mon pays ; c'était de donner de vive voix, au Président et au Département d'État, des renseignements puisés aux meilleures sources sur la situation européenne. Il était particulièrement important d'exposer, à qui de droit, les dernières suggestions de paix, car, vers la fin de 1915 et

au commencement de 1916, c'était le principal sujet des conversations à Constantinople. Enver Pacha me priait d'intercéder auprès du Président pour qu'il mit fin à la guerre, disant que les Turcs étaient las de se battre, et que leur salut dépendait d'une paix rapide.

J'ai déjà décrit la situation telle qu'elle se présentait quelques mois après la déclaration de guerre, mais vers la fin de 1915 elle était infiniment plus précaire. En outre, la Turquie, en décidant la déportation et le massacre des populations soumises à son joug, en particulier des Arméniens et des Grecs, avait signé sa propre condamnation au point de vue économique ; ces peuples, comme on sait, avaient développé les industries, les finances, ainsi que l'agriculture du pays ; et le crime commençait à faire sentir ses conséquences matérielles ; les terres restaient en friches, des milliers de paysans mouraient de faim, les revenus de l'État s'étaient amoindris, attendu que les Arméniens et les Grecs étaient les plus forts contribuables et que la plupart des ports turcs étant bloqués, les droits de douane ne rentraient plus. Le simple fait que la Turquie recevait juste assez d'argent pour payer l'intérêt de sa dette publique, sans parler des dépenses ordinaires et des frais de guerre, peut donner une idée de l'imminence de sa banqueroute ; elle avait donc raison de désirer une paix immédiate. Enfin, Enver et ses associés redoutaient une révolution si la guerre ne cessait bientôt. Ainsi que je l'écrivis alors à Washington : « Ils sont prêts à tout pour conserver leur autorité ».

Toutefois, je ne pris guère au sérieux les sollicitations d'Enver en faveur de la paix : « Parlez-vous pour vous-même et votre parti, lui demandai-je, ou parlez-vous également au nom de l'Allemagne ? Je ne puis soumettre une proposition de votre part, si vos alliés ne sont pas d'accord avec vous. Les avez-vous consultés ?

— Non, répondit Enver, mais je sais ce qu'ils pensent.

— Ce n'est pas suffisant, répliquai-je, vous feriez mieux de communiquer avec eux par l'intermédiaire de leur ambassadeur. Je ne tiens pas à faire une démarche qui ne soit

pas appuyée par tous les membres de l'alliance turco-astro-allemande.

Il objecta qu'il ne jugeait pas nécessaire d'en parler au représentant de Guillaume II et que d'ailleurs il s'apprêtait à partir pour Orsova, ville de la frontière bulgare-roumaine, où il devait avoir une entrevue avec Falkenhayn, à cette époque, chef d'État-major. C'était, ajouta-t-il, un personnage important avec lequel il discuterait la question de la paix.

— Pourquoi croyez-vous que le moment soit choisi pour semblable discussion ? demandai-je.

— Parce que, dans deux semaines, nous aurons complètement anéanti la Serbie, et que les Alliés seront alors décidés à entamer des pourparlers ; le but de ma visite à Falkenhayn est de terminer des arrangements en vue de l'invasion de l'Égypte. De plus, nous comptons que la Grèce se mettra de notre côté d'ici peu de temps ; nous préparons déjà l'expédition de quantités considérables de vivres et de fourrage à son intention ; et comme la Roumanie se joindra à nous fatalement, nous aurons donc un million de troupes fraîches. Nous recevrons d'Allemagne, dès que la voie ferrée directe sera en exploitation, tous les canons et munitions nécessaires. Voilà, en résumé, pourquoi le moment est favorable à des propositions de paix.

Je me bornai à demander au Ministre de la Guerre d'en conférer avec Falkenhayn et de me faire part du résultat. Cette conversation vint, je ne sais comment, à la connaissance de l'Ambassadeur allemand, le comte Wolf-Mettelnich, qui me rendit immédiatement visite. Il tenait à me convaincre de l'inutilité de discuter les questions suivantes : l'Allemagne n'abandonnerait jamais l'Alsace-Lorraine et elle insisterait sur le retour de toutes ses colonies. Je répliquai qu'il n'était pas en effet opportun de parler de paix, avant que l'Angleterre eût la première remporté quelque grande victoire.

— Cela se peut, répondit le comte ; mais n'allez pas croire que l'Allemagne laissera à sa rivale un tel avantage, sim-

plement pour la disposer à la paix. D'ailleurs, vous vous trompez, la Grande-Bretagne a déjà remporté d'assez gros succès. Examinez ce qu'elle a fait : elle a consolidé indiscutablement sa suprématie maritime, anéanti le commerce allemand, sans perdre un pouce de son territoire, et acquis même de nouvelles possessions immenses, telles que Chypre, l'Égypte, toutes nos colonies et encore une grande partie de la Mésopotamie. Quelle erreur de dire qu'elle n'a rien gagné dans cette guerre !

Le 1^{er} décembre, Enver vint à l'ambassade américaine me communiquer les résultats de son entrevue avec Falkenhayn ; le chef d'Etat major allemand convenait que son pays entamerait volontiers des pourparlers de paix, mais qu'il ne pouvait établir ses conditions à l'avance, de peur qu'un tel acte ne fût considéré comme un signe de faiblesse de sa part. Une chose était cependant certaine : les Alliés obtiendraient des conditions beaucoup plus avantageuses en ce moment que plus tard. Enver m'apprit aussi que les Allemands étaient disposés à abandonner tout le territoire pris aux Français et presque toute la Belgique ; par contre, ils étaient entièrement décidés à démembrer la Serbie d'une façon définitive ; ils ne lui rendraient pas un pouce de la Macédoine et conserveraient même une partie de la vieille Serbie, si bien que cette nation serait plus petite qu'avant la guerre des Balkans, et disparaîtrait en tant qu'Etat indépendant. La signification de tout cela était claire ; l'Allemagne avait atteint son principal but de guerre : relier directement Berlin à Constantinople et l'Orient, soit la réalisation de la *Mittel-Europa* pan-germanique. Elle consentait à restituer les territoires envahis du nord de la France et de la Belgique, à condition que l'Entente lui permit de garder ses conquêtes orientales. La proposition de Falkenhayn ne différait donc pas beaucoup de celle que Berlin fit plus tard vers la fin de 1916. Cette entrevue, telle qu'elle me fut rapportée, prouve qu'il n'y avait à espérer aucune modification aux plans primitifs du Kaiser.

Rien ne faisait donc prévoir la cessation prochaine des

hostilités, et, estimant nécessaire d'exposer ces faits au Président, je demandai à cet effet un congé à Washington, qui me fut accordé.

Je fis ma visite d'adieu à Enver et à Talaat, le 13 janvier. Tous deux étaient d'excellente humeur ; au cours de la conversation, nous vinmes naturellement à rappeler les grands événements qui s'étaient déroulés en Turquie et dans le monde, depuis ma première rencontre avec eux, deux ans auparavant. Ils n'étaient que des aventuriers, arrivés au pouvoir par l'assassinat et l'intrigue et que tenaillait la crainte d'une autre révolution, capable de les replonger dans l'obscurité ; mais ils étaient les souverains maîtres de l'Empire ottoman, alliés à la puissance militaire alors la plus forte du monde, et les vainqueurs, du moins le pensaient-ils, de la flotte britannique. Ils étaient à ce moment à l'apogée de leur triomphe, les Alliés venant d'évacuer deux semaines auparavant les Dardanelles ; l'un et l'autre envisageaient avec confiance l'avenir.

— On assure que vous rentrez chez vous dépenser beaucoup d'argent à réélire votre Président, me dit Talaat (allusion plaisante à mon rôle d'administrateur des finances du *Comité National Démocratique*). Vous avez tort, pourquoi ne restez-vous pas ici ? et ne nous donnez-vous pas cet argent ? il nous serait plus utile qu'à vous ! Nous espérons que vous reviendrez bientôt, ajouta-t-il. Nous vous considérons presque comme un des nôtres ; nous avons vieilli ensemble ; vous êtes venu ici au moment de notre arrivée au pouvoir et, en vérité, nous nous demandons s'il nous sera possible de nous entendre aussi bien avec quelque autre personne. Nous avons appris à vous aimer, en dépit de nos différents, parfois assez aigus, mais vous nous avez toujours paru juste et nous respectons la politique américaine en Turquie, telle que vous l'avez représentée. Nous regrettons de vous voir partir, même pour quelques mois.

— Je suis sensible à vos aimables paroles, répliquai-je ; et puisque vous me flattez tant, laissez-moi profiter de vos

bonnes dispositions. Voulez-vous me promettre de vous conduire envers les personnes dont j'ai la charge, avec autant de considération que si j'étais ici ?

— En ce qui concerne les missionnaires et professeurs des écoles et collèges américains, dit Talaat tandis que son collègue approuvait, nous vous promettons formellement qu'ils ne seront molestés en aucune façon ; ils peuvent continuer à travailler comme par le passé. Soyez tranquille à cet égard.

— Et les Anglais et les Français ? demandai je.

— Oh ! répondit Talaat, en riant, il se peut que nous nous amusions avec eux de temps à autre, mais ne vous inquiétez pas, nous en aurons soin.

C'est alors que, tout en connaissant l'inutilité de ma requête, pour la dernière fois j'abordai le sujet qui hantait mon esprit depuis tant de mois :

— Et les Arméniens ?

La gaieté de Talaat disparut instantanément ; ses traits se durcirent et ses yeux brillèrent du feu de la brute réveillée :

— A quoi bon reparler d'eux, dit-il avec un geste de la main, nous les avons liquidés, c'est fini.

Telles furent ses paroles d'adieu.

Le lendemain, je vis le Sultan ; toujours aimable et bon, tel que je l'avais connu deux ans auparavant. Il me reçut sans façon, habillé à l'européenne, en civil. Il me pria de m'asseoir auprès de lui. Nous nous entretenîmes environ vingt minutes, discutant entre autres les relations amicales de l'Amérique et de la Turquie. Il me remercia de m'être intéressé à son pays et exprima le désir de me revoir bientôt ; puis il traita de la guerre et de la paix :

— Tous les monarques désirent naturellement la paix, commença-t-il, aucun n'approuve les effusions de sang ; toutefois, il y a des moments où la guerre semble inévitable et bien que nous désirions arranger nos différends à l'amiable, il ne nous est pas toujours possible de le faire. Nous traversons une de ces périodes. J'ai dit à l'ambassadeur

anglais que nous n'avions nulle envie de prendre les armes contre son pays, et je vous le répète. La Turquie devait protéger ses droits, la Russie nous attaquait ; il fallait nous défendre. Ainsi cette guerre ne fut pas préméditée, Allah l'a voulu, c'était le Destin.

J'exprimai alors le vœu d'en voir bientôt la fin.

— Oui, répliqua Sa Majesté, nous aussi désirons la paix ; mais une paix qui garantisse l'existence de notre Empire. Je suis certain qu'une contrée civilisée et prospère comme la vôtre doit souhaiter la concorde universelle et elle devrait s'efforcer de la ramener de façon durable.

Un de ces arguments m'avait particulièrement frappé : « la Russie nous a attaqués » avait-il dit, et il était évident que ce vieillard naïf était sincère et ignorait la vérité, à savoir, que les navires de guerre turcs, commandés par des officiers allemands, avaient jeté la Turquie dans le conflit général en bombardant les ports russes ; et au lieu de cela les leaders Jeunes Turcs lui avaient fait croire cette histoire que la Russie avait été l'agresseur ! Cette entrevue m'éclaira entièrement sur la manière dont le chef nominal de l'empire ottoman était informé des décisions de son gouvernement.

Talaat et Enver ne m'avaient pas fait leurs adieux, se proposant de me voir à la gare ; quelques minutes avant le départ du train, Bedri me rejoignit, le visage pâle et défait, m'apportant leurs excuses :

— Ils ne peuvent venir, dit-il, le Prince héritier vient de se suicider !

Je le connaissais bien ; je pensais l'avoir comme compagnon de voyage jusqu'à Berlin, où il était attendu, et sa voiture réservée était attachée au train. J'avais vu souvent Youssouf Izzeddin il m'avait invité plusieurs fois et nous avions passé des heures à parler des États-Unis et des institutions américaines, pour lesquelles il avait toujours manifesté un très grand intérêt, me disant à plusieurs reprises qu'il aimerait à introduire dans son pays certaines de nos idées gouvernementales. Le matin de notre départ pour l'Al-

Allemagne, on le trouva dans sa villa, gisant dans une mare de sang, les veines ouvertes. Youssef était le fils d'Abdul Aziz qui avait été Sultan de 1861 à 1876 et qui, détail lugubre, avait mis fin à sa vie en s'ouvrant les veines, quarante ans auparavant. Le père et le fils étaient morts dans les mêmes circonstances. Les tendances ententophiles de ce dernier, son opposition à l'entrée en guerre de son pays aux côtés de l'Allemagne, et son antagonisme contre le Comité Union et Progrès, firent naître des soupçons. J'ignore les histoires qui circulèrent alors de bouche en bouche, et me rappelle simplement que le rapport médical conclut au suicide.

On l'a suicidé¹, remarqua un Français avec esprit, quand on communiqua la version officielle.

Cette tragique nouvelle nous assombrît tous, tandis que le train s'ébranlait ; mais le voyage fut très intéressant. J'étais dans le fameux *Balkanzug* qui se rendait à Berlin pour la seconde fois seulement. Ma cabine portait le numéro 13 ; plusieurs personnes vinrent la voir, me disant, qu'à l'aller, on avait tiré sur le train et qu'une des fenêtres de mon compartiment avait été brisée.

Bientôt après, je découvris que l'amiral Usedom était du nombre de mes compagnons de voyage. Sa carrière avait été des plus brillantes ; entre autre il avait été capitaine du *Hohenzollern*, le yacht du Kaiser, ce qui le mit en relations amicales avec l'empereur. La dernière fois que je l'avais rencontré, c'était au cours de ma visite aux Dardanelles, où il avait été inspecteur général des défenses ottomanes. Dès que nous eûmes renoué connaissance, l'amiral commença à parler de l'attaque avortée des Alliés, et ne dissimula point les craintes qu'il avait eues alors de la voir réussir.

— Plusieurs fois, dit-il, nous crûmes que les Anglo-Français étaient sur le point de passer et nous en étions tous désolés et découragés. Nous avons une grande dette de reconnaissance envers l'héroïsme des Turcs et leur bonne volonté

à sacrifier un nombre illimité de soldats. Le danger est passé maintenant, et notre tâche de ce côté-ci est finie.

L'amiral était d'avis que le débarquement britannique avait été mal combiné, mais faisait l'éloge de la retraite habile des alliés. J'eus encore quelques explications sur l'attitude allemande, quant aux massacres arméniens. Usedom n'essayait ni de justifier, ni de blâmer les Turcs, discutant la question avec un calme imperturbable, comme un simple problème militaire, et on n'aurait jamais cru à l'entendre qu'il s'agissait de millions de vies humaines ! Il dit franchement que les Arméniens étaient gênants, un obstacle au succès allemand et qu'il avait été par conséquent nécessaire de les éloigner, tout comme des meubles inutiles ; il en parlait aussi tranquillement que s'il eût été question de démolir un rang de maisons, pour bombarder une ville !

Pauvre Serbie ! Tandis que le train filait à travers ses vallées dévastées, j'eus l'image de ce que la guerre lui avait coûté ; pendant deux ans, elle s'était défendue seule, presque sans assistance, essayant d'arrêter l'impétuosité conquérante du Pan-germanisme, de même que pendant trois siècles elle s'était élevée en rempart contre les assauts turcs. La plupart des fermes étaient abandonnées, enfouies sous les mauvaises herbes, remplies de débris de toutes sortes, souvent sans toiture, parfois complètement rasées.

Quand nous traversions une rivière, nous pouvions voir les restes d'un pont qu'on avait fait sauter à la dynamite ; — aussitôt remplacé d'ailleurs par les Allemands. Nous aperçûmes des femmes et des enfants, en haillons, presque morts de faim, mais peu d'hommes, car tous avaient été tués ou se trouvaient encore dans les rangs de la petite armée serbe, toujours debout et vaillante. De nombreux trains chargés de soldats allemands nous dépassèrent ou nous arrêtaient aux aiguillages. Leur vue seule suffisait à expliquer la misère et les ravages des paysages environnants !

1. En français dans le texte.

CHAPITRE XXIX

VON JAGOW,

ZIMMERMAN ET LES GERMANO-AMÉRICAINS

Notre train arriva à Berlin le 3 février 1916 ; date qui mérite d'être mentionnée, car elle marquait une importante crise dans les relations allemandes et américaines. Une des premières personnes que je rencontrai fut mon vieil ami et collègue, l'ambassadeur James W. Gerard, qui m'apprit qu'il faisait ses malles et s'attendait à quitter Berlin d'un moment à l'autre, car d'après ses conjectures la rupture entre l'Allemagne et les États-Unis n'était plus qu'une question de jours, peut-être même d'heures. A cette époque, les deux pays discutaient au sujet du torpillage du *Lusitania* ; le gouvernement impérial se montrait disposé à faire des excuses, à payer une indemnité et à promettre de ne plus recommencer ; mais le Président et M. Lansing insistaient pour que l'Allemagne déclarât que le torpillage du *Lusitania* était un acte illégal, ce qui voulait dire qu'elle ne pourrait plus dorénavant pratiquer la guerre sous-marine, sans se contredire, et faire ce que son propre gouvernement avait dénoncé, comme étant contraire aux lois internationales. C'était ce que voulaient les États-Unis, et les deux pays étaient à la veille de la guerre.

— Je ne puis plus rien moi-même, dit M. Gerard ; je tiens à ce que vous voyiez Zimmerman et von Jagow et peut-être pourrez-vous faire valoir un point de vue nouveau.

Il me fut aisé de constater au cours des visites que l'on

me rendit, que la situation était grave et nous était infiniment défavorable ; on nous regardait déjà comme les alliés de l'Entente, et des idées absurdes au sujet de nos relations étroites avec l'Angleterre régnaient dans la capitale. Par exemple, on croyait que Sir Cecil Spring-Rice, l'ambassadeur anglais à Washington, assistait aux délibérations du Cabinet et était consulté sur toutes les questions de notre politique nationale.

A 3 heures, M. Gerard me conduisit au Ministère des Affaires Étrangères, où nous passâmes une heure avec von Jagow. Ce dernier était un homme petit, mince et nerveux. Il fuma cigarette sur cigarette pendant notre entrevue, et nous sembla fort préoccupé ; il ne faudrait pas croire en effet que le gouvernement allemand ne prît pas au sérieux une rupture possible avec les États-Unis ; les journaux s'amusaient à nos dépens, nous insultant et riant à l'idée que l'oncle Sam déclarât la guerre. Mais je fus très impressionné par le contraste entre ces fanfaronnades de journalistes et l'anxiété de ce considérable personnage qui, lui, n'envisageait pas d'un œil indifférent la perspective de voir nos hommes et nos ressources mis au service de l'Entente, quoique la presse berlinoise en pensât.

— C'est abominable que M. Lansing veuille nous obliger à déclarer que ce torpillage fut illégal, commença le ministre. Il agit en homme de loi, imbu des principes de son métier.

— Laissez-moi vous dire la vérité, répliquai-je ; je ne crois pas, qu'aux États-Unis, on vous chicanera sur la forme de votre déclaration ; cependant il vous faudra exprimer vos regrets de façon précise, disant que vous reconnaissez vos torts et que vous ne commettrez plus semblable action. Si vous refusez, les conséquences peuvent être sérieuses.

— Nous ne pouvons pas vous satisfaire, répondit-il ; l'opinion publique en Allemagne ne le tolérerait pas, car si nous faisions la déclaration que vous réclamez, le Cabinet actuel tomberait de suite.

— Je croyais que vous aviez tout pouvoir sur l'opinion publique, repris-je ; même avec quelque délai, vous pouvez certainement l'influencer et l'amener à vous approuver.

— Oui, en ce qui concerne la presse, dit von Jagow, nous en avons l'absolu contrôle, et le temps aidant nous y arriverons. Remarquez que les journaux ne peuvent pas changer d'avis sur le champ ; ils devront procéder graduellement, en deux ou trois semaines ; nous pouvons en répondre. Mais il y a des membres du Parlement dont nous ne sommes pas sûrs et dont les récriminations nous obligeraient à démissionner.

— Il me semble que vous pourriez réunir ces divers membres, leur expliquer la nécessité d'éloigner les États-Unis de la guerre, les convaincre enfin. L'ennui est que vous ne comprenez pas la manière de voir de mon pays ; que vous ne croyez pas qu'il puisse se battre, et que pour vous le Président Wilson est un idéaliste et un pacifiste, qui ne veut à aucun prix en venir aux armes. Vous commettez-là la plus grave et la plus dangereuse des erreurs ; car notre Président a deux natures bien distinctes. N'oubliez pas qu'il a du sang écossais et irlandais dans les veines. Jusqu'à présent, vous n'avez vu que le côté écossais de son tempérament, prudent, pesant chaque action, patient et endurant ; or il a aussi l'ardeur combative et le feu de l'Irlandais. Quand il a décidé quelque chose, rien ne peut l'en faire démentir et, s'il décide la guerre, il la fera de toute son âme, jusqu'au bout. Ne le provoquez pas davantage. Vous vous trompez aussi, parce que certains membres importants du Congrès, et peut-être même un membre du Cabinet, se sont prononcés en faveur de la paix ; mais un homme en décidera et c'est le Président. Il fera ce qu'il croira juste et bien, sans s'inquiéter de ce que d'autres peuvent dire ou faire.

Von Jagow m'avoua alors que je venais de l'éclairer sur le rôle du Président Wilson ; toutefois il avait encore un motif de supposer que les États-Unis répugneraient à la rupture :

— Que faites vous alors des Germano-Américains ? demanda-t-il.

— Je puis bien vous renseigner, appartenant moi-même à cette catégorie de citoyens. Je suis né en Allemagne où j'ai passé les neuf premières années de ma vie ; je sais apprécier ce qu'elle a de bon, entre autre j'aime sa musique et sa littérature. Mais mes parents se sont expatriés parce qu'ils vivaient sur le sol natal, mécontents et malheureux. Les États-Unis, au contraire, nous firent bon accueil et nous donnèrent un foyer où nous vécûmes heureux et prospères. Il y a des millions d'individus dans notre cas ; là nous avons droit à toute initiative commerciale, à toute position sociale ; et je ne crois pas qu'il y ait sur terre des gens plus satisfaits que les soi-disant Germano-Américains. (Je ne pouvais parler de mes propres sentiments, étant encore ambassadeur, mais je continuai) : Prenez mes enfants, par exemple : ils appartiennent à la seconde génération germano-américaine ; toute leur sympathie, au cours de ce conflit, est allée à l'Angleterre et ses alliés ; mon fils est ici avec moi et me dit que, si l'Amérique doit combattre, il s'engagera immédiatement. Croyez-vous que beaucoup d'entre nous se mettraient de votre côté ? L'idée même en est comique ; la masse imposante de cette partie de la population est entièrement de mon avis.

— Cependant on me dit, reprit mon interlocuteur, que les Germano-Américains se soulèveront si vous nous déclarez la guerre.

— Ne vous y fiez pas, répondis-je, car le premier qui essayera sera puni de façon si prompte et si énergique que le mouvement sera arrêté net. J'estime au contraire que les honnêtes gens seront les premiers à sévir.

— Nous désirons éviter une rupture avec l'Amérique, dit von Jagow, mais il nous faut le temps de changer l'opinion publique. Il y a ici deux partis qui sont diamétralement en opposition, au sujet de la guerre sous-marine ; l'un considère qu'il faut la faire jusqu'au bout, sans s'inquiéter des conséquences, aussi bien vis-à-vis des États-

Unis que de toute autre puissance ; l'autre, comprenant le Cabinet actuel, veut au contraire s'entendre avec votre Président. Enfin le parti militaire nous pousse, et nous obligera à démissionner si nous déclarons que le torpillage du *Lusitania* fut illégal ou irrégulier. Je ne doute pas que M. Wilson ne le comprenne ; nous sommes de son côté, mais nous devons être prudents. Je suppose que, puisqu'il désire maintenir de bons rapports avec l'Allemagne, il préférera que nous restions au pouvoir ; pourquoi nous contraindrait-il à abandonner notre poste à des gens qui rendraient la guerre inévitable ?

— Désirez-vous que notre gouvernement sache que votre maintien au pouvoir dépend de cette déclaration ?

— Oui certainement, répliqua-t-il ; j'aimerais à ce que vous le télégraphiez. Dites bien que, si on nous remplace, nos successeurs prêcheront la guerre sous-marine à outrance.

Revenant à M. Wilson, il s'étonna de ce que je lui avais révélé de son caractère et de sa volonté de combattre,

— Nous le considérons comme un pacifiste, ainsi que toute votre nation ; il est loin du théâtre de la guerre, pour quelle raison se joindrait-il à nos ennemis ? Vos intérêts matériels ne sont point en jeu.

— Il y a une chose pour laquelle nous nous battons, répliquai-je, c'est le principe moral. Il est manifeste que vous n'entendez rien à notre mentalité et ne percevez pas que, si nous hésitons, ce n'est point parce que nous craignons la guerre, c'est parce que nous voulons être absolument justes. Nous voulons d'abord recueillir toutes les preuves nécessaires. J'avoue qu'il nous répugne de nous mêler à des disputes étrangères ; or nous ferons respecter notre droit d'user de l'Océan comme il nous plaît et nous n'admettrons pas que l'Allemagne nous fixe le nombre et la destination de nos bateaux. Le peuple américain est peut-être encore jeune, mais s'il a décidé de défendre ses droits, il le fera sans souci des conséquences. Vous paraîsez croire que les Américains ne prendront pas les armes

pour un principe ; vous oubliez que toutes nos guerres ont été des matières de principes. Prenez par exemple la plus grande de toutes, la guerre civile de 1861 à 1865. Nous, gens du Nord, nous nous battions pour émanciper l'esclave ; pure affaire de principe, car là aussi nos intérêts matériels n'étaient point en jeu ; et ce fut une guerre acharnée, bien que nos adversaires fussent nos propres frères.

— Nous n'avons nulle envie de ne pas nous entendre avec les Etats-Unis, protesta von Jagow. La paix du monde dépend de trois nations : l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne. Nous devrions nous unir, établir la paix et la maintenir. Je vous remercie de m'avoir éclairé ; toutefois j'ai de la peine à démêler pourquoi votre gouvernement est si intraitable vis-à-vis de mon pays et si indulgent pour l'Angleterre.

Je lui donnai alors l'explication habituelle, que chaque nation est pour nous un problème distinct, et que nous ne saurions baser notre façon d'agir avec l'Allemagne sur notre attitude vis-à-vis de l'Angleterre.

— Oh ! oui, répondit von Jagow d'une voix plaintive. Cela me rappelle deux petits garçons, jouant dans une cour. Il faut d'abord en punir un, tandis que l'autre attend son tour. Wilson va corriger l'Allemand le premier, puis quand il aura fini, il s'occupera de l'Angleterre. Cependant, conclut-il, j'aimerais que vous câbliez au Président, l'informant de ce que vous avez débattu la question avec moi et connaissez maintenant notre point de vue. Voulez-vous lui demander de ne rien faire avant de pouvoir le lui expliquer de vive voix ?

Je promis et câblai immédiatement.

A quatre heures et demie, j'avais rendez-vous pour prendre le thé chez le Dr Alexander et sa femme. Il n'y avait pas trois minutes que j'étais arrivé qu'on annonça Zimmerman. Quelle différence avec von Jagow ! Il était beaucoup plus fort, physiquement et mentalement. Il était grand, d'allure même majestueuse, impérieux, habile et franc dans ses questions, tout en restant agréable et insinuant.

Discutant le sujet des Germano-Américains, il commença par me flatter, disant que les Israélites s'étaient conduits d'une façon exemplaire en Allemagne pendant la guerre et que les Allemands leur en étaient extrêmement reconnaissants.

— Après la guerre, dit-il, on les traitera beaucoup mieux qu'on ne l'a fait jusqu'à présent !

Il m'annonça alors que von Jagow lui avait parlé de notre conversation et me demanda d'en répéter une partie, parce qu'il s'intéressait particulièrement à mes déclarations et désirait entendre sur quels faits je basais mes conclusions. Comme la plupart de ses compatriotes, il considérait l'élément allemand chez nous comme faisant presque partie de l'Allemagne.

— Etes-vous persuadé que la masse de ces gens serait fidèle aux Etats-Unis en cas de guerre ? demanda-t-il ; que leurs sentiments envers la mère patrie ne seraient pas les plus forts ?

— Vous me semblez regarder nos Germano-américains comme une partie distincte de la population, répondis-je, vivant à part des autres, et sans grande relation avec la vie nationale en général. C'est une grande erreur. Vous pouvez en trouver quelques-uns çà et là qui feront beaucoup de bruit en faveur de l'Allemagne, mais je parle des millions d'Américains, de descendance allemande, qui se considèrent Américains et rien de plus. Ceux de la seconde génération, en particulier, n'aiment pas qu'on leur rappelle leurs origines, il est presque impossible de les faire parler allemand, et ils refusent d'avoir une autre langue que l'anglais ; ils ne lisent pas les journaux allemands, ni ne veulent aller dans les écoles allemandes, ils hésitent même à suivre les offices des églises luthériennes où l'on fait usage de l'allemand. Il y en a plus d'un million à New-York, où ce fut cependant toute une affaire d'acclimater un théâtre allemand ; sans doute y a-t-il quelques clubs allemands, mais leurs membres sont en nombre restreint. Ils préfèrent ceux où l'élément n'est pas exclusivement german et il n'y

a pas un cercle à New-York, même parmi les plus sélects, qui ne les acceptent selon leurs mérites. Dans la vie sociale ou politique, il y en a peu qui par leur origine même aient acquis des situations proéminentes et cependant un grand nombre de hauts personnages sont d'origine allemande. Vous ne serez donc pas les seuls à être étonnés de leur loyauté ; si nos pays se déclarent la guerre, tout le monde le sera. Autre chose : si les Etats-Unis s'en mêlent, nous nous battons jusqu'au bout et ce sera une lutte longue et acharnée.

Après trois ans, je n'ai aucun motif de renier mes prophéties ; je me demande même parfois ce que Zimmerman en pense maintenant.

Après ces catégoriques explications, Zimmerman m'entretint de la Turquie, cherchant à découvrir si les Turcs pouvaient vraisemblablement faire une paix séparée. A brûle pourpoint je lui révélai que ces derniers ne se sentaient nullement obligés envers les Allemands, ce qui me donna l'occasion d'ajouter :

— J'ai appris à connaître les méthodes allemandes en Turquie, et je crois que ce serait une grave erreur de vouloir les appliquer aux États-Unis. J'en parle parce qu'il y a eu déjà pas mal de sabotages, ce qui éloigne encore de vous les Germano-Américains et nous rapproche de plus en plus de l'Angleterre.

— Mais le Gouvernement allemand, répliqua-t-il, n'est pas responsable de manœuvres qu'il ignore complètement.

Je n'acceptai naturellement pas cet argument sans protester, les événements récents en ont prouvé la fausseté ; nous abordâmes ensuite d'autres questions, en particulier celle des sous-marins.

— Nous avons volontairement interné notre flotte, déclara-t-il, et nous ne pouvons rien faire même sur mer si ce n'est avec nos sous-marins. Il me semble que les États-Unis commettent une grave erreur en s'opposant si énergiquement au principe de leur emploi, car vous avez une longue étendue de côtes et pouvez un jour avoir besoin d'en user. Supposez qu'une puissance européenne, ou encore le

Japon vous attaque ; c'est alors que vous en sentiriez l'utilité. De plus, si vous insistez sur cette déclaration précise au sujet du *Lusitania*, vous allez simplement jeter notre gouvernement dans les bras du parti de Tirpitz.

Puis il revint à la situation en Turquie et ses réflexions me prouvèrent qu'il n'était pas du tout satisfait du nouvel ambassadeur, le comte Wolf-Metternich. Ce dernier n'avait pas réussi, paraît-il, à gagner la confiance des gouvernants ottomans ; il avait donné de gros sujets d'inquiétude à la Wilhemstrasse, en adoptant envers les Arméniens une attitude bien différente de celle de Wangenheim, par ses démarches auprès de Talaat et Enver pour les empêcher d'agir, ce que Zimmerman considérait comme une grave faute, attendu que son influence à Constantinople se trouvait par là même ruinée. Il ne dissimulait d'ailleurs pas son mécontentement des manifestations humanitaires de Metternich. Je vis alors que le rôle de Wangenheim avait été en parfait accord avec les milieux officiels de Berlin et j'eus la confirmation, de la bouche la plus autorisée, que l'Allemagne avait acquiescé par son silence même à ces déportations.

Quelques jours plus tard, nous nous embarquions à Copenhague et, le 22 février 1916, je me trouvai de nouveau dans le port de New-York, dans ma Patrie.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Un super-Allemand à Constantinople . . .	9
II. — Le <i>Boss System</i> dans l'Empire Ottoman. En quoi il fut utile à l'Allemagne.	25
III. — Le représentant personnel du Kaiser. Wangenheim s'oppose à la vente de vaisseaux de guerre américains à la Grèce	44
IV. — L'Allemagne mobilise l'armée turque . . .	62
V. — Contrairement aux Conventions internationales, le <i>Geben</i> et le <i>Brestau</i> franchissent les Dardanelles. Rôle de Wangenheim	68
VI. — Wangenheim me raconte comment le Kaiser décréta la guerre	79
VII. — Plans de l'Allemagne pour se faire attribuer des colonies, des stations charbonnières et des indemnités.	86
VIII. — Exemple classique de propagande allemande.	91
IX. — L'Allemagne ferme les Dardanelles et sépare ainsi la Russie de ses alliés	99
X. — La Turquie abroge les Capitulations. Prospérité soudaine d'Enver	106
XI. — L'Allemagne oblige la Turquie à se joindre aux belligérants.	116
XII. — Les Turcs seraient disposés à traiter les résidents ennemis humainement. Opposition des Allemands	122
XIII. — Profanation de Notre-Dame de Sion . . .	137
XIV. — Wangenheim et la « Bethlehem Steel Company ». La « guerre sainte » décrétée en Allemagne	146

XV. — Djemal, un Marc-Antoine gênant. Première tentative de paix allemande	157
XVI. — Les Turcs envisagent l'évacuation de Constantinople et le transport de la capitale en Asie Mineure. Les Alliés bombardent les Dardanelles.	168
XVII. — Comment Enver prouva que la flotte britannique n'était pas invincible. Les vieux forts des Dardanelles.	182
XVIII. — A la veille de la victoire, la flotte alliée lève le siège	194
XIX. — Le sort de trois mille civils	205
XX. — Autres aventures des résidents ennemis	222
XXI. — Mise aux enchères de l'alliance bulgare	229
XXII. — Le Turc retourne au type primitif	238
XXIII. — La révolution de Van	254
XXIV. — L'Assassinat d'une Nation	261
XXV. — Talaat justifie l'extermination arménienne	282
XXVI. — Enver discute la question arménienne.	295
XXVII. — Wangenheim refuse d'intervenir en faveur des Arméniens.	312
XXVIII. — Nouvelle proposition de paix d'Enver. Adieu au Sultan et à son Empire.	329
XXIX. — Von Jagow, Zimmerman et les Germano-Américains	338

JAMES W. GERARD

AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN AVANT ET PENDANT
LA GUERRE MONDIALE

M É M O I R E S

DE

L'AMBASSADEUR GERARD

In-8 avec 8 hors-texte. 10 fr.

C'est le livre documentaire le plus important qui ait été publié sur l'Allemagne pendant la guerre. Par ses révélations sensationnelles dans le domaine de la politique, par l'abondance et la sûreté de ses renseignements sur les affaires d'Allemagne jusqu'au jour où les États-Unis furent forcés d'entrer dans la Grande Guerre, par l'ampleur et la nouveauté de ses récits et ses témoignages, par l'autorité qui s'attache au nom de l'auteur, si bien placé pour tout voir, et dont la sincérité et la droiture dominant le récit, ce livre se distingue dans la série des ouvrages sur la guerre.

(La Revue des Deux Mondes.)

M É M O I R E S DE L'AMBASSADEUR GERARD

FACE A FACE

AVEC

LE KAISERISME

In-8 avec 8 hors-texte. 10 fr.

Recueil de notes intimes prises au jour le jour par M. Gerard au cours des années 1915 et 1916, à la suite de ses conversations soit avec Guillaume II, soit avec son chancelier ou son ministre des Affaires étrangères. Ce livre, auquel le prodigieux effondrement de l'Allemagne donne un intérêt saisissant, contient des anecdotes curieuses sur la vie secrète du monde officiel allemand pendant la guerre et des révélations inédites sur les intrigues allemandes auprès des gouvernements neutres tant en Europe que dans les deux Amériques, révélations que le secret diplomatique ne permettait pas encore de faire dans le tome I des Mémoires.

ANDRÉ MANDELSTAM

ANCIEN PREMIER DROGHAN DE L'AMBASSADE DE RUSSIE A CONSTANTINOPLE
ANCIEN SECRÉTAIRE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX

LE SORT DE L'EMPIRE OTTOMAN

In-8 de xu-630 pages. 12 fr.

Livre capital. Au point de vue documentaire, recueil extrêmement précieux.

AUGUSTE GAUVAIN (*Journal des Débats*).

Quel sera le sort de l'empire ottoman ? C'est là un des problèmes capitaux dont la solution est suspendue au destin de cette guerre. Nulle part la question n'a été mieux ni plus clairement posée, nulle part les solutions justes n'ont été indiquées avec plus de clairvoyance et de force que dans cet ouvrage capital.

RENÉ PINON (*La Voix de l'Arménie*).

Cet important ouvrage, abondamment documenté, ne peut manquer de produire une profonde impression dans le monde politique européen.

(*Correspondance d'Orient*).

Œuvre d'un orientaliste érudit qui, pendant dix-sept ans, a vécu en relations continues avec tout ce qu'il y a en Turquie de Turcs éclairés, cet ouvrage de M. Mandelstam sur la Turquie mérite entre tous la première place.

ED. CHARMY (*La Gazette de Lausanne*).

VICTOR KUHNÉ

LES BULGARES PEINTS PAR EUX-MÊMES

Documents et Commentaires

PRÉFACE D'AUGUSTE GAUVAIN

In-8. 5 fr.

La question de Constantinople qui séparait la Bulgarie des Alliés, la question serbe, la question yougo-slave, la question balkanique, la question européenne : M. Kuhné apporte là-dessus des témoignages accablants.

AUGUSTE GAUVAIN.

TAKE JONESCO

SOUVENIRS

Un volume in-16. 4 fr. 50

Ces « Souvenirs » de l'illustre homme d'État roumain sont en réalité des révélations saisissantes sur les origines de la guerre. En contact avec les principaux auteurs du tragique conflit, M. Take Jonesco écrit ici, sous forme d'esquisses et de conversations attrayantes, un des plus importants chapitres de l'histoire de la guerre de 1914.

POULTNEY BIGELOW

MES SOUVENIRS DE PRUSSE

Traduits de l'Anglais par M. HENRIOT-BOURGONGNE

In-16. 4 fr. 50

Fils d'un ambassadeur des États-Unis à la cour de Prusse, M. Bigelow juge les choses et les gens d'Allemagne dans ce livre plein d'anecdotes savoureuses.

D^r HARRY STUERMER

Ancien correspondant de la *Gazette de Cologne* à Constantinople, 1915-1916.

DEUX ANS DE GUERRE A CONSTANTINOPLE

Études de morale et de politique allemandes et jeunes-turques.

Traduit de l'allemand par l'auteur.

In-16. 4 fr. 50

Un témoin exceptionnel, le correspondant à Constantinople de l'officiense *Gazette de Cologne*, ayant rompu moralement avec son pays, révèle dans ce livre indigné, les infâmes menées allemandes et jeunes-turques, à Constantinople.

D^r JOHANNÈS LEPSIUS

Président de la Deutsche Orient-Mission et de la Société Germano-Arménienne.

LE RAPPORT SECRET SUR LES MASSACRES D'ARMÉNIE

Publié avec une Préface

Par RENÉ PINON, professeur à l'École des Sciences politiques.

In-16. 5 fr.

TESTIS

L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS ANGLAIS

Sommaire : Rapports du Général Sir Jan Hamilton. — Rapport de l'Amiral de Robeck. — Rapport de la Commission parlementaire anglaise. — Pourquoi l'échec des Dardanelles ?

In-16. 4 fr. 50



SISMANOGILIO

